



**Nations Unies**

**Entité des Nations Unies pour l'égalité  
des sexes et l'autonomisation des femmes**

# **Rapport financier et états financiers audités**

**de l'année terminée le 31 décembre 2019**

**et**

# **Rapport du Comité des commissaires aux comptes**

**Assemblée générale**

**Documents officiels**

**Soixante-quinzième session**

**Supplément n° 5L**



**Entité des Nations Unies pour l'égalité  
des sexes et l'autonomisation des femmes**

**Rapport financier et états  
financiers audités**

**de l'année terminée le 31 décembre 2019**

**et**

**Rapport du Comité  
des commissaires aux comptes**



**Nations Unies • New York, 2020**

*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

---

[21 juillet 2020]

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi . . . . .	5
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes .	7
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes . . . . .	10
Résumé . . . . .	10
A. Mandat, étendue de l'audit et méthode . . . . .	13
B. Constatations et recommandations . . . . .	14
1. Suite donnée aux recommandations antérieures . . . . .	14
2. Aperçu de la situation financière . . . . .	15
3. Gouvernance . . . . .	17
4. Informatique et télécommunications . . . . .	18
5. Gestion des achats . . . . .	19
6. Gestion des programmes et des projets . . . . .	20
7. Ressources humaines . . . . .	26
8. Gestion des voyages . . . . .	27
C. Informations communiquées par l'administration . . . . .	28
1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens . . . . .	28
2. Versements à titre gracieux . . . . .	28
3. Cas de fraude ou de présomption de fraude . . . . .	28
D. Remerciements . . . . .	29
Annexe	
État d'application des recommandations jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2018 . .	30
III. Certification des états financiers . . . . .	46
IV. Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019 . . . . .	47
A. Introduction . . . . .	47
B. Mobilisation des ressources et état du financement . . . . .	47
C. Principales réalisations et consolidation et gains d'efficacité sur le plan institutionnel en 2019 . . . . .	48
1. Mise en œuvre des priorités stratégiques . . . . .	48
2. Efficacité et efficience de l'organisation . . . . .	51

---

3.	Transparence et application du principe de responsabilité .....	52
4.	Recommandations formulées à l'issue d'audits externes .....	54
D.	Résultats financiers .....	54
V.	États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019 .....	65
I.	État de la situation financière au 31 décembre 2019 .....	63
II.	État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019 .....	64
III.	État des variations de l'actif net/de la situation nette pour l'année terminée le 31 décembre 2019 .....	65
IV.	État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2019 .....	66
V.	État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'année terminée le 31 décembre 2019 .....	67
	Notes relatives aux états financiers .....	68

---

## Lettres d'envoi

### **Lettre datée du 30 avril 2020, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par la Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, conformément à la règle de gestion financière 1202 de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), les états financiers de l'Entité pour l'année terminée le 31 décembre 2019, qui ont été établis et signés par la Directrice de la Division de la gestion et de l'administration d'ONU-Femmes.

La Directrice exécutive  
de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes  
et l'autonomisation des femmes  
(*Signé*) Phumzile **Mlambo-Ngcuka**

---

**Lettre datée du 21 juillet 2020, adressée au Président  
de l'Assemblée générale par le Président du Comité  
des commissaires aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour l'année terminée le 31 décembre 2019.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
(Signé) Kay Scheller



## Chapitre I

### Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes

#### Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons audité les états financiers de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 31 décembre 2019, l'état des résultats financiers (état II), l'état des variations de l'actif net/de la situation nette (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs (état V) pour la même année, ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris un récapitulatif des principales méthodes comptables.

Nous considérons que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière d'ONU-Femmes au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats financiers et flux de trésorerie pour l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS).

#### Base de notre opinion

Nous avons procédé à l'audit conformément aux Normes internationales d'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont énoncées à la section « Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants d'ONU-Femmes, conformément aux règles déontologiques qui s'appliquent à l'audit des états financiers, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités dans le respect de ces règles. Nous estimons que les éléments que nous avons réunis à l'occasion de notre audit sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion.

#### Informations autres que les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes

Les autres informations présentées dans le présent rapport ont été établies par l'administration et comprennent le rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019 (chapitre IV), mais non les états financiers ni le rapport des commissaires aux comptes à proprement parler.

Notre opinion sur les états financiers ne porte pas sur ces autres informations et nous ne formulons aucune expression d'assurance à leur égard.

Nous sommes tenus dans le cadre de l'audit des états financiers de prendre connaissance de ces autres informations et de nous assurer qu'elles concordent avec les états financiers et avec les constatations que l'audit nous a permis de dégager et qu'elles ne présentent pas d'anomalies significatives. Nous sommes tenus de rendre compte de toute anomalie significative que nous pourrions déceler à cette occasion. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

#### Responsabilités de la direction et des organes de gouvernance en matière d'états financiers

Il incombe à la direction d'établir des états financiers conformes aux normes IPSAS, qui présentent une image fidèle de la situation d'ONU-Femmes et d'exercer le contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre d'établir des états exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Lors de l'établissement des états financiers, la direction est tenue d'évaluer la capacité d'ONU-Femmes de poursuivre son activité, de rendre compte, le cas échéant, des éléments touchant la continuité d'activité et de considérer que l'Entité poursuivra son activité, à moins que la direction n'ait l'intention de procéder à la liquidation de l'Entité ou de mettre fin à son activité, ou qu'elle n'ait pas d'autre solution à sa portée.

Les organes de gouvernance sont tenus de superviser la procédure d'information financière d'ONU-Femmes.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l'audit des états financiers**

Notre objectif est d'acquiescer l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur, et de publier un rapport dans lequel nous faisons part de notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé ; elle ne garantit cependant pas qu'un audit mené conformément aux Normes internationales d'audit permette de détecter systématiquement les anomalies significatives. Les anomalies peuvent tenir à la fraude ou à l'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent influencer les décisions économiques que les utilisateurs prendront sur la base des états financiers.

Dans le respect des Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et un esprit critique tout au long de l'audit. Nous menons également les activités suivantes :

- Nous détectons et évaluons les risques que pourrait poser la présence d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur, nous concevons et appliquons des procédures d'audit adaptées à ces risques et nous réunissons à l'occasion de notre audit des éléments qui sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion. Le risque de ne pas détecter une inexactitude significative découlant d'une fraude est plus élevé que celui lié à une inexactitude résultant d'une erreur, car la fraude peut recouvrir des actes de collusion ou de falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le non-respect des procédures de contrôle interne.
- Nous évaluons les contrôles internes exercés par ONU-Femmes afin de concevoir des procédures d'audit appropriées, mais notre intention n'est pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles.
- Nous évaluons les méthodes comptables suivies et les estimations faites par l'administration, de même que l'information dont elle fait état ;
- Nous tirons des conclusions concernant l'utilisation par la direction du principe de la continuité des activités et, nous fondant sur les éléments que nous avons réunis dans le cadre de l'audit, nous estimons s'il existe une incertitude significative quant à des événements ou des conditions qui pourraient compromettre la capacité d'ONU-Femmes de poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'appeler l'attention sur les informations pertinentes figurant dans les états financiers et d'émettre une opinion modifiée si elles ne sont pas satisfaisantes. Nos conclusions sont fondées sur les éléments réunis à la date d'établissement de notre rapport, mais nous ne pouvons pas nous engager pour l'avenir puisque l'on ne peut pas exclure que des circonstances ou des événements futurs empêchent ONU-Femmes de poursuivre son activité.

- Nous évaluons la présentation générale, la structure et la teneur des états financiers et des informations qui les accompagnent ; nous évaluons également si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents avec fidélité.

Nous communiquons avec les organes de gouvernance concernant, entre autres points, l'étendue et le calendrier de l'audit et les principales constatations, notamment les insuffisances significatives concernant les contrôles internes que nous pourrions avoir décelées dans le cadre de nos activités.

### **Rapport sur les autres obligations légales ou réglementaires**

Nous estimons que les opérations comptables d'ONU-Femmes qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Entité et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
(Signé) Kay **Scheller**

Le Contrôleur général de la République du Chili  
(auditeur principal)  
(Signé) Jorge **Bermúdez**

Le Contrôleur et Auditeur général des comptes de l'Inde  
(Signé) Rajiv **Mehrishi**

21 juillet 2020

## Chapitre II

### Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

#### *Résumé*

Par sa résolution [64/289](#), l'Assemblée générale a créé l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Celle-ci fournit à tous les États Membres qui en font la demande des conseils et une assistance technique dans les domaines de l'égalité des genres, de l'autonomisation et des droits des femmes et de la transversalisation des questions de genre. Elle travaille en consultation avec les mécanismes nationaux de promotion des femmes et les organisations de la société civile et, en tant qu'élément du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, elle dirige et coordonne les travaux de l'équipe de pays des Nations Unies qui concernent l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Le Comité des commissaires aux comptes a noté qu'ONU-Femmes avait dépensé 420,89 millions de dollars pour des produits d'un montant total de 527,40 millions de dollars pour l'année terminée le 31 décembre 2019.

Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion d'ONU-Habitat pour l'année terminée le 31 décembre 2019. L'audit a été réalisé au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New-York, du 30 septembre au 18 octobre 2019 et a donné lieu à une visite au bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji, du 4 au 22 novembre 2019, et au bureau de pays d'ONU-Femmes en Turquie, du 8 janvier au 5 février 2020.

À partir d'avril 2020, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Comité a effectué l'audit à distance, y compris l'audit final des états financiers.

On trouvera dans le présent rapport les principales constatations et recommandations formulées par le Comité à l'issue de ses travaux.

#### **Étendue de l'audit**

Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient, pour tout élément de caractère significatif, une image fidèle de la situation financière d'ONU-Femmes au 31 décembre 2019 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

Le Comité a aussi examiné la gestion en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel le Comité peut formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, le système comptable et les contrôles financiers internes d'ONU-Femmes et, de manière générale, sur l'administration et la gestion de ses activités. Le rapport comprend également un bref commentaire sur l'état de l'application de recommandations formulées antérieurement.

## Opinion des commissaires aux comptes

Le Comité considère que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière d'ONU-Femmes au 31 décembre 2019 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux normes IPSAS.

## Conclusion générale

Le Comité n'a relevé ni erreur, ni omission, ni inexactitude importante lors de l'examen des documents comptables d'ONU-Femmes pour l'année terminée le 31 décembre 2019.

Il a conclu que l'Entité procédait à des contrôles qui permettaient d'atténuer les risques existants de manière acceptable. Il a toutefois constaté que des progrès pouvaient être faits dans les domaines de la gouvernance, de l'informatique et des communications, de la gestion des achats, de la gestion des projets, des ressources humaines et de la gestion des voyages.

## Principales constatations

### *Flou de la catégorisation des bureaux*

Le Comité a examiné les différentes catégories de bureaux dont dispose ONU-Femmes et constaté qu'il n'existait ni définition claire ni registre à jour des bureaux de chaque type ;

### *Retards dans la liquidation des avances et la comptabilisation des dépenses des projets*

Dans le cadre de l'analyse de six projets, le Comité a comparé la date des écritures de journal correspondant à l'octroi et à la liquidation de l'avance de trésorerie. Il a constaté que dans 42 cas, les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses avaient été saisis et enregistrés dans le système après le terme du cycle comptable correspondant ;

### *Non-respect du délai d'inscription des pièces justificatives du journal des comptes créditeurs*

Le Comité a constaté que les écritures de journal des comptes créditeurs préparées pour rendre compte des dépenses d'un des projets avaient été saisies dans le système Atlas entre un et deux jours avant que le ou la responsable de projet ait examiné les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses correspondantes, qui n'avaient pas été dûment signés, et qu'il y avait eu des retards importants dans la préparation des écritures pour deux autres projets, qui avaient été saisies dans le système après le délai maximum autorisé, fixé à 20 jours.

## Principales recommandations

Sur la base de ces constatations, le Comité recommande qu'ONU-Femmes :

### *Flou de la catégorisation des bureaux*

**a) Fixe clairement ses catégories de bureaux, en définissant la structure de fonctionnement de chaque type de présence, y compris leurs fonctions de base et les effectifs et les ressources nécessaires pour les entités résidentes et non résidentes, ainsi que la gamme de services proposés et tienne un registre exact et à jour de tous ses bureaux ;**

Le Comité recommande que le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji :

*Retards dans la liquidation des avances et la comptabilisation des dépenses des projets*

**b) Assure un suivi étroit auprès des partenaires de réalisation ou des parties responsables afin que les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses soient soumis en temps voulu, que les dépenses des projets soient enregistrées comme il se doit et qu'il soit assuré un suivi adéquat de leurs activités ;**

*Non-respect du délai d'inscription des pièces justificatives du journal des comptes créditeurs*

**c) i) Veille à comptabiliser correctement les dépenses de projet en préparant et en consignait en temps voulu les pièces justificatives du journal des comptes créditeurs correspondantes, conformément aux dispositions des directives d'ONU-Femmes relatives aux avances et autres versements en espèces aux partenaires, de manière raisonnable et en temps voulu, après que le ou la responsable du projet a approuvé les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses ;**

**ii) Veille à ce que, dans un premier temps, les personnes dûment autorisées signent les dépenses de projet et les demandes de versement d'avances aux partenaires après les avoir examinées, puis qu'elles approuvent les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses, et qu'il consigne correctement les dépenses correspondantes dans le système comptable.**

**Chiffres clefs**

6	Bureaux régionaux
5	Bureaux multipays
50	Bureaux de pays
6	Bureaux de liaison
32	Pays de programme
1 088	Fonctionnaires employés par ONU-Femmes
1 762	Personnes employées par ONU-Femmes, mais n'ayant pas la qualité de fonctionnaires
442,51 millions de dollars	Budget pour 2019
527,40 millions de dollars	Total des produits pour 2019
420,89 millions de dollars	Total des charges pour 2019
32,53 millions de dollars	Réserves au 31 décembre 2019
500,39 millions de dollars	Contributions volontaires pour 2019
97,27 millions de dollars	Montant des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement et du capital-décès en décembre 2019

**A. Mandat, étendue de l'audit et méthode**

1. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a été créée en 2010 pour appuyer, promouvoir et favoriser l'égalité des genres, l'autonomisation et la promotion des femmes. Elle aide les États Membres à établir des normes mondiales en matière d'égalité des genres et collabore avec les États et la société civile à l'établissement de lois, de politiques, de programmes et de services visant à garantir que ces normes sont effectivement appliquées et qu'elles profitent réellement aux femmes et aux filles du monde entier. Elle intervient au niveau mondial pour faire des objectifs de développement durable une réalité pour les femmes et les filles et agit en faveur de la participation égale des femmes à tous les aspects de la vie, en accordant une attention particulière aux quatre priorités stratégiques suivantes : a) les femmes sont à la tête de systèmes de gouvernance, y participent et en bénéficient sur un pied d'égalité avec les hommes ; b) les femmes jouissent d'une sécurité du revenu, d'un travail décent et d'une autonomie économique ; c) toutes les femmes et filles vivent une vie exempte de toute forme de violence ; d) les femmes et les filles concourent à l'instauration d'une paix durable et à l'amélioration de la résilience, jouent un rôle plus important dans ce domaine et bénéficient de l'action humanitaire et des activités de prévention des catastrophes naturelles et des conflits à égalité avec les hommes. En outre, ONU-Femmes coordonne et favorise les activités du système des Nations Unies relatives à la promotion de l'égalité des genres et l'ensemble des délibérations et accords liés au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle s'efforce de placer la question de l'égalité des genres au cœur de l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable et bâtir un monde plus inclusif.

2. Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion d'ONU-Femmes pour l'année terminée le 31 décembre 2019, en application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale, adoptée en 1946. Il a conduit son contrôle conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux normes internationales d'audit. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

3. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière d'ONU-Femmes au 31 décembre 2019 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux normes IPSAS. Il s'agissait notamment de savoir si les charges figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs d'ONU-Femmes.

4. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

5. Le Comité a aussi examiné la gestion en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel le Comité peut formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, le système comptable et les contrôles financiers internes d'ONU-Femmes et, de manière générale, sur l'administration et la gestion de ses activités.

6. Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions y formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration d'ONU-Femmes, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

## B. Constatations et recommandations

### 1. Suite donnée aux recommandations antérieures

7. Le Comité a estimé que des 22 recommandations qui n'avaient pas encore été appliquées au moment de la publication de son rapport sur l'année financière terminée le 31 décembre 2018, 15 (68 %) avaient été appliquées, 6 (27 %) étaient encore en cours d'application et 1 (5 %) était devenue caduque, comme indiqué dans le tableau II.I ci-après. Cela étant, le taux d'application des recommandations a été jugé satisfaisant. On trouvera des précisions sur l'état de l'application des recommandations dans l'annexe au chapitre II.

Tableau II.1

#### État de l'application des recommandations

	<i>Recommandation intégralement appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>–</b>	<b>1</b>
Pourcentage	68	27	–	5

Source : Comité des commissaires aux comptes.



## 2. Aperçu de la situation financière

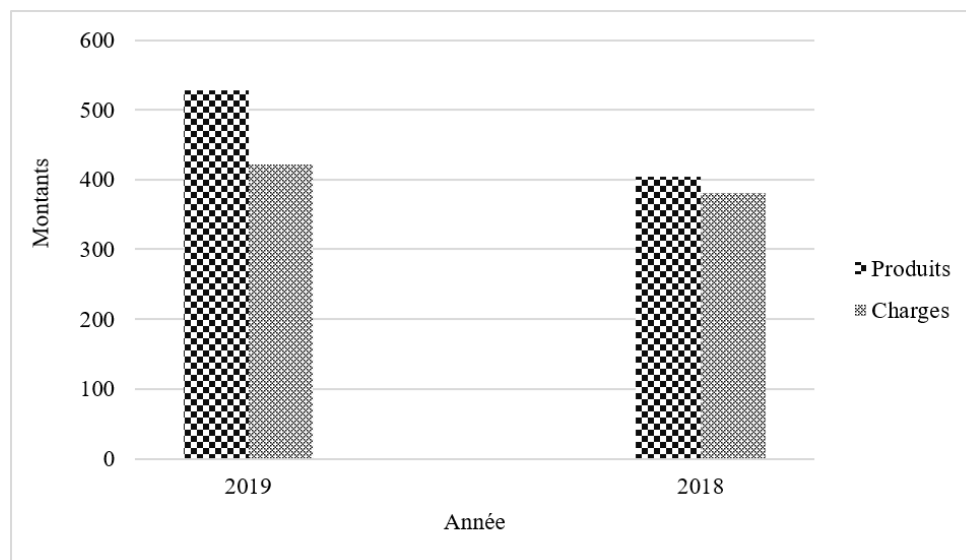
### Résultats financiers

8. Au cours de l'année considérée, le total des produits s'est élevé à 527,40 millions de dollars (contre 404,72 millions en 2018) et le total des charges à 420,89 millions de dollars (contre 380,26 millions en 2018), soit un excédent de 106,51 millions de dollars (contre 24,46 millions en 2018). Celui-ci s'explique par une augmentation des produits provenant des contributions volontaires, dont le montant total s'est établi à 510,56 millions de dollars (contre 392,33 millions en 2018). Le montant du produit des placements s'est élevé à 12,83 millions de dollars (contre 9,62 millions en 2018) et celui des produits divers à 3,86 millions de dollars (contre 2,16 millions en 2018).

9. Le total des charges en 2019 a été supérieur de 10,68 pour cent à celui de 2018, du fait de l'augmentation des coûts liés aux prestations dues au personnel, soit 141,83 millions de dollars (contre 126,58 millions en 2018), à l'exécution de projets et plus précisément à l'organisation d'ateliers et de séances de formation, pour un total de 42,51 millions de dollars (contre 32,03 millions en 2018) et aux services contractuels fournis par des particuliers, dont le coût total s'est élevé à 82,62 millions de dollars (contre 69,75 millions en 2018). On trouvera à la figure II.I une comparaison des produits et des charges pour les années financières 2018 et 2019.

Figure II.I

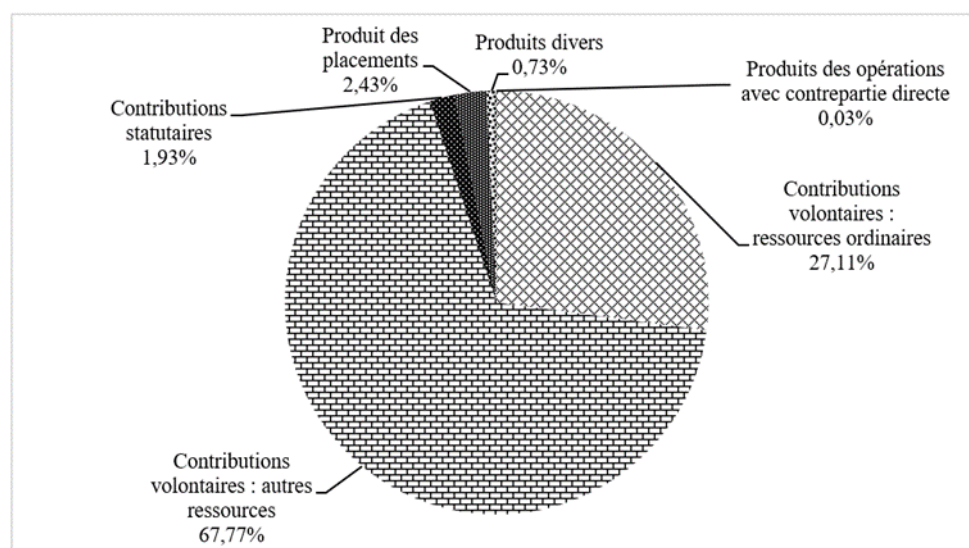
### Comparatif des résultats financiers en 2018 et 2019



Source : Analyse par le Comité des états financiers d'ONU-Femmes pour 2019.

10. Les contributions volontaires constituent la majeure partie des produits d'ONU-Femmes. Elles ont représenté 500,39 millions de dollars (contre 384,30 millions en 2018), soit 94,88 % du total des produits engrangés (527,40 millions de dollars en 2019 ; 404,72 millions de dollars en 2018). On trouvera à la figure II.II la répartition des produits par source en 2019.

Figure II.II  
Répartition des produits par source en 2019



Source : Analyse par le Comité des états financiers d'ONU-Femmes pour 2019.

### Situation financière

11. Le montant total de l'actif d'ONU-Femmes s'élevait à 657,52 millions de dollars, celui du passif à 143,35 millions de dollars et celui de l'actif net à 514,17 millions de dollars. La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme se chiffraient à 390,89 millions de dollars, soit 59,45 % du total de l'actif. Les actifs courants s'élevaient à 468,20 millions de dollars et les passifs courants à 48,16 millions de dollars, soit un solde net de 420,04 millions de dollars. L'importance de la différence entre le montant des actifs courants et celui des passifs courants est un signe de bonne santé financière à court terme.

12. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 153,68 %, passant de 57,30 millions de dollars en 2018 à 145,36 millions de dollars en 2019 en raison du classement en placements d'une partie de la trésorerie déposée sur des comptes bancaires et des équivalents de trésorerie.

13. On trouvera dans le tableau II.2 une analyse des principaux ratios financiers tirés des états financiers, et notamment de ceux qui concernent la situation financière.

Tableau II.2  
Analyse des ratios

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
<b>Ratio de liquidité générale<sup>a</sup></b>		
Actif courant/passif courant	9,72	6,60
<b>Total de l'actif/total du passif<sup>b</sup></b>		
Actif/passif	4,59	4,23
<b>Ratio de liquidité immédiate<sup>c</sup></b>		
(Disponibilités + placements)/passifs courants	8,12	5,42

---

Au 31 décembre 2019    Au 31 décembre 2018

---

**Ratio de liquidité relative<sup>d</sup>**

(Disponibilités + placements + créances)/passifs courants	8,70	5,80
---	------	------

---

*Source* : Analyse par le Comité des états financiers d'ONU-Femmes au 31 décembre 2019.

<sup>a</sup> Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure d'honorer ses engagements à court terme.

<sup>b</sup> Un ratio élevé indique que l'entité est solvable.

<sup>c</sup> Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'une entité à faire face à ses passifs courants à partir de ses actifs liquides (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements).

<sup>d</sup> Le ratio de liquidité relative est plus restrictif que le ratio de liquidité générale, car il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants plus difficiles à convertir en liquidités. Un ratio élevé témoigne du haut degré de liquidité de l'actif.

14. En 2019, tous les ratios ont progressé par rapport à l'année antérieure, signe que la situation de trésorerie d'ONU-Femmes est saine. Au 31 décembre 2019, le montant des actifs courants d'ONU-Femmes s'établissait à 468,20 millions de dollars, soit 9,72 fois la valeur des passifs courants (48,16 millions de dollars), ce qui indique que l'Entité peut sans problème faire face à ses obligations à court terme. Cette augmentation notable des actifs courants résulte de celle des montants placés dans les instruments du marché monétaire, les titres de dépôt à terme et les effets de commerce. De même, la valeur totale de l'actif (657,52 millions de dollars) était supérieure à celle du passif (143,35 millions de dollars), ce qui est un signe de bonne santé financière.

15. Le ratio de liquidité immédiate est passé de 5,42 en 2018 à 8,12 en 2019, ce qui indique que les passifs courants sont couverts par les équivalents de trésorerie, qui ont enregistré une augmentation substantielle de 153,71 %, et les placements.

16. Le ratio de liquidité relative montre que le montant total de la trésorerie, des placements à court terme et des créances est 8,70 fois supérieur à celui des passifs à court terme et qu'ONU-Femmes dispose donc de plus de liquidités et est plus solvable en 2019 qu'en 2018. Tous les ratios indiquent une augmentation des liquidités et de la solvabilité en 2019 par rapport à 2018.

### 3. Gouvernance

#### *Flou de la catégorisation des bureaux*

17. ONU-Femmes a structuré et exécuté son mandat de promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes au moyen d'un réseau de bureaux régionaux, bureaux multipays, bureaux de pays, bureaux de programme et bureaux de liaison.

18. Le fonctionnement interne d'ONU-Femmes est encadré par des instructions d'application obligatoire et par des instructions facultatives, telles que des orientations, conformément au cadre relatif aux politiques, procédures et orientations de l'Entité.

19. Le Comité a analysé les différentes catégories de bureaux d'ONU-Femmes et relevé que cette catégorisation avait évolué en 2019 par rapport à 2018. Ainsi, le bureau multipays du Kazakhstan et le bureau de programme en Turquie (Ankara) sont tous deux devenus des bureaux de pays.

20. Le Comité a constaté qu'ONU-Femmes avait lancé une initiative de gestion du changement visant à renforcer son architecture régionale et sa typologie des pays. La politique et les directives y ayant trait comprendront des informations précises sur les critères qui seront appliqués à l'avenir pour la création de bureaux.

21. Le Comité fait toutefois observer qu'il importe de catégoriser clairement les différents types de bureaux du système d'ONU-Femmes. Il est également nécessaire de tenir un registre exact et à jour de tous les bureaux pour assurer l'efficacité de leur supervision et de leur gouvernance ; l'absence de définition claire des différents types de bureaux pourrait en effet semer la confusion quant aux attributions et fonctions dont chacun d'eux doit s'acquitter et nuire à l'efficacité et à l'efficience du fonctionnement et du suivi d'ONU-Femmes.

**22. Le Comité recommande qu'ONU-Femmes fixe clairement ses catégories de bureaux, en définissant la structure de fonctionnement de chaque type de présence, y compris les fonctions de base et les effectifs et les ressources nécessaires pour les entités résidentes et non résidentes, ainsi que la gamme de services proposés. Il conviendrait également que l'Entité tienne un registre exact et à jour de tous les bureaux.**

23. ONU-Femmes a souscrit à cette recommandation.

#### **4. Informatique et télécommunications**

##### *Retrait tardif des droits d'accès dans Atlas*

24. À la section 5.2 de la norme relative au contrôle des accès informatiques et à la gestion des comptes utilisateurs (ITS-009), il est indiqué que la Section de l'informatique et des communications est tenue de revalider les droits d'accès associés aux comptes dont les utilisateurs ne sont pas servis pour accéder aux ressources qu'ils devaient exploiter et de désactiver les comptes inactifs depuis 180 jours. La norme prévoit également que les référents processus examinent régulièrement les comptes utilisateurs enregistrés dans les systèmes, en concertation avec le ou la Chef de la Section.

25. En outre, aux termes de l'alinéa b) de la section 6.1 de la circulaire du Secrétaire général sur l'utilisation des moyens et des données informatiques et télématiques ([ST/SGB/2004/15](#)), l'Organisation a le droit de couper ou de restreindre, à tout moment et sans préavis, l'accès à n'importe quels moyens ou données informatiques ou télématiques, lorsque c'est nécessaire pour préserver ou rétablir l'intégrité technique ou le bon fonctionnement desdits moyens ou données ou pour tout autre motif.

26. Le Comité a constaté qu'ONU-Femmes n'avait pas procédé à un examen des comptes utilisateurs.

27. Le Comité a également passé en revue les dates auxquelles les utilisateurs avaient le plus récemment accédé au système et observé que 16 d'entre eux ne s'étaient pas connectés à Atlas depuis plus de 180 jours.

28. Tous les comptes utilisateurs inactifs recensés par le Comité sont associés dans le système à un profil au moins. Toutefois, ONU-Femmes ne les a pas bloqués.

29. En tardant trop à désactiver les comptes inactifs, ONU-Femmes s'expose au risque que des personnes non autorisées accèdent au système, ce qui compromet l'intégrité de ses données. Le Comité estime qu'en procédant à des examens réguliers, les référents processus seraient mieux à même de détecter les irrégularités et d'y remédier en temps utile. Ces examens permettraient également d'atténuer les risques, conformément à la norme relative au contrôle des accès informatiques et au document relatif à la gestion des comptes utilisateurs.

**30. Le Comité recommande qu'ONU-Femmes renforce la supervision des services fournis et la conduite des examens des comptes utilisateurs, conformément à la norme relative au contrôle des accès informatiques et à la**

**gestion des comptes utilisateurs (ITS-009), de sorte que tous les comptes utilisateurs inactifs pendant 180 jours consécutifs soient désactivés régulièrement et dans les délais voulus.**

31. ONU-Femmes a souscrit à cette recommandation et déclaré qu'elle s'employait à y donner suite et à atténuer les risques en rappelant au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), chargé de la gérance informatique d'Atlas, qu'il importait de faire régulièrement le ménage dans les comptes utilisateurs. Le PNUD, quant à lui, a pris des dispositions pour garantir que le système soit régulièrement nettoyé.

## **5. Gestion des achats**

### *Suivi et évaluation de l'utilisation des profils critiques*

32. En application de la section 5.10 des directives de contrôle interne d'ONU-Femmes concernant la séparation des fonctions (2018), les profils utilisateurs standards du module Argus ont été conçus en respectant le principe du profil unique pour chaque utilisateur d'Atlas, de sorte que les tâches soient effectuées par des personnes distinctes. Toutefois, certains membres du personnel peuvent avoir besoin d'un profil de responsable de projet et d'un profil d'agent certificateur, puisqu'ils peuvent être appelés à jouer l'un ou l'autre de ces rôles dans le cadre d'opérations distinctes.

33. À la section 5.10.4 des directives, il est également indiqué que la Section des achats doit produire des rapports trimestriels sur l'utilisation qui est faite des profils et sanctionner les irrégularités qui seraient constatées.

34. Le Comité a passé en revue les éléments concernant le suivi de l'utilisation faite des profils critiques pendant le troisième trimestre de l'année financière 2019. Il a analysé les documents fournis par six bureaux régionaux en vue de déterminer si les fonctions avaient été correctement séparées, c'est-à-dire si les demandes d'achats et les commandes avaient été approuvées par des utilisateurs distincts.

35. Le Comité a constaté ce qui suit :

a) Dans la plupart des bureaux, le suivi n'était pas assuré sur une base trimestrielle, comme le prescrivent pourtant les directives. Ainsi, pour les commandes qui apparaissaient dans les documents fournis :

- i) Quatre bureaux n'ont assuré le suivi de l'utilisation des profils critiques que pendant le mois de septembre 2019 ;
- ii) Un bureau l'a fait de janvier à septembre 2019 ;
- iii) Un bureau uniquement a procédé au suivi de l'utilisation des profils critiques sur le trimestre sur lequel portait la demande d'informations (de juillet à septembre 2019).

b) L'ensemble des éléments relatifs au suivi effectué manquait de cohérence, les différents bureaux ayant soumis les informations demandées sous des formats différents. Le Comité a constaté que quatre bureaux n'avaient présenté que le rapport généré par Atlas, sans analyse aucune permettant de savoir si l'approbation des demandes d'achats et celle des bons de commande avaient été effectuées par des personnes distinctes. En revanche, deux bureaux ont fourni un document dans lequel ils expliquaient comment ils avaient vérifié qu'un même processus d'achat avait fait intervenir des utilisateurs distincts ;

c) Deux des six bureaux ont recensé des cas dans lesquels le principe de la séparation des fonctions dans le processus d'autorisation d'achat n'avait pas été

respecté. De ces deux bureaux, un seul a fourni des éléments relatifs au suivi des commandes concernées permettant de justifier qu'il ait été dérogé au principe de séparation des fonctions.

36. Le Comité a constaté en outre qu'il n'existait pas de directives relatives à l'établissement du rapport trimestriel sur les activités de suivi.

37. Pour donner suite à une recommandation formulée en 2018 concernant la non-application des procédures de contrôle manuel et éviter tout risque de violation du principe de séparation des fonctions, ONU-Femmes devait améliorer les procédures en question. Toutefois, en octobre 2019, le Comité a relevé qu'il n'existait aucune norme relative à la manière dont ce contrôle devait être effectué et ses résultats, communiqués, car ONU-Femmes avait modifié la méthode selon laquelle le suivi manuel des profils critiques était assuré dans le système à la fin de l'année sur laquelle portait le rapport d'audit.

38. Le 7 décembre 2019, ONU-Femmes a mis en service dans Atlas un dispositif de contrôle permettant d'éviter qu'un seul et même utilisateur valide différentes étapes d'une opération. Il n'existait donc plus de risque de violation du principe de séparation des fonctions, ni de risque que pour une même opération, la demande d'achat et la commande soient approuvées de manière irrégulière par un même utilisateur.

39. Le Comité estime qu'il est indispensable qu'ONU-Femmes mette à jour ses directives et qu'elle y fasse figurer tous les changements qui ont été apportés à la mise en place et à la mise en œuvre du contrôle des profils critiques et de la séparation des fonctions, dans l'optique d'éviter toute ambiguïté.

**40. Le Comité recommande qu'ONU-Femmes revoie et mette à jour ses directives relatives au contrôle interne de sorte que celles-ci rendent compte du fait que le suivi manuel périodique de l'utilisation des profils critiques a été abandonné au profit d'un dispositif de contrôles automatiques adapté dans Atlas.**

41. ONU-Femmes a souscrit à cette recommandation.

## **6. Gestion des programmes et des projets**

### *Approbation des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses par signature des parties responsables*

42. Dans la section E.4.3.3 des directives d'ONU-Femmes relatives aux avances et autres versements en espèces aux partenaires, il est indiqué qu'aucun formulaire d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses ne sera traité sans la signature du (de la) représentant(e) désigné(e) de la partie responsable.

43. Le Comité a examiné un échantillon de formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses provenant de six projets exécutés par le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji. Le Comité a constaté que pour quatre de ces projets, les signatures requises ne figuraient pas sur les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses.

44. Ce manque de diligence, dans le traitement des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses, à l'égard de l'exigence de la signature appropriée ne garantissait pas la réponse prévue par le dispositif interne d'application du principe de responsabilité dans le cadre de l'examen des avances de trésorerie. Cela entraînait, pour ONU-Femmes, le risque de comptabiliser des dépenses de projet pour lesquelles il manquait les pièces justificatives ou les autorisations nécessaires.

45. **Le Comité recommande que le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji veille à ce que les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses dûment signés par les parties responsables soient acceptés et traités en temps voulu, conformément aux directives d'ONU-Femmes relatives aux avances de trésorerie et autres transferts en espèces aux partenaires, par le personnel responsable concerné.**

46. Le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji a accepté la recommandation.

*Non-respect du délai d'inscription des pièces justificatives du journal des comptes créditeurs*

47. Conformément à la section 4.4.2 des directives d'ONU-Femmes relatives aux avances et autres versements en espèces aux partenaires, qui porte sur le traitement des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses, l'écriture de journal dans les comptes créditeurs doit être préparée et approuvée au plus tard 20 jours ouvrables après réception desdits formulaires du partenaire de réalisation et après que le responsable de projet a signé le document.

48. Le Comité a examiné les écritures de journal correspondantes dans les comptes créditeurs faisant partie de l'échantillon de six projets réalisés par le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji. Il a comparé la date à laquelle les écritures de journal des comptes créditeurs ont été consignées avec la date d'approbation par le responsable de projet indiquée sur les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses. Le Comité a constaté ce qui suit :

a) Pour un de ces projets, les écritures de journal des comptes créditeurs préparées pour rendre compte des dépenses du projet avaient été saisies dans le système Atlas entre un et deux jours avant les dates d'examen et de signature, par le (la) responsable de projet, des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses correspondants ;

b) Pour deux autres projets, il y a eu des retards importants dans la préparation des écritures de journal des comptes créditeurs, donnant lieu à des dates d'inscription de 34 à 139 jours au-delà du maximum de 20 jours autorisé pour le traitement des écritures de journal des comptes créditeurs, et les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses correspondants n'étaient pas signés.

49. Le Comité prend acte des améliorations apportées par le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji dans l'exécution des contrôles actuels en vue d'accroître son efficacité et son efficience opérationnelles dans des conditions de travail difficiles. Toutefois, le bureau multipays aux Fidji devrait respecter les délais prévus par les directives d'ONU-Femmes, ce qui permettrait d'éviter d'éventuels ajustements comptables.

50. **Le Comité recommande que le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji veille à comptabiliser correctement les dépenses de projet en préparant et en consignait en temps voulu les pièces justificatives du journal des comptes créditeurs correspondantes, conformément aux dispositions des directives d'ONU-Femmes relatives aux avances et autres versements en espèces aux partenaires, de manière raisonnable et en temps voulu, après que le ou la responsable du projet a approuvé les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses.**

51. **Le Comité recommande également que le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji veille à ce que, dans un premier temps, les personnes dûment autorisées signent les dépenses de projet et les demandes de versement d'avances**



**aux partenaires après les avoir examinées, puis qu'elles approuvent les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses. Les dépenses correspondantes doivent ensuite être consignées correctement dans le système comptable.**

52. Le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji a accepté ces recommandations. En outre, l'Entité a déclaré qu'elle avait modifié ses directives relatives aux avances et autres versements en espèces aux partenaires le 31 décembre 2019 de manière à rendre compte d'un processus plus réaliste, selon lequel le délai autorisé entre la réception des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses du partenaire de réalisation et la préparation de l'écriture de journal des comptes créditeurs a été prolongé.

*Retards dans la liquidation des avances et la comptabilisation des dépenses des projets*

53. Dans la section 4.2.2 des directives d'ONU-Femmes relatives aux avances et autres versements en espèces aux partenaires, il est précisé que des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses et des récapitulatifs des projets seront préparés par les partenaires et soumis à ONU-Femmes afin de liquider l'avance précédente et de demander une liquidation supplémentaire. Même si aucune avance n'est demandée, un formulaire d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses devra être préparé par le partenaire et récupéré par ONU-Femmes chaque trimestre afin de comptabiliser les dépenses du projet. En outre, la période de liquidation maximale autorisée d'une avance est de six mois.

54. Le Comité a analysé six projets relevant du bureau multipays aux Fidji. Le Comité a comparé la date d'octroi de l'avance de trésorerie et la date de comptabilisation de la liquidation de l'avance et des dépenses du projet reçues des partenaires suite à la présentation des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses.

55. Le Comité a constaté ce qui suit :

a) Dans 13 cas, les liquidations d'avances par le biais de la présentation des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses ont été comptabilisées au-delà de la période maximale autorisée de six mois ;

b) Dans 29 cas, les liquidations d'avances n'ont pas été comptabilisées à l'intérieur du cycle trimestriel correspondant.

56. Au total, il a été constaté 42 cas de retards concernant les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses. Le Comité a observé qu'un délai allant jusqu'à 11 mois s'était écoulé, dans les comptes, depuis le précédent formulaire d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses.

57. De l'avis du Comité, le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji devrait veiller à ce que le partenaire de réalisation soumette les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses en temps voulu. ONU-Femmes doit répertorier, analyser, évaluer et gérer les risques liés au processus d'exécution du programme. Les partenaires de réalisation ou les parties responsables devraient renvoyer les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses dans un délai plus bref pour éviter que les opérations soient comptabilisées à la mauvaise période. En outre, ONU-Femmes devrait établir des contrôles, une fréquence d'application et un suivi conformes aux principes de la gestion du risque institutionnel.



**58. Le Comité recommande que le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji assure un suivi étroit auprès des partenaires de réalisation ou des parties responsables afin que les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses soient reçus en temps voulu, que les dépenses des projets soient consignées comme il se doit et qu'il soit assuré un suivi adéquat des activités.**

59. Le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji a accepté la recommandation.

#### *Examen des liquidations*

60. Dans la section 3, portant sur les dispositions des directives d'ONU-Femmes relatives aux avances et autres versements en espèces aux partenaires, il est indiqué qu'il existe un risque que les fonds transférés à un partenaire ne soient pas utilisés comme prévu ou qu'il n'en soit pas rendu compte conformément aux accords et aux plans de travail approuvés.

61. En outre, à l'alinéa a) de la section 4.1 des directives d'ONU-Femmes susmentionnées, il est indiqué que les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses remplacent toutes les autres formes de rapports financiers utilisés par les partenaires (gouvernements, organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales) pour demander des fonds et rendre compte des dépenses. Les dépenses sont saisies dans Atlas sur la base des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses reçus du partenaire et approuvés par le ou la responsable du projet au sein d'ONU-Femmes.

62. Le ou la responsable du projet est tenu(e) d'examiner les originaux des pièces justificatives relatives aux dépenses, telles que les factures et les reçus, notamment, parallèlement aux formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses soumis. Le ou la responsable des opérations peut toutefois accorder à un partenaire de réalisation une dérogation écrite l'autorisant à fournir des copies plutôt que des originaux lorsque des circonstances exceptionnelles, telles que des risques de sécurité, le justifient. Les directives stipulent également que, pour les critères d'évaluation des partenaires, et pour déterminer la taille de l'échantillon de dépenses à examiner et les critères de sélection, le ou la responsable des opérations doit évaluer le partenaire de réalisation ou la partie responsable en se fondant : a) sur des critères tels que le type de partenariat (partenaire existant ou nouveau) ; b) sur l'existence d'avances datant de plus de 6 ou 12 mois ; c) sur l'évaluation des risques ; et d) sur la fréquence des contrôles. C'est ce dernier facteur qui détermine le pourcentage de révision, qui peut être de l'ordre de 5, 40 ou 100 %.

63. Le paragraphe 4.3 indique qu'à la réception des originaux des pièces justificatives, le ou la responsable du projet au sein d'ONU-Femmes doit tamponner, de préférence avec un tampon au logo d'ONU-Femmes, chaque reçu et chaque facture afin de s'assurer qu'ils sont marqués comme ayant été traités. Les reçus et les pièces justificatives doivent ensuite être retournés par le ou la responsable de projet au partenaire de réalisation, qui doit les conserver.

64. Au paragraphe 4.4, il est indiqué que les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses doivent être soumis dans les 20 jours ouvrables suivant la fin du trimestre. Le ou la responsable du projet au sein d'ONU-Femmes est chargé(e) de veiller à ce que les formulaires soient reçus en temps voulu. Ensuite, une écriture de journal des comptes créditeurs doit être préparée et approuvée au plus tard 20 jours ouvrables après la réception par le partenaire des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses, et après que le ou la responsable du projet au sein d'ONU-Femmes les a signés.

65. Dans le cadre des procédures d'examen du contrôle de la liquidation des dépenses liées aux formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses, le Conseil a analysé un échantillon de neuf liquidations dans le but d'évaluer les retards d'enregistrement des éléments de preuve de la liquidation, le caractère raisonnable des montants en monnaie locale à l'appui des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses, et l'autorisation des reçus par tamponnement. Le Comité a noté les irrégularités suivantes :

a) Deux liquidations correspondant à deux projets dont les pièces justificatives accusaient un retard de plus de 12 mois par rapport à leurs documents comptables, et sept liquidations correspondant à trois projets dont les pièces justificatives accusaient un retard de plus de 6 mois ;

b) En ce qui concerne le caractère raisonnable des montants à l'appui des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses, le montant de l'écart entre les preuves examinées et les valeurs concernées a été analysé. Il a été observé que le rapport entre le total des pièces justificatives et le montant correspondant indiqué dans les écritures comptables n'était pas conforme à la méthode d'examen définie dans les directives. Dans ces conditions, il n'a pas été possible de trouver une méthode d'examen qui permette de justifier les écarts entre les deux parties de la documentation ;

c) On a observé des cas dans lesquels les pièces justificatives fournies par les partenaires de réalisation ou les parties responsables n'étaient pas dûment autorisées. Il n'y avait aucun élément prouvant qu'une révision était en cours ou indiquant le pourcentage qui avait été accepté en guise de liquidation. Par exemple, en ce qui concerne la formation, des feuilles de présence signées ; pour les achats de marchandises, des certificats de livraison des produits concernés. Des modifications avaient été apportées aux bulletins de vote, à des pièces justificatives et à d'autres documents de référence des liquidations et il manquait des preuves à l'appui de l'identification d'un fournisseur ou d'un autre tiers pour justifier la dépense.

66. Le Comité est d'avis que le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji devrait consigner clairement, dans son examen des preuves, le montant dépensé par le partenaire de réalisation ou la partie responsable par rapport au montant autorisé (et au calendrier) et que le montant dépensé devrait correspondre à ce qui est prévu sur les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses afin que les analystes d'ONU-Femmes ou d'autres examinateurs puissent identifier ce qui est autorisé ou non dans les pièces justificatives. En outre, il existe un risque probable que les espèces transférées en guise d'avance au partenaire de réalisation ou à la partie responsable ne soient pas utilisées comme prévu ou qu'il n'en soit pas rendu compte conformément aux conditions stipulées dans les accords et les plans de travail approuvés.

67. Le Comité a constaté au moment de la validation des dépenses associées qu'il y avait des lacunes, telles que le manque de qualité ou de fiabilité des justificatifs des dépenses. Par exemple, le nom d'un fournisseur tiers, avec les signatures et logos l'identifiant explicitement, devait figurer sur les reçus associés aux dépenses.

68. Conformément aux récentes mises à jour des directives d'ONU-Femmes relatives aux avances de fonds et autres transferts en espèces aux partenaires, les responsables de projet doivent signer des lettres de confirmation pour la certification des dépenses en utilisant un modèle indiquant le pourcentage des dépenses totales échantillonnées, en plus de soumettre une liste Excel de toutes les pièces justificatives des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses. En outre, les responsables de projet doivent continuer d'évaluer la qualité et l'adéquation

des pièces justificatives et engager des discussions avec un partenaire chaque fois qu'un document soumis n'est pas conforme.

**69. Le Comité recommande que le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji veille à ce que, lors de l'examen des pièces justificatives des projets en cours d'exécution, une autorisation appropriée et des informations fiables concernant les justificatifs de la liquidation d'une avance soient obtenues en temps voulu.**

70. L'Entité a accepté la recommandation et a déclaré que, parce que le bureau multipays d'ONU-Femmes aux Fidji opère dans diverses régions et dans des pays ne jouissant pas tous de la même souveraineté, il n'est pas toujours possible d'appliquer une norme prescriptive concernant la documentation au moment où les responsables de projet évaluent la qualité des pièces justificatives soumises par les partenaires.

*Facteur de risque lié aux partenaires lors de l'examen des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses*

71. Dans la section E.4.1.5 des directives d'ONU-Femmes relatives aux avances et autres versements en espèces aux partenaires (2018), il est stipulé que, pour déterminer la taille de l'échantillon et les critères de sélection des pièces justificatives des dépenses, le ou la responsable des opérations doit évaluer le partenaire de réalisation ou la partie responsable en s'appuyant sur les critères suivants : type de partenariat (nouveau ou existant), avances non remboursées, évaluation et autres risques ou problèmes (problèmes antérieurs avec le contrôle des pièces justificatives, retards du programme, etc.).

72. Au cours de la visite du bureau de pays en Turquie, le Comité a examiné un échantillon de formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses et de reçus pour plusieurs projets qui étaient en cours au 31 décembre 2019. Chaque responsable de projet a examiné les formulaires par le biais d'échantillons. Ces derniers sont déterminés selon des critères énoncés dans les directives relatives aux avances et autres versements aux partenaires. Dans le cadre de l'examen des liquidations et des avances envoyées par le partenaire de réalisation ou la partie responsable à ONU-Femmes, le responsable de projet est chargé de recevoir chaque liquidation et avance et d'en examiner les modalités. Les documents sont ensuite acheminés au service des finances pour traitement comptable.

73. En examinant les informations justificatives relatives aux projets sélectionnés par l'échantillon qu'il a analysé, le Conseil a constaté qu'il existait une note expliquant que l'échantillon avait été déterminé sur la base d'un examen des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses par le biais d'un contrôle par sondage, conformément à la marche à suivre décrite dans les directives relatives aux avances de trésorerie. Néanmoins, il n'a pas été possible de dégager, dans les pièces justificatives, des renseignements sur la manière dont l'échantillon a été établi, compte tenu de l'évaluation des risques liés au partenaire.

74. Le Comité reconnaît les efforts déployés par ONU-Femmes pour suivre la performance de chaque partenaire de réalisation ou partie responsable, notamment par le biais d'une évaluation des capacités basée sur les risques et en faisant en sorte que soit établi un profil de risque des partenaires. Le Comité estime cependant que l'Entité doit se conformer à ses propres directives relatives aux transferts de fonds et, s'agissant d'examiner les pièces justificatives des dépenses, formaliser la procédure de détermination de l'échantillon de la liquidation des avances de trésorerie, en tenant compte notamment des risques associés au partenaire.

**75. Le Comité recommande à ONU-Femmes de veiller à ce que le facteur de risque associé aux partenaires de réalisation soit pris en compte dans le processus**

**d'examen d'un échantillon de dépenses au moyen des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnement des dépenses.**

76. L'Entité a accepté la recommandation et a déclaré qu'au 31 décembre 2019, elle avait promulgué des directives révisées relatives aux avances et autres versements aux partenaires. Selon les nouvelles modalités de certification des dépenses, pour chaque liquidation d'une avance, le responsable de programme doit rendre compte du niveau de risque établi au moment de l'examen et de l'échantillonnage des pièces justificatives, fournir la preuve du pourcentage des dépenses totales échantillonné et préciser si des mesures d'atténuation des risques doivent être prises. Une formation a été dispensée région par région par la Section de la gestion financière pour l'ensemble du personnel chargé des programmes et des opérations au début de 2020. En outre, à compter du 1<sup>er</sup> février 2020, ONU-Femmes avait mis en place, dans son cadre d'orientation des politiques et des procédures de sélection des partenaires des programmes, une procédure globale de sélection, de suivi et de gestion des partenaires. Le processus d'évaluation des capacités qui a été mis en place est basé sur les risques et doit être pondéré au vu des principaux besoins de capacités du partenaire, ce qui permet la création d'un profil de risque global pour le partenaire.

77. Le Comité prend acte de la réponse d'ONU-Femmes. La mise en œuvre des mesures susmentionnées sera évaluée lors du prochain audit.

## **7. Ressources humaines**

### *Autorisation des heures supplémentaires*

78. Conformément à la politique relative au paiement des heures supplémentaires, qui définit les heures supplémentaires comme le temps travaillé en sus de la journée ou de la semaine de travail prévue ou pendant un des jours fériés officiels des Nations Unies, les heures supplémentaires sont payables aux agents des services généraux titulaires d'un engagement à titre permanent, d'un engagement continu ou d'un engagement de durée déterminée régi par le Statut et le Règlement du personnel des Nations Unies.

79. Au paragraphe 17 de la politique susmentionnée, il est précisé que toutes les heures supplémentaires doivent être autorisées à l'avance et que la disponibilité des fonds doit être certifiée.

80. Le Comité a examiné un échantillon de huit agents des services généraux en ce qui concerne le paiement des heures supplémentaires. Il a vérifié si les formulaires de demande d'heures supplémentaires pour toute l'année 2019 avaient bien été autorisés avant que les heures supplémentaires soient effectuées par ces membres du personnel, comme le stipule la politique. Sur les 37 formulaires de demande d'heures supplémentaires examinés, le Comité a constaté que 15 avaient été autorisés par voie de signature après l'accomplissement effectif des heures supplémentaires, ce qui signifie que 41 % des formulaires de demande avaient été soumis en retard. En outre, il a été constaté que, dans certains des cas susmentionnés, la demande elle-même n'avait été faite qu'après que les heures supplémentaires ont été effectuées.

81. À ONU-Femmes, les heures supplémentaires peuvent donner lieu à des congés compensatoires ; cette option est souvent privilégiée lorsque les fonds sont limités. L'Entité a confirmé qu'il faut toujours que le ou la superviseur(e) préapprouve les heures supplémentaires de vive voix ou par courrier électronique avant que les formulaires ne soient remplis et soumis.

82. Le Comité estime nécessaire, cependant, que ce soit le chef de l'unité administrative qui autorise les heures supplémentaires avant qu'elles ne soient effectuées, peu importe qu'elles soient compensées par un congé ou un paiement.

ONU-Femmes peut ainsi corroborer la demande et déterminer si l'Entité dispose des fonds nécessaires pour payer les heures supplémentaires.

**83. Le Comité recommande que, conformément à la politique relative au paiement des heures supplémentaires, ONU-Femmes s'assure que le formulaire (ou toute autre support) de demande d'heures supplémentaires reflète de manière exacte et fiable que toutes les heures supplémentaires ont été autorisées à l'avance et, en cas d'utilisation de fonds, que leur disponibilité a été certifiée.**

84. ONU-Femmes a accepté la recommandation et a déclaré que les heures supplémentaires sont nécessaires en raison des exigences du service, c'est-à-dire dans les cas où le ou la supérieur(e) hiérarchique, l'agent(e) certificateur(trice) ou la personne responsable de l'affectation des ressources demande au fonctionnaire, avec un préavis, sauf dans des situations de force majeure, lorsqu'un tel préavis n'est pas possible, de faire des heures supplémentaires. L'Entité compte cependant prendre les mesures nécessaires pour clarifier et rationaliser davantage le processus d'approbation des heures supplémentaires.

## **8. Gestion des voyages**

### *Non-respect de la politique relative aux voyages officiels*

85. Conformément à la section 1.12.14 de la politique d'ONU-Femmes relative aux voyages officiels, on entend par « avances sur frais de voyage » l'indemnité journalière de subsistance ainsi que les faux frais au départ et à l'arrivée pour chaque voyage officiel dûment approuvé. En cas de modification par rapport à l'itinéraire approuvé ayant des implications monétaires, l'avance est versée sous réserve d'un examen par rapport à la demande de remboursement des frais de voyage, et tout ajustement nécessaire est effectué au moment où la demande de remboursement est réglée.

86. L'avance est versée aux fonctionnaires en voyage officiel ainsi qu'aux membres du personnel n'ayant pas le statut de fonctionnaire lorsque leur voyage est organisé et financé par ONU-Femmes. Elle est accordée sous réserve d'un examen en parallèle de la demande de remboursement des frais de voyage (formulaire F-10).

87. En outre, dans la section 5.0.1 de la politique susmentionnée, il est indiqué que la demande de remboursement de frais de voyage est un document de règlement que la personne ayant effectué le voyage est tenue de présenter dans les 30 jours civils suivant la fin du voyage et que c'est à elle qu'il incombe de présenter la demande avec les pièces justificatives requises, en temps voulu et en veillant à ce que la demande soit exacte.

88. Dans la section 5.0.9 de la politique, il est indiqué que, si un ou une fonctionnaire ne présente pas ses demandes de remboursement dans les 60 jours suivant la fin de la mission pour deux missions consécutives, aucune autre avance ne lui sera accordée jusqu'à ce que toutes ses demandes en suspens soient réglées.

89. Le Conseil a examiné un échantillon de 30 avances de voyage traitées par le bureau de pays de la Turquie au cours de l'année financière 2019. L'échantillon portait sur 50 % du montant total des frais de voyage. Le Comité a constaté que, dans sept cas, les demandes de remboursement de frais de voyage, d'un montant total de 3 683 dollars, avaient été soumises en retard.

90. Le Comité estime que le non-respect des délais de présentation des demandes d'indemnité de déplacement pourrait constituer un risque de non-contrôle dans le cadre du prochain cycle d'avances de voyage et qu'aucune autre avance ne devrait être accordée aux voyageurs tant que toutes les demandes en suspens n'ont pas été réglées.

91. D'autre part, un retard dans la présentation d'une demande de remboursement de frais de voyage ne permet pas de comptabiliser la liquidation de l'avance sur frais de voyage dans le système Atlas dans les délais et avec l'exactitude requis, car l'avance et tout ajustement nécessaire doivent être saisis lorsque la dépense est comptabilisée.

92. Le remboursement des frais de voyage (par une écriture de journal dans le grand livre général) à un autre groupe, département ou bureau d'ONU-Femmes sera effectué après la présentation de la demande de remboursement des frais de voyage. Par conséquent, les demandes doivent être liquidées dans les délais mentionnés dans les directives.

**93. Le Comité recommande que le bureau de pays de la Turquie mette en place un mécanisme permettant d'éviter la présentation tardive des demandes de remboursement des frais de voyage et de se conformer aux contrôles prévus par les directives.**

94. L'Entité a accepté la recommandation et a indiqué que le bureau de pays avait commencé à utiliser une version actualisée et plus rigoureuse de l'outil de suivi des voyages pour garantir la soumission en temps voulu des documents liés aux voyages à partir de janvier 2020.

## **C. Informations communiquées par l'administration**

### **1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens**

95. En application de l'article 21.1 de son règlement financier et de ses règles de gestion financière, ONU-Femmes a informé le Comité qu'elle avait comptabilisé en pertes des créances d'un montant de 52 931 dollars.

### **2. Versements à titre gracieux**

96. En application de l'article 20.6 de son règlement financier et de ses règles de gestion financière, ONU-Femmes a informé le Comité qu'aucun versement à titre gracieux n'avait été effectué en 2019.

### **3. Cas de fraude ou de présomption de fraude**

97. En 2019, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) de l'ONU a conclu ses enquêtes sur deux affaires qui avaient été initialement traitées comme des cas de présomption de fraude. Toutefois, à l'issue des enquêtes, aucune fraude n'a été prouvée dans ces affaires, et aucune somme n'est à recouvrer pour l'organisation.

98. Au 31 décembre 2019, le BSCI avait ouvert une enquête sur dix affaires impliquant des allégations de fraude présumée, y compris des allégations de vol, de corruption et d'autres irrégularités en matière de finances ou de passation de marchés. Une autre affaire, qui avait été classée par le BSCI en 2019, a été rouverte en 2020 sur la base de faits nouveaux. Au 31 mars 2020, elle faisait l'objet d'une enquête.

99. Au cours du premier trimestre de 2019, le Bureau de l'audit et des enquêtes du PNUD, qui assurait par le passé les services d'enquête auprès d'ONU-Femmes, a conclu une enquête concernant des allégations de fraude. Toutefois, aucune fraude n'a été prouvée dans cette affaire, qui avait déjà été mentionnée dans les informations

fournies par la direction dans le rapport financier et les états financiers audités de l'Entité pour l'année terminée le 31 décembre 2018<sup>1</sup>.

100. ONU-Femmes a informé le Comité que les informations susmentionnées étaient communiquées en partant du principe que les cas de fraude et de présomption de fraude concernent les affaires relatives à la passation de marchés, aux vols, au détournement de fonds et à la fraude aux prestations qui ont d'éventuelles incidences financières.

## D. Remerciements

101. Le Comité tient à remercier la Directrice exécutive et ses collaborateurs et collaboratrices de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne,  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
(Signé) Kay **Scheller**

Le Contrôleur général de la République du Chili  
(Auditeur principal)  
(Signé) Jorge **Bermúdez**

Le Contrôleur et Auditeur général des comptes de l'Inde  
(Signé) Rajiv **Mehrishi**

Le 21 juillet 2020

---

<sup>1</sup> Rapport financier et états financiers audités de l'année terminée le 31 décembre 2018 de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et Rapport du Comité des commissaires aux comptes ([A/74/5/Add.12](#)), par. 71.

## Annexe

## État d'application des recommandations jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2018

Année sur laquelle porte le rapport d'audit						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
1	2016	<a href="#">A/72/5/Add.12</a> , 42 chap. II	Le Comité a invité ONU-Femmes, qui en est convenue, à : a) faire en sorte que la sélection des partenaires de réalisation soit renforcée et que les instructions formulées dans le manuel relatif aux programmes et aux opérations concernant le processus de sélection soient appliquées ; b) attribuer à chacun des partenaires de réalisation une note de risque en fonction des seuils de risque admissible.	La procédure de sélection des partenaires de programme a été officiellement adoptée, conformément au cadre d'ONU-Femmes relatif aux politiques, procédures et orientations. La procédure de sélection des partenaires de réalisation a quant à elle été mise à jour et améliorée dans le manuel relatif aux programmes et aux opérations, afin de donner suite à la recommandation issue de l'audit. Cette mise à jour a également porté sur l'évaluation du niveau de risque associé à chaque partenaire, laquelle entre dans la procédure de sélection des partenaires de programme.	Le Comité a constaté que la procédure de sélection des partenaires de programme avait été officiellement adoptée, conformément au cadre d'ONU-Femmes relatif aux politiques, procédures et orientations. Il considère donc la recommandation comme <b>appliquée</b> .	X			
2	2016	<a href="#">A/72/5/Add.12</a> , 58 chap. II	Le Comité recommande qu'ONU-Femmes : a) accélère l'élaboration de politiques et directives	ONU-Femmes est en train de mettre la dernière main à la définition de la structure de	Le Comité n'a observé aucune évolution depuis octobre 2019. Le projet de stratégie concernant		X		



Année sur laquelle porte le rapport d'audit			Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée
						Recommandation en cours d'application
						Recommandation non appliquée
						Recommandation devenue caduque
			permettant de justifier clairement la mise en place de programmes et de définir les modalités de gestion des programmes et présences sur le terrain ; b) constitue des dossiers de décision concernant les présences sur le terrain et les programmes déjà mis en place afin de répondre aux besoins existants.	fonctionnement de chaque type de présence, y compris leurs fonctions de base et les effectifs et les ressources nécessaires pour les entités résidentes et non résidentes, ainsi que de la gamme de services proposés. Il s'agit de la dernière série de consultations avant la finalisation et la formalisation d'orientations dans le cadre d'une politique de gestion des présences sur le terrain. ONU-Femmes œuvre actuellement à l'élaboration d'une politique relative à l'établissement et à la gestion de tous les types de présence (y compris la mise en place de programmes), qui devrait être achevée au deuxième trimestre de 2020.	l'élaboration de la typologie des pays a été présenté. Le Comité n'a pas non plus été en mesure de confirmer l'existence d'une version finale approuvée. Dans ce contexte, la recommandation est considérée comme <b>en cours d'application</b> .	
3	2016	<a href="#">A/72/5/Add.12</a> , 81 chap. II	Le Comité a engagé ONU-Femmes, qui a accepté, à : a) envisager d'utiliser le code d'agent d'exécution dans le plan comptable configuré dans Atlas afin de gagner en	Le Groupe de la coordination de l'audit, auparavant rattaché à la Division de la gestion et de l'administration, relève désormais de la Division de la stratégie, de la	Le Comité considère les recommandations a) et b) comme appliquées. La mise en œuvre de la recommandation c) n'est quant à elle toujours pas terminée. Le Comité considère	X

Année sur laquelle porte le rapport d'audit			Avis des commissaires aux comptes après vérification						
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
			efficience et en efficacité ; b) revoir la procédure d'audit, en collaboration étroite avec les auditeurs mondiaux, afin de s'assurer que les rapports d'audit relatifs aux projets seront soumis dans les délais prescrits ; c) renforcer les capacités du Groupe de coordination de l'audit pour qu'il appuie efficacement les fonctions de contrôle de l'organisation.	planification, des ressources et de l'efficacité du développement. ONU-Femmes est en train de passer en revue et d'évaluer les ressources du Groupe à l'aune des rôles et responsabilités qui lui sont assignés.	donc la recommandation c) comme en <b>cours d'application</b> .				
4	2017	<a href="#">A/73/5/Add.12</a> , 17 chap. II	ONU-Femmes a approuvé la recommandation du Comité selon laquelle elle devait : a) s'efforcer de faire en sorte que ses bureaux extérieurs donnent effet aux plans d'évaluation des risques de fraude élaborés par le siège et évaluent leurs risques dans ce domaine, l'objectif étant de permettre à l'administration de mettre l'accent sur les mesures d'atténuation visant à prévenir et à détecter de tels	La conduite des évaluations individuelles des risques de fraude pour chaque groupe de gestion du risque est conforme au plan d'organisation convenu. Une formation interinstitutions sur la prévention et la sensibilisation en matière de fraude a été officiellement mise en ligne le 10 octobre. Elle a été élaborée conjointement par le PNUD, le Fonds d'équipement des	Le Comité a examiné les informations fournies et a procédé à des vérifications à partir d'un échantillon de membres du personnel inscrits sur le fichier de suivi des formations de sensibilisation à la fraude. Le Comité n'ayant décelé aucune irrégularité, cette recommandation est considérée comme <b>appliquée</b> .	X			

Année sur laquelle porte le rapport				Avis des commissaires aux comptes après vérification						
N°	d'audit	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				risques ; b) continuer de sensibiliser de la manière voulue le personnel à l'évaluation des risques de fraude, de sorte que l'approche et la méthode soient conformes aux bonnes pratiques.	Nations Unies, ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) dans le cadre de leur engagement continu en faveur d'une plus grande sensibilisation la fraude et à la corruption et de leur action visant à remédier comme il convient à d'éventuels cas. Tous les membres du personnel ont été invités à la suivre d'ici fin 2019. Ces initiatives, auxquelles vient s'ajouter la formation ciblée dispensée aux personnes référentes, ont pour objet de garantir le bon déroulement des évaluations des risques de fraude.					
5	2017	A/73/5/Add.12, 27 chap. II		ONU-Femmes a souscrit à la recommandation du Comité l'invitant à améliorer les liens entre le Système de gestion des résultats et le système Atlas afin que les informations du Système de gestion des résultats soient à jour et permettent des	Le projet informatique visant à apporter au Système de gestion des résultats les correctifs nécessaires pour qu'il communique mieux avec Atlas est en cours de déploiement. Il permettra de remédier aux problèmes de fond liés	Le Comité a confirmé que ces travaux étaient en cours en 2019. ONU-Femmes a indiqué qu'elle s'attendait à ce que le Système de gestion des résultats soit mis à jour d'ici peu, ce qui permettrait d'améliorer ses liens avec Atlas et d'inclure		X		

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
							Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				prises de décision rapides et fondées.	aux incohérences constatées entre les données issues des deux systèmes, qui résultent d'une erreur liée à un mappage manuel.	des informations actualisées dans le module des rapports annuels du Système. L'état d'avancement de l'application de la recommandation est resté inchangé en 2019. La recommandation est donc considérée comme <b>en cours d'application</b> .				
6	2017	<a href="#">A/73/5/Add.12</a> , 31 chap. II		ONU-Femmes a souscrit à la recommandation du Comité l'invitant à accélérer l'examen des modalités d'octroi des subventions figurant dans le manuel relatif aux programmes et aux opérations afin de rendre plus claire la gestion des subventions.	ONU-Femmes a terminé d'élaborer sa politique concernant les petites subventions, qui précise les dispositions du manuel relatif aux programmes et aux opérations de manière à donner des indications plus claires sur la gestion des subventions.	La politique et la procédure d'ONU-Femmes concernant les petites subventions sont consultables depuis fin 2019 sur le portail consacré aux politiques, aux procédures et aux orientations. La recommandation est donc considérée comme <b>appliquée</b> .	X			
7	2017	<a href="#">A/73/5/Add.12</a> , 36 chap. II		Le Comité recommande qu'ONU-Femmes : a) se conforme davantage à la procédure de sélection des partenaires de réalisation et veille à ce que ses bureaux extérieurs procèdent à une évaluation en bonne et due forme des capacités des	Pour que la procédure officielle de sélection des partenaires soit mieux respectée, ONU-Femmes a mis au point une procédure de diligence raisonnable plus complète à l'intention des partenaires d'exécution et des parties responsables, que viendra appuyer	La politique et la procédure d'ONU-Femmes concernant les petites subventions sont consultables depuis fin 2019 sur le portail consacré aux politiques, aux procédures et aux orientations. La recommandation est donc considérée comme <b>appliquée</b> .	X			

Année sur laquelle porte le rapport				Avis des commissaires aux comptes après vérification						
N°	d'audit	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				partenaires, conformément aux prescriptions du manuel relatif aux programmes et aux opérations ; b) attribue à chacun des partenaires de réalisation une note de risque en fonction des seuils de risque admissible.	le système de gestion des accords de partenariat et de subvention. En vertu de cette nouvelle procédure détaillée, les risques que présentent les partenaires de réalisation potentiels doivent être dûment mesurés et des notes de risque, attribuées à chacun des partenaires évalués.					
8	2017	<a href="#">A/73/5/Add.12</a> , 43 chap. II		ONU-Femmes a souscrit à la recommandation du Comité l'invitant à : a) revoir le processus d'audit en étroite collaboration avec les auditeurs mondiaux afin que les rapports d'audit des projets soient soumis dans les délais prescrits ; b) renforcer la responsabilité des bureaux extérieurs en matière d'évaluation et de suivi des partenaires de réalisation en s'efforçant d'inclure des indicateurs clefs de performance pour l'application des recommandations d'audit concernant les	ONU-Femmes examine actuellement les systèmes de suivi de la mise en œuvre des audits utilisés par d'autres organismes comme le FNUAP afin de rationaliser son propre système de suivi. Le système amélioré devrait fournir des données qui serviront d'indicateurs clefs de performance dans le cadre de l'outil d'évaluation des bureaux de pays. ONU-Femmes est également en train de passer en revue les différents systèmes d'assurance actuellement utilisés en matière d'audit et	Le Comité a vérifié les éléments de preuve fournis concernant la mise au point d'indicateurs clefs de performance liés à l'application des recommandations d'audit dans le cadre de l'outil d'évaluation des bureaux de pays, parmi lesquels figuraient notamment les résultats obtenus en 2019 au titre de ces indicateurs. La recommandation est donc considérée comme <b>appliquée</b> .	X			

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
							Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
9	2017	<a href="#">A/73/5/Add.12</a> , 44 chap. II		<p>résultats financiers dans le cadre de l'outil d'évaluation des bureaux de pays.</p> <p>Le Comité recommande qu'ONU-Femmes :</p> <p>a) s'assure qu'une évaluation concluante des résultats financiers du rapport d'audit présenté pour l'année précédente soit menée afin de déterminer les causes des faiblesses identifiées et d'empêcher qu'elles ne se reproduisent ;</p> <p>b) envisage d'adopter des politiques visant à remédier aux faiblesses de la gestion de projets qui entraînent des dépenses non justifiées et à guider l'administration dans la comptabilisation des dépenses non justifiées des années antérieures pour éviter d'éventuelles anomalies dans les états financiers.</p>	<p>d'intégrer certains d'entre eux, en tenant compte plus particulièrement de la gestion des risques et du rapport coût-avantage, notamment de la valeur ajoutée des organisations non gouvernementales.</p> <p>ONU-Femmes a élaboré une procédure relative à l'application des recommandations d'audit découlant des audits des partenaires de projet. Cette procédure fait actuellement l'objet d'une procédure d'assurance qualité avant approbation.</p>	<p>La mise en œuvre de cette recommandation a pris du retard (quatrième trimestre de 2019). S'agissant de la recommandation a), ONU-Femmes a entamé l'analyse des résultats des années antérieures, afin de recenser les problèmes, les tendances et les failles qui se sont reproduits dans l'ensemble du portefeuille des projets audités et de déterminer quels régions et bureaux de pays ont plusieurs fois fait l'objet de réserves de la part des auditeurs. En outre, les conclusions, qui seront intégrées aux processus d'examen et de suivi opérationnel, serviront à renforcer les capacités des partenaires. S'agissant de la recommandation b), l'Entité analyse des</p>		X		

Année sur laquelle porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification				
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
10	2017	<a href="#">A/73/5/Add.12</a> , 57 chap. II	Le Comité recommande qu'après une étude de faisabilité, ONU-Femmes envisage de mettre en place un outil global de suivi des consultants individuels permettant de consigner les principales informations concernant leur recrutement, notamment l'analyse du coût total du recrutement, la mesure des résultats et les commentaires du superviseur à chaque étape de l'affectation, sur la base des accords conclus avec chaque consultant.	ONU-Femmes a examiné la recommandation concernant la mise en place d'un outil global de suivi des consultants individuels ainsi que l'incidence de cet outil sur ses propres procédures de fonctionnement. À des fins d'harmonisation, elle a passé en revue les outils déjà utilisés par d'autres organismes des Nations Unies. Elle examine à présent les systèmes et les procédures actuels et en développement pour voir comment elle pourrait, dans la mise en œuvre de la recommandation, tirer parti des mécanismes existants pour alléger la charge financière	politiques dans l'objectif de remédier aux insuffisances constatées et de faire en sorte que les dépenses non prévues soient comptabilisées. Pour le moment, la recommandation est considérée comme <b>en cours d'application</b> .  Le Comité a vérifié que l'Entité avait appliqué la recommandation au quatrième trimestre de 2019, par la création d'un outil global de suivi des consultants individuels. Une fois cette analyse des besoins et cette étude de faisabilité terminées, ONU-Femmes décidera de la voie à suivre.  Le renforcement du système de validation des données relatives au personnel a permis de remédier aux insuffisances constatées au niveau du suivi des consultants. Les améliorations ont été apportées, les utilisateurs finaux, formés et les supports de formation ainsi que	X			

Année sur laquelle porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification				
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				pesant sur l'Organisation et réduire les efforts nécessaires.	la page intranet correspondante, mis à jour en conséquence. La recommandation est donc considérée comme <b>appliquée</b> .				
11	2018	<a href="#">A/74/5/Add.12</a> , 20 chap. II	Le Comité recommande qu'ONU-Femmes se dote d'un tableau de bord ou d'un système qui lui permette d'analyser les difficultés rencontrées par les bureaux de pays pour se conformer aux directives relatives aux plans d'achats, de déterminer les améliorations à apporter au mécanisme de contrôle que ces directives constituent, notamment les améliorations touchant la communication de l'information et la coordination, et d'évaluer l'effet qu'il a sur l'efficacité de la procédure d'achat.	ONU-Femmes s'est dotée d'un tableau de bord, disponible dans le système OneApp, qui contient des données en temps réel et permet de contrôler efficacement la conformité des bons de commande des bureaux extérieurs avec les plans d'achats. ONU-Femmes fait circuler à titre de rappel la liste trimestrielle des bureaux qui n'ont pas encore présenté leurs plans d'achats, le but étant de renforcer le mécanisme de contrôle existant, qui garantit le respect de sa politique de gestion des contrats et des achats.	Le Comité a constaté qu'ONU-Femmes s'était dotée d'un tableau de bord en vue de garantir le respect des directives relatives aux plans d'achats. La recommandation est donc considérée comme <b>appliquée</b> .	X			
12	2018	<a href="#">A/74/5/Add.12</a> , 21 chap. II	Le Comité recommande qu'ONU-Femmes envisage d'inscrire dans les programmes l'obligation de présenter des	ONU-Femmes a intégré un plan d'achats relatifs aux projets dans le modèle de descriptif de projet (ProDoc) et la liste récapitulative établie à	Le Comité prend note des progrès accomplis dans l'application de cette recommandation et l'établissement des versions préliminaires des documents		X		



Année sur laquelle porte le rapport d'audit				Avis des commissaires aux comptes après vérification					
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
			informations sur les plans d'achats relatifs aux projets qui seront menés pour les exécuter.	l'intention du Comité d'examen des projets. Le modèle fait actuellement l'objet de dernières consultations et modifications avant d'être soumis pour approbation avec la liste.	d'orientation correspondants. Pour le moment, la recommandation est donc considérée comme <b>en cours d'application</b> .				
13	2018	A/74/5/Add.12, 29 chap. II	Le Comité recommande que le Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes se conforme aux procédures d'Atlas relatives à la clôture des commandes, telles que définies dans le manuel de finance et les directives générales.	ONU-Femmes a constaté que pour sept mois de l'année 2019, les commandes ont été clôturées en retard. Pour trois d'entre eux, le vingt-sixième jour tombait pendant un week-end. ONU-Femmes a procédé aux contrôles nécessaires immédiatement après, sous un à quatre jours seulement. Elle a fait tout son possible, compte tenu des circonstances, pour clôturer les commandes en temps voulu et considère que le risque associé aux légers retards accusés dans la mise en œuvre des contrôles est minime. Il ne s'agit pas d'un non-respect délibéré des obligations qui lui incombent. Il n'y a donc pas d'autre	Le Comité estime que les procédures relatives à la clôture des commandes, telles que définies dans le manuel de finance et les directives générales, n'ont pas été conduites dans les temps. Cette recommandation est donc considérée comme <b>en cours d'application</b> .		X		

Année sur laquelle porte le rapport d'audit						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
Nº	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
14	2018	A/74/5/Add.12, 40 chap. II	Le Comité recommande que le Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes et le bureau de pays du Mexique se conforment au dispositif de contrôle établi dans les directives d'ONU-Femmes relatives au contrôle interne et que la Section des achats produise des rapports trimestriels pour surveiller l'utilisation qui est faite des profils et réagir comme il convient face aux abus qui seraient éventuellement constatés dans l'exercice des pouvoirs qui ont été délégués.	Atlas est à présent doté d'un dispositif de contrôle qui permet d'éviter qu'une demande d'achat et la commande correspondante soient validées par une seule et même personne. Ce dispositif intégré se substitue donc de manière efficace au suivi manuel, qui était effectué rétroactivement.	mesure à prendre à cet égard.  Les informations fournies initialement ne permettaient pas de corroborer l'existence d'un suivi en ce qui concerne l'utilisation qui était faite des profils de responsable de projet et d'agent certificateur. ONU-Femmes a cependant mis en service dans Atlas un dispositif de contrôle qui permet d'éviter qu'un seul et même utilisateur ne valide toutes les étapes d'une commande, de sorte qu'il n'y a pas à effectuer de suivi manuel. Compte tenu de ce qui précède, cette recommandation est considérée comme <b>caduque</b> .				X
15	2018	A/74/5/Add.12, 41 chap. II	Le Comité recommande qu'ONU-Femmes évalue la possibilité de procéder à des contrôles préventifs afin d'éviter qu'une seule et même personne puisse créer et approuver des opérations.	ONU-Femmes a évalué la possibilité de procéder à des contrôles préventifs afin d'éviter qu'une seule et même personne puisse créer et approuver des opérations et précise qu'un dispositif existe à cet effet. Ce dispositif de contrôle,	Le Comité a recueilli des informations concernant la mise en service d'un système de « verrouillage automatique », qui évite tout risque de violation du principe de séparation des fonctions. La recommandation est	X			

Année sur laquelle porte le rapport d'audit							Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque	
				adapté et intégré à l'environnement de production d'Atlas, permet d'empêcher qu'un seul et même utilisateur ne crée et ne valide une demande d'achat ainsi que la commande correspondante.	donc considérée comme <b>appliquée</b> .					
16	2018	<a href="#">A/74/5/Add.12</a> , 45 chap. II	Le Comité recommande que le bureau de pays du Mexique veille à ce que les données sur les biens en service indiquent précisément l'emplacement dans lequel ils se trouvent.	Dans le cadre de l'inventaire des actifs obligatoire réalisé en milieu d'année, le bureau de pays du Mexique a procédé à un examen complet de tous ses biens, rendu nécessaire par sa réinstallation dans de nouveaux locaux, de sorte que désormais, tous ses actifs sont correctement identifiés. Le montant de chacun d'eux dépasse 1 000 dollars.	Le Comité a pris connaissance du rapport de la personne responsable de la gestion des actifs, de la certification de l'inventaire réalisé par ONU-Femmes, ainsi que de la signature de la personne responsable de la procédure. La recommandation est donc considérée comme <b>appliquée</b> .	X				
17	2018	<a href="#">A/74/5/Add.12</a> , 49 chap. II	Le Comité recommande que le bureau de pays du Mexique se serve d'étiquettes plus visibles et de meilleure qualité. Le bureau devrait veiller à ce que l'étiquette apposée sur les biens contienne les mêmes informations que	Le bureau de pays du Mexique a mis en place un nouveau système d'étiquetage, qui prévoit l'apposition d'un code QR sur tous les biens et permet de contrôler leurs mouvements en temps réel, de telle sorte que la personne référente puisse	Conformément à la procédure en vigueur, ONU-Femmes a fourni des informations sur le nouveau système d'étiquetage prévoyant l'apposition sur chaque bien d'un code QR comportant des informations identiques à celles qui	X				

Année sur laquelle porte le rapport d'audit			Avis des commissaires aux comptes après vérification							
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque	
			celles figurant dans le module d'Atlas relatif à la gestion des biens.	assurer un suivi efficace. Conçues dans un matériau plus résistant, les étiquettes sont plus durables. Des éléments de preuve ont été apportés dans le cadre de l'attestation d'inventaire de milieu d'année, réalisé en juillet 2019. Les stocks d'équipements informatiques sont dorénavant mis sous clef.	sont enregistrées dans le système Atlas. Le Comité considère la recommandation comme <b>appliquée</b> .					
18	2018	<a href="#">A/74/5/Add.12</a> , 53 chap. II	Le Comité recommande que le Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes mette à jour la liste de ses biens non immobilisés.	Le Bureau régional d'ONU-Femmes pour les Amériques et les Caraïbes a mis à jour et approuvé la liste de ses biens non immobilisés. La liste des biens non immobilisés des bureaux de programme a également été mise à jour.	Le bureau régional a soumis les rapports d'inventaire concernant les biens non immobilisables dont le montant est compris entre 500 et 1 000 dollars. Ces rapports contenaient les informations suivantes : dénomination, numéro d'identification, catégorie, modèle, numéro de série, description, coût total en dollars des États-Unis, fournisseur, distributeur, statut, emplacement et responsable. La recommandation est donc considérée comme <b>appliquée</b> .	X				

Année sur laquelle porte le rapport d'audit							Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque	
19	2018	A/74/5/Add.12, 54 chap. II	Le Comité recommande que le Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes se dote d'un mécanisme qui permette de connaître l'emplacement des biens non immobilisés en vue d'accélérer la supervision et le contrôle.	Au moment de mettre à jour la liste de ses biens non immobilisés, le Bureau régional d'ONU-Femmes pour les Amériques et les Caraïbes a mis en place un système de codage tenant compte de leur emplacement en vue de faciliter leur suivi et leur contrôle. Un système analogue a été adopté pour la liste des biens non immobilisés des bureaux de programme.	Le Bureau régional d'ONU-Femmes pour les Amériques et les Caraïbes s'est doté d'un mécanisme permettant de connaître l'emplacement des biens non immobilisés en vue d'accélérer la supervision et le contrôle. Le bureau régional a informé le Comité qu'il avait mis à jour la liste de ses biens non immobilisés, adopté un système de codage tenant compte de leur emplacement et confié à une personne la responsabilité de tenir à jour cette liste. Le Comité considère donc la recommandation comme <b>appliquée</b> .	X				
20	2018	A/74/5/Add.12, 59 chap. II	Le Comité recommande que le bureau de pays du Mexique améliore les délais de traitement des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses.	Le Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes et la Section des finances d'ONU-Femmes ont organisé conjointement une formation à l'intention des membres du personnel du Bureau et destinée prioritairement aux responsables de projet, afin qu'ils	Le Comité a confirmé que l'approbation des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses avait pour objet de garantir le respect du délai de traitement de 10 jours ouvrables entre la réception desdits formulaires et la	X				

Année sur laquelle porte le rapport d'audit			Avis des commissaires aux comptes après vérification						
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
21	2018	<a href="#">A/74/5/Add.12</a> , 60 chap. II	Le Comité recommande que le bureau de pays du Mexique forme mieux ses partenaires de réalisation, en accordant une attention particulière au traitement des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses.	Le Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes et la Section des finances d'ONU-Femmes ont organisé conjointement une formation à l'intention du personnel du Bureau, afin qu'il puisse former à son tour les partenaires en ce qui concerne les formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses et la documentation de référence.  Le bureau de pays du Mexique a mis au point à l'intention de ses futurs partenaires une formation initiale axée sur tous les concepts financiers et comptables propres à ONU-Femmes.	signature par le ou la responsable du projet. Il peut donc considérer la recommandation comme <b>appliquée</b> .  Le Comité a examiné les informations fournies concernant la formation dispensée aux partenaires de réalisation, en accordant une attention particulière au traitement des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses, notamment à la façon dont devaient être remplis ces formulaires et à la documentation justificative à fournir. Compte tenu des commentaires reçus de la part de certains partenaires de réalisation, le bureau de pays du Mexique a organisé une formation supplémentaire à leur intention et à celle	X			

Année sur laquelle porte le rapport d'audit						Avis des commissaires aux comptes après vérification				
N°	Rapport	Paragraphe du rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse d'ONU-Femmes	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque	
22	2018	<a href="#">A/74/5/Add.12</a> , 64 chap. II	Le Comité recommande qu'ONU-Femmes fixe une méthode d'examen standard pour la vérification de la liquidation des avances aux partenaires, de manière à garantir la validité de la procédure de sélection et à garder trace des divergences qui auraient pu être observées lors de l'examen.	ONU-Femmes révisé actuellement ses directives relatives aux avances et autres versements afin qu'il soit désormais nécessaire de fournir des preuves concernant la taille de l'échantillon de dépenses examinées, l'examen qui a été mené, ainsi que les divergences qui auraient pu être observées lors de ce dernier et les mesures correctives prises. Les parties prenantes ont été invitées à formuler des commentaires (en attente) sur ces directives avant leur approbation.	d'autres parties prenantes afin de mieux leur expliquer les responsabilités qui leur incombent et d'insister sur l'importance qu'il y avait à les assumer. La recommandation est donc considérée comme <b>appliquée</b> .  ONU-Femmes a officiellement adopté des directives révisées relatives aux avances et autres versements faits aux partenaires, qui modifient notamment le délai de traitement des formulaires d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses, et les orientations fournies (fiches d'approbation des avances aux partenaires). La recommandation est considérée comme <b>appliquée</b> .	X				
Total						22	15	6	0	1
Pourcentage						100	68	27	0	5

## **Chapitre III**

### **Certification des états financiers**

#### **Lettre datée du 30 avril 2020, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par la Directrice de la Division de la gestion et de l'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**

Conformément à la règle de gestion financière 1201, je certifie qu'à ma connaissance et selon les informations dont je dispose, toutes les opérations financières significatives ont été dûment comptabilisées pour l'année terminée le 31 décembre 2019 et que les états financiers ci-joints en rendent bien compte.

Je considère que :

L'administration est garante de l'intégrité et de l'objectivité de l'information communiquée dans ces états financiers ;

Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et englobent des montants calculés sur la base des estimations et appréciations les plus exactes que pouvait fournir l'administration ;

Les méthodes comptables et les mécanismes connexes de contrôle interne donnent l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés, que les livres et documents comptables reflètent dûment toutes les opérations et que, globalement, les règles et pratiques sont appliquées sur la base d'une séparation appropriée des fonctions. Les auditeurs internes examinent en permanence les systèmes de comptabilité et de contrôle ;

L'administration a donné à l'auditeur interne libre accès à toutes les pièces comptables et financières ;

L'administration passe en revue les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et des auditeurs internes et revoit ou a revu les procédures de contrôle interne en conséquence.

J'ai reçu du Chef des services financiers au Bureau des services de gestion du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), une lettre de certification donnant les mêmes assurances concernant les méthodes comptables et les systèmes de contrôle appliqués aux services fournis par le PNUD à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), conformément aux accords de niveaux de services actuellement en vigueur.

La Directrice de la Division de la gestion  
et de l'administration de l'Entité des Nations Unies  
pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes  
(Signé) Donna **Grimwade**



## Chapitre IV

### Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019

#### A. Introduction

1. La Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a l'honneur de présenter le rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019, accompagné des états financiers audités et du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Ces documents sont présentés conformément aux articles 12.1 et 26.2 du règlement financier et des règles de gestion financière d'ONU-Femmes. Les états financiers annuels couvrent toutes les ressources dont la Directrice exécutive a la responsabilité.

2. Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et communiqués au Comité des commissaires aux comptes le 30 avril 2020. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a reçu les états financiers d'ONU-Femmes pour 2019, comme le veut la règle de gestion financière 1202. Le Comité des commissaires aux comptes a communiqué son opinion et son rapport sur les états financiers de 2019, qui sont également transmis au Conseil d'administration.

3. La réalisation de l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et des filles et l'exercice effectif par celles-ci de leurs droits fondamentaux sont une fin en soi ainsi qu'une condition et un moteur du développement durable, de la paix et de la sécurité, des droits humains et de l'action humanitaire. Créée par la résolution [64/289](#) de l'Assemblée générale, ONU-Femmes est une entité composite en activité depuis neuf ans. Pour ses fonctions d'appui à l'établissement de normes, elle tient compte des orientations formulées par l'Assemblée, le Conseil économique et social et la Commission de la condition de la femme et, pour ses activités opérationnelles, de celles formulées par l'Assemblée, le Conseil économique et social et son propre conseil d'administration.

#### B. Mobilisation des ressources et état du financement

4. En 2019, les produits d'ONU-Femmes ont atteint le montant record de 527,4 millions de dollars (contre 404,7 millions en 2018), ce qui a donné une forte impulsion à la mise en œuvre de son plan stratégique 2018-2021 au cours de la deuxième année d'exécution et permis à l'Entité d'atteindre et de dépasser pour la première fois son objectif de 500 millions de dollars.

5. ONU-Femmes est principalement financée au moyen de contributions volontaires (98,0 % de la totalité des financements en 2019), ses activités opérationnelles étant financées grâce aux ressources ordinaires et à d'autres ressources. Les contributions statutaires (2,0 % de la totalité des financements en 2019) sont versées par l'intermédiaire du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et aident l'Entité à mener ses activités d'appui à l'établissement de normes.

6. ONU-Femmes a établi des prévisions en matière de produits dans son budget intégré pour 2018-2019, qu'elle a fixées à 440 millions de dollars : 200 millions pour les ressources ordinaires et 240 millions pour les autres ressources. En 2019, le montant des contributions volontaires était de 143,0 millions de dollars au titre des ressources ordinaires (contre 149 millions en 2018) et de 357,4 millions de dollars au titre des autres ressources (contre 235,3 millions en 2018). Bien que les autres ressources aient dépassé de 117,4 millions de dollars le montant inscrit au budget

intégré approuvé par le Conseil d'administration, il subsiste un déficit de financement, puisqu'il manque 57 millions de dollars au titre des ressources ordinaires, soit 28,5 % du montant prévu.

7. En 2019, 106 gouvernements ont versé 78 % des contributions volontaires reçues par ONU-Femmes. Les 15 principaux donateurs étaient la Commission européenne, la Suède, la Norvège, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Finlande, la Suisse, le Japon, le Danemark, le Canada, l'Australie, les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et les Émirats arabes unis.

8. En 2019, les produits provenant du secteur privé (sociétés, fondations et particuliers) se sont établis à 37,2 millions de dollars. Parmi les principaux donateurs figuraient la Bill and Melinda Gates Foundation et la BHP Billiton Foundation.

9. Les contributions reçues dans le cadre d'arrangements entre organismes des Nations Unies se sont élevées à 72,7 millions de dollars. En 2019, les trois principaux contributeurs du système des Nations Unies étaient le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, qui administre les fonds consacrés aux programmes communs, le Fonds pour la consolidation de la paix et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

10. L'Entité ne cesse d'intensifier ses activités de mobilisation de ressources et de collecte de fonds en s'appuyant sur un partenariat stratégique et sur une stratégie de mobilisation de ressources visant à : a) approfondir les échanges avec les partenaires, notamment dans le cadre du dialogue structuré sur le financement, de la participation à des mécanismes d'évaluation tels que le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales et de la promotion d'instruments de réforme du système des Nations Unies, notamment le pacte de financement du Secrétaire général ; b) mettre à contribution les donateurs particuliers de façon plus importante, au moyen du renforcement du réseau des comités nationaux ; c) générer des revenus grâce aux mouvements, manifestations, campagnes et appels axés sur la sensibilisation, tels que « HeforShe » ou l'examen après 25 ans de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing.

## **C. Principales réalisations et consolidation et gains d'efficacité sur le plan institutionnel en 2019**

### **1. Mise en œuvre des priorités stratégiques**

11. L'année 2019 a été la deuxième année d'exécution du Plan stratégique d'ONU-Femmes (2018-2021), lequel est axé sur cinq résultats prioritaires : a) le renforcement et l'application d'un ensemble complet et dynamique de normes, de politiques et de règles mondiales en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes ; b) la possibilité pour les femmes de diriger des systèmes de gouvernance, d'y participer et d'en bénéficier sur un pied d'égalité avec les hommes ; c) le bénéfice d'une sécurité du revenu, d'un travail décent et d'une autonomie économique pour les femmes ; d) une vie à l'abri de la violence pour toutes les femmes et les filles ; e) le renforcement du rôle et de la contribution des femmes et des filles s'agissant de l'instauration d'une paix durable et de l'amélioration de la résilience, et la garantie qu'elles bénéficient de l'action humanitaire et de la prévention des catastrophes naturelles et des conflits à égalité avec les hommes.

12. Compte tenu de ces priorités, ONU-Femmes a apporté son appui à 122 pays et territoires en 2019 dans le cadre de l'exécution de programmes (contre 107 pays en 2018), et les dépenses afférentes aux programmes ont atteint le chiffre record de 326,1 millions de dollars (contre 285,7 millions en 2018, soit une augmentation de 14 %). Hors siège, les dépenses ont augmenté de 98 % au cours des cinq dernières

années. Au total, 14 % des dépenses afférentes aux programmes ont été engagées dans le cadre de programmes conjoints, l'égalité des genres demeurant le domaine de programmation conjointe le plus courant.

13. ONU-Femmes a obtenu des résultats globalement positifs en 2019, deuxième année d'exécution de son plan stratégique 2018-2021. Sa performance a été satisfaisante pour 72 % de tous les indicateurs évaluables énoncés dans le Plan stratégique, dont 74 % des objectifs d'étape concernant les résultats du développement, au niveau des produits.

14. ONU-Femmes a continué de jouer un rôle central s'agissant d'aider les États Membres à renforcer les normes mondiales sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en se mobilisant dans 114 pays et territoires (contre 54 en 2018), soit une nette augmentation à la veille de l'examen après 25 ans de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. L'Entité a fourni des services d'analyse et renforcé les partenariats dans le cadre de divers processus intergouvernementaux. Elle a fourni un appui à 118 pays (contre 102 en 2019) aux fins de l'évaluation et de l'examen après 25 ans de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. Elle a encouragé les États Membres à soumettre des rapports et a notamment aidé Kiribati et le Myanmar à présenter leur tout premier rapport d'examen. Ces activités ont donné lieu à la présentation d'un nombre record de rapports nationaux (172). En 2019, ONU-Femmes a organisé 66 dialogues avec des organisations non gouvernementales, notamment au sujet des consultations relatives à l'examen après 25 ans. Elle a facilité trois consultations régionales distinctes pour les jeunes en Afrique, dans les États arabes et en Amérique latine et dans les Caraïbes, à l'issue desquelles des documents finals consacrés spécialement aux jeunes ont été produits, notamment des déclarations et des rapports qui ont été examinés dans le cadre de consultations multipartites plus larges et d'examens régionaux intergouvernementaux.

15. En 2019, ONU-Femmes a organisé des dialogues factuels avec les États Membres et des experts techniques et formulé des avis sur des questions de fond, contribuant ainsi à faire en sorte que les questions de genre soient prises en compte dans 43 % des résolutions de l'Assemblée générale. Au total, 83 % des recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général sur les systèmes de protection sociale, l'accès aux services publics et les infrastructures durables pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ([E/CN.6/2019/3](#)) – thème prioritaire de la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme – ont été reprises dans les conclusions concertées. L'appui technique fourni aux États aux fins de la préparation des examens nationaux volontaires en prévision de la tenue du forum politique de haut niveau pour le développement durable a contribué à ce que les questions de genre soient prises en compte dans 74 % des examens.

16. ONU-Femmes a continué de soutenir l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En 2019, elle a aidé à établir 94 % des rapports que les équipes de pays des Nations Unies présentent au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (contre 83 % en 2018).

17. En 2019, ONU-Femmes et ses partenaires ont contribué à de grandes avancées sur la voie de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. L'Entité a appuyé l'élaboration de neuf nouvelles stratégies nationales de développement afin de faire en sorte que les questions de genre soient prises en compte, et aidé plus de 150 000 femmes à accéder à une aide juridictionnelle. Elle a contribué à l'adoption de huit lois favorisant une représentation équilibrée des genres dans les opérations électorales et les organes de décision et aidé près de 6 000 femmes d'horizons divers à acquérir des compétences en matière d'encadrement. Elle a aidé 22 ministères des

finances à renforcer les capacités d'analyse des questions de genre, à consolider le suivi de l'affectation des ressources aux questions de genre dans les budgets et à améliorer les études d'impact, et renforcé les capacités de 18 mécanismes nationaux de promotion des femmes et de 184 organisations de femmes de promouvoir l'établissement de plans et de budgets tenant compte des questions de genre et d'en assurer le suivi. L'Entité a également contribué à renforcer les mécanismes institutionnels régissant la production et l'utilisation de statistiques genrées. Sept pays ont intégré les statistiques genrées dans leurs stratégies statistiques nationales en 2019, et neuf ont amélioré les mécanismes de coordination, rendant les décisions sur les priorités relatives aux données sur le genre plus efficaces et plus participatives.

18. ONU-Femmes a soutenu le renforcement de la sécurité de revenu et de l'autonomie économique des femmes en aplanissant les obstacles structurels et en créant des conditions qui ont permis à 116 000 femmes de contribuer au développement durable et d'en bénéficier. Au total, 24 cadres juridiques, réglementaires et politiques sur le travail décent pour les femmes et 18 sur les systèmes de protection sociale tenant compte des questions de genre ont été adoptés. Treize pays ont mené des activités de proximité sur l'égalité des genres et les relations respectueuses et élaboré des programmes nationaux sur l'égalité des genres et la violence faite aux femmes, et 13 nouveaux partenariats pour des villes sûres et des espaces publics sûrs ont été noués.

19. ONU-Femmes a poursuivi ses activités visant à faire en sorte que les femmes participent davantage à la consolidation de la paix et à l'action humanitaire et assument des responsabilités plus importantes dans ce domaine. Le Conseil de sécurité a fait référence à la question des femmes et de la paix et de la sécurité dans 61,2 % de ses résolutions et autres documents clefs, et le nombre d'organisations et de réseaux de la société civile qui participent aux processus de paix avec l'appui direct d'ONU-Femmes a atteint 548, contre 417 en 2018. Au total, 63 % des aperçus des besoins humanitaires et des plans d'intervention comprenaient une analyse des questions de genre, contre 45 % en 2018, et plus d'un demi-million de femmes et de filles ont bénéficié de services humanitaires appuyés par l'Entité.

20. Du point de vue géographique, les dépenses les plus importantes ont continué d'être engagées en Afrique subsaharienne, dans la région de l'Asie et du Pacifique et dans les États arabes. Du point de vue thématique, le segment paix, sécurité et action humanitaire a été le principal poste de dépenses, suivi de l'élimination des violences faites aux femmes. ONU-Femmes a continué de renforcer la gestion axée sur les résultats en tenant compte des questions de genre, comme le montre la nouvelle amélioration de la qualité des notes stratégiques, dont le score a atteint en moyenne 80 %.

21. En 2019, ONU-Femmes a continué de diriger, de coordonner et de promouvoir l'application du principe de responsabilité en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes dans le système des Nations Unies. Soixante-huit entités ont présenté un rapport dans le cadre du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes, et 60 % d'entre elles ont respecté ou dépassé les exigences fixées. L'Entité a fourni des conseils ou un appui technique en matière de parité des sexes à 59 entités et 56 bureaux des Nations Unies, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des lignes directrices pour la création d'un environnement porteur dans le système des Nations Unies, afin de faire progresser la stratégie du Secrétaire général sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système. La proportion de plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement durable ou de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable visant des résultats concrets en matière de genre est passée à 72,3 % en 2019.

22. ONU-Femmes a continué de participer activement au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement en veillant à ce que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes occupent une place centrale dans les structures et processus nouveaux ou revus qui contribuent à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment les documents d'orientation relatifs aux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, le système de classement des activités par degré de contribution à la promotion de l'égalité des genres (marqueurs genre), les outils d'intégration des questions de genre et les activités de promotion de la parité des sexes. Les résultats préliminaires d'une enquête menée dans les bureaux extérieurs d'ONU-Femmes indiquent que les réformes ont un effet positif sur la collaboration interinstitutions et sur les travaux de l'Entité. Comme suite à l'adoption du cadre de responsabilité mutuelle, les coordonnateurs résidents se sont vu attribuer un rôle bien plus important dans ces activités de collaboration et dans l'appui à l'action menée en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. De nouvelles possibilités de collaborer avec les équipes de pays des Nations Unies s'offrent à ONU-Femmes, en particulier dans le cadre des activités de sensibilisation menées en commun et de la programmation conjointe.

## **2. Efficacité et efficience de l'organisation**

23. Des progrès notables ont été faits sur le plan de l'efficacité et de l'efficience. Après neuf ans d'existence, ONU-Femmes continue d'améliorer ses dispositifs de gestion de la performance et de communication de l'information, de responsabilité financière, d'audit, de gestion des ressources humaines et de gestion des risques ainsi que ses infrastructures opérationnelles, et s'est dotée d'une solide fonction d'évaluation indépendante. En 2019, elle a reçu un rapport d'audit sans réserve pour la huitième année consécutive, confirmant que ses états financiers étaient conformes aux normes IPSAS et que les opérations contrôlées dans le cadre de l'audit avaient été, pour tous les aspects significatifs, conformes à son règlement financier et à ses règles de gestion financière.

24. ONU-Femmes a continué de s'employer à renforcer et à élargir les partenariats en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Elle a renforcé son soutien à la société civile en concentrant ses moyens financiers et son attention sur l'examen après 25 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ainsi que sur le Forum Génération Égalité. En 2019, l'Entité a soutenu 57 initiatives de groupes consultatifs de la société civile et poursuivi sa stratégie de mobilisation des hommes et des garçons et des organisations d'inspiration religieuse dans 24 pays. Elle a fait de la mobilisation des jeunes une priorité, grâce à des consultations et à des mécanismes plus larges, notamment l'équipe mondiale de jeunes pour l'examen après 25 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

25. ONU-Femmes a continué de gagner en visibilité dans les médias, puisqu'elle a été mentionnée dans 37 700 articles de presse en 2019, ce qui représente une augmentation de 14 % par rapport à 2018. En ce qui concerne les médias sociaux, le nombre d'abonnés aux flux de l'Entité a atteint 10,2 millions, soit une augmentation de 24 % par rapport à 2018. HeForShe a touché un public toujours plus nombreux, atteignant 2,3 millions de sympathisants (contre 2,15 millions en 2019), et a continué d'être un modèle efficace pour inciter le secteur privé à promouvoir l'égalité des genres. Le site Web d'ONU-Femmes a été consulté par 5,6 millions de visiteurs uniques en 2019, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à 2018. Les 13 ambassadeurs et ambassadrices de bonne volonté de l'Entité ont continué de jouer un rôle clef dans la promotion des priorités auprès de divers publics.

26. En 2019, ONU-Femmes a encore amélioré la qualité de ses programmes, notamment en lançant une nouvelle stratégie de gestion des connaissances et en renforçant la production et le partage des connaissances ainsi que sa capacité de planifier et de recenser les résultats, les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience. L'Entité a continué de renforcer la gestion axée sur les résultats en tenant compte des questions de genre, comme le montre la nouvelle amélioration de la qualité des notes stratégiques, dont le score a atteint en moyenne 80 % en 2019. Au total, 68 % des évaluations gérées par l'Entité ont été jugées « bonnes » ou « très bonnes », contre 88 % en 2018. Ce recul est lié à la modification, en 2018, de la méthode générale d'évaluation, qui a entraîné un durcissement des normes de qualité. En 2019, ONU-Femmes a lancé un programme mondial baptisé « She Innovates », deuxième initiative pilote élaborée dans le cadre de la Coalition mondiale de l'innovation pour le changement, et consolidé son statut de centre de connaissances dans le domaine de l'égalité des genres, notamment en facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans 46 pays et en publiant deux nouveaux rapports phares.

27. Tout au long de l'année 2019, ONU-Femmes a continué d'améliorer sa gestion des ressources humaines et financières. Elle a entièrement décentralisé la fonction de partenaire ressources humaines, ce qui a permis de rapprocher ce service d'appui essentiel du personnel de l'Entité, principalement basé sur le terrain. La gestion de la performance a été renforcée dans toute l'organisation. La mise en place du plan de gestion des risques de fraude s'est poursuivie, et de nouveaux outils basés sur l'infonuagique ont amélioré la cybersécurité au sein de l'organisation.

28. ONU-Femmes accomplit des progrès constants pour ce qui est du respect des délais de présentation des rapports aux donateurs, 73 % des rapports ayant été présentés en temps voulu en 2019, contre 68 % en 2018. En 2020, afin d'accélérer les progrès, les directives relatives aux rapports destinés aux donateurs seront révisées pour renforcer l'application du principe de responsabilité et la surveillance au niveau régional.

29. ONU-Femmes a fait de nets progrès en 2019 en ce qui concerne l'obtention de résultats plus concrets grâce au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement. Elle a poursuivi son processus de gestion du changement afin d'accroître son efficacité et son efficience. Parmi les décisions clefs, on peut citer la révision de l'empreinte de l'Entité sur le terrain afin de l'adapter aux ressources disponibles. Au siège, les portefeuilles des directeurs exécutifs adjoints ont été revus et des ajustements apportés pour découpler les activités et renforcer la capacité de l'Entité de tirer parti de son triple mandat de manière intégrée.

### **3. Transparence et application du principe de responsabilité**

30. À la mi-parcours de la mise en œuvre de son plan stratégique actuel, ONU-Femmes a procédé à un examen d'ensemble des conclusions issues d'évaluations indépendantes telles que l'évaluation d'ONU-Femmes menée en 2017 et 2018 par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, la métasynthèse des évaluations effectuées par ONU-Femmes en 2017 et 2018, les informations reçues sur les résultats pour 2018-2019 et les performances de l'Entité au regard de son plan stratégique 2018-2021, ainsi que les résultats de consultations internes et externes. On trouvera des informations sur les principales conclusions de l'examen à mi-parcours, les enseignements retenus et les prochaines étapes, ainsi que des recommandations concernant le Plan stratégique 2022-2025, dans le rapport de la Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur les progrès faits dans



l'exécution du Plan stratégique 2018-2021, y compris l'examen à mi-parcours du Plan (UNW/2020/2).

31. Le Système de gestion des résultats a permis à ONU-Femmes de lier les résultats aux ressources et d'améliorer ainsi sa prise de décisions concernant l'allocation des ressources et les dépenses. Le score donné à l'Entité par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide a atteint 85, contre 78 en 2018.

32. En 2019, le Service indépendant d'évaluation est demeuré indépendant de l'administration d'ONU-Femmes sur le plan opérationnel et s'agissant de déterminer la portée de ses travaux et d'en rendre compte. En outre, le Service a mis en place un dispositif pilote qui permet à son personnel de jouer un rôle plus important dans la conduite des évaluations stratégiques et a procédé pour la première fois à une évaluation de portefeuille-pays menée à titre pilote.

33. Le Service indépendant d'évaluation a également révisé la politique d'évaluation afin d'améliorer son applicabilité et de mieux refléter les mutations contextuelles intervenues au sein d'ONU-Femmes et du système des Nations Unies, notamment la mise en place des Services d'évaluation et d'audit indépendants, la mise à jour des normes et règles du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et la dissociation du contenu concernant l'encadrement des évaluations, à des fins de simplification de la structure du document.

34. La tendance observée au cours des années précédentes s'est confirmée, puisque des progrès réguliers ont continué d'être accomplis au regard des indicateurs de performance dans des domaines clefs relatifs à l'évaluation. Au total, 98 % des bureaux nationaux et régionaux ont nommé au moins un(e) responsable ou coordonnateur(trice) du suivi et de l'évaluation, et 86 % des bureaux extérieurs ont procédé à au moins une évaluation au cours de la période 2015-2019. Au total, 77 % des évaluations prévues ont été effectuées. En ce qui concerne les 38 évaluations menées en 2019, 95 % des rapports ont été jugés bons ou très bons par des spécialistes externes. L'augmentation du nombre d'évaluations stratégiques témoigne de la détermination de l'Entité à réaliser des évaluations au niveau décentralisé. Six évaluations de portefeuilles de pays ont été achevées en 2019, et sept autres ont été entreprises. Le taux de présentation de réponses de l'administration était de 95 % au moment de l'établissement du présent rapport, et 85 % des mesures décidées par l'administration pour répondre aux recommandations issues des évaluations achevées au cours des années précédentes ont été appliquées.

35. Le Comité consultatif pour les questions de supervision a rendu compte au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2019 des conseils qu'il avait prodigués à la Directrice exécutive. Le Comité contribue à l'instauration d'une culture de contrôle et aide la Directrice à s'acquitter de ses fonctions en la matière.

36. Les missions d'audit interne visaient généralement à évaluer les mécanismes de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle dans les bureaux concernés ou portaient sur les procédures d'ONU-Femmes. En 2019, dans le cadre de son plan d'audit pour l'année, le Service d'audit interne a mené 13 missions d'audit interne et de conseil, les rapports finaux correspondants ayant tous été publiés à la fin de février 2020. Les missions d'audit ont donné les résultats suivants : quatre ont donné lieu à l'appréciation générale « satisfaisant », quatre à l'appréciation « quelques améliorations nécessaires » et deux à l'appréciation « améliorations importantes nécessaires », les trois autres étant des missions de nature consultative soumises à d'autres méthodes d'évaluation.

37. Le taux d'application des recommandations d'audit interne formulées avant 2019 s'est établi à 99 %. Ce taux est supérieur pour la cinquième année consécutive à l'objectif institutionnel fixé par ONU-Femmes, ce qui témoigne de la volonté de la

direction d'agir de façon appropriée et opportune dès que des améliorations sont nécessaires au niveau des systèmes de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle. Au vu des activités d'audit interne menées en 2019, l'opinion annuelle générale du Service d'audit interne est que les systèmes de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle ne présentaient aucune faiblesse majeure de nature à compromettre sérieusement la réalisation des objectifs stratégiques et opérationnels de l'Entité. Le Service a recensé certains risques nécessitant l'attention de la direction, mais ces risques n'étaient pas suffisamment graves d'un point de vue institutionnel pour mettre en péril la réalisation des objectifs généraux d'ONU-Femmes.

#### **4. Recommandations formulées à l'issue d'audits externes**

38. La direction d'ONU-Femmes est déterminée à prendre des mesures pour appliquer les recommandations formulées à l'issue de l'audit externe mené par le Comité des commissaires aux comptes. Pour l'année financière 2019, 11 des 12 recommandations formulées en 2018 ont été appliquées (7 ont déjà été considérées comme appliquées par le Comité et 4 sont en attente d'évaluation). Une seule recommandation est en cours d'application. En outre, 9 des 12 recommandations formulées en 2017 ont été considérées comme appliquées par le Comité. En ce qui concerne les trois recommandations restantes, une a été appliquée et deux sont en cours d'application. Enfin, seules 2 des 20 recommandations formulées en 2016 sont en cours d'application, et toutes les recommandations formulées avant 2015 ont été appliquées. Le taux d'application des recommandations formulées à l'issue d'audits externes antérieurs était de 32 % au 31 décembre 2019.

## **D. Résultats financiers**

### **Récapitulation des résultats financiers**

39. On trouvera récapitulés ci-après les principaux résultats financiers pour 2019 :

a) Le montant total des produits a atteint 527,4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 30,3 % par rapport à 2018. Jamais depuis la création d'ONU-Femmes le chiffre n'avait aussi élevé, atteignant et dépassant même l'objectif de 500 millions de dollars fixé en 2011 ;

b) En ce qui concerne les contributions volontaires, 60 % des 20 principaux États Membres donateurs ont augmenté leurs contributions, tandis que les contributions des donateurs non gouvernementaux ont progressé de 35 %. Par ailleurs, le financement reçu dans le cadre de l'Initiative Spotlight de la Commission européenne a représenté 16,6 % du montant total des autres ressources ;

c) Malgré une augmentation notable des autres ressources de 122,2 millions de dollars (51,9 %) en 2019, les ressources ordinaires ont reculé de 6,1 millions de dollars (4 %). La tendance à la baisse de la part des ressources ordinaires dans les contributions volontaires met fortement à l'épreuve l'aptitude d'ONU-Femmes à remplir son triple mandat ;

d) Le total de l'actif a augmenté de 21,4 % pour atteindre 657,5 millions de dollars. Cette augmentation tient à l'accroissement de la trésorerie et des placements accumulés, les contributions collectées au titre des autres ressources ayant dépassé les charges payées au cours de l'exercice ;

e) Le montant des engagements au titre des avantages du personnel a augmenté de 21,6 % pour atteindre 109,5 millions de dollars. Cette hausse s'explique essentiellement par un gain actuariel lié à une diminution du taux d'actualisation



retenu aux fins de déterminer la valeur actuelle nette. Conjuguée à la provision inscrite pour l'année considérée, cette baisse a fait que la part financée de ces engagements s'est établie à 75,7 %.

### Excédent

40. Le montant total des produits s'est établi à 527,4 millions de dollars et celui des charges à 420,9 millions de dollars. Il en résulte pour ONU-Femmes un excédent de 106,5 millions de dollars pour l'année terminée le 31 décembre 2019 (contre un excédent de 24,5 millions de dollars en 2018). Les autres ressources ont contribué à cet excédent à hauteur de 105,4 millions de dollars (98,9 %).

### Résultats financiers par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Contributions statutaires</i>	<i>Éliminations</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
Total des produits	156 656	384 102	11 330	(24 686)	527 402	404 718
Total des charges	155 702	278 731	11 143	(24 686)	420 890	380 260
<b>Excédent/(déficit) pour l'année</b>	<b>954</b>	<b>105 371</b>	<b>187</b>	<b>–</b>	<b>106 512</b>	<b>24 458</b>

### Produits

41. Les contributions volontaires des donateurs ont progressé de 23,7 millions de dollars en 2019, résultat net d'une baisse de 2,6 millions de dollars au titre des ressources ordinaires et d'une hausse de 122,2 millions de dollars au titre des autres ressources. L'augmentation des autres ressources résulte principalement des contributions versées par la Commission européenne dans le cadre notamment de l'initiative Spotlight (84,4 millions de dollars).

### Analyse des produits

(En milliers de dollars des États-Unis)

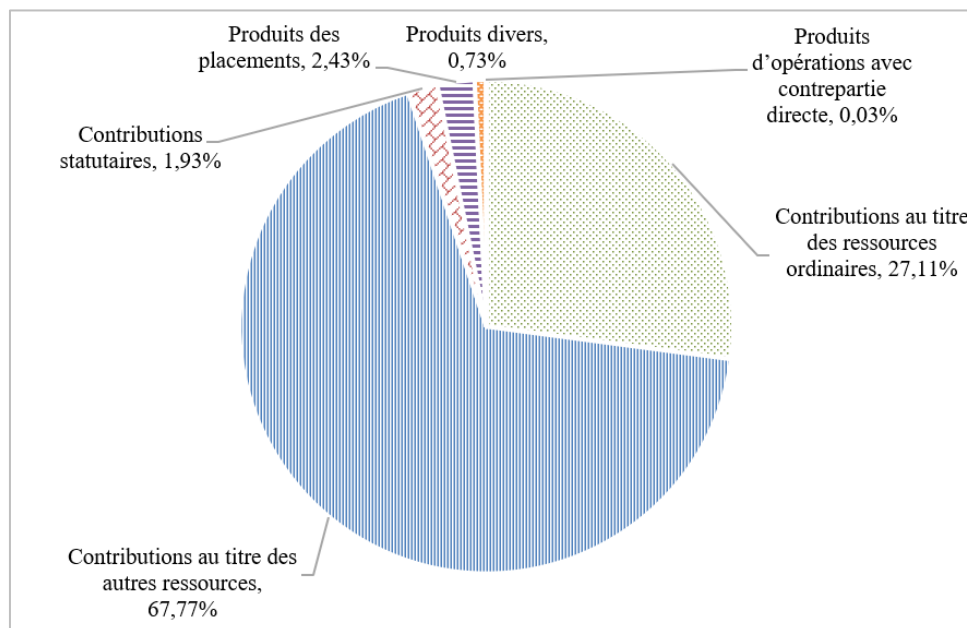
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Contributions statutaires</i>	<i>Éliminations</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
Contributions	142 963	357 430	10 162	–	510 555	392 327
Produits des placements	12 285	544	–	–	12 829	9 624
Produits divers	1 408	25 967	1 168	(24 686)	3 857	2 160
Produits d'opérations avec contrepartie directe	–	161	–	–	161	607
<b>Total</b>	<b>156 656</b>	<b>384 102</b>	<b>11 330</b>	<b>(24 686)</b>	<b>527 402</b>	<b>404 718</b>

42. Conformément aux normes IPSAS, le montant total des produits pour 2019 comprend les sommes reçues et à recevoir. ONU-Femmes comptabilise les produits des ressources ordinaires une fois qu'elle a reçu les fonds des donateurs ou dès lors qu'un accord ou une lettre d'échange ont été signés (les annonces de contributions ne sont pas comptabilisées). L'Entité comptabilise les produits des opérations sans contrepartie directe au titre des produits divers une fois qu'elle a reçu des donateurs une confirmation écrite sous la forme d'un accord signé. Ces produits sont constatés dans les comptes de la période à laquelle ils se rapportent. Le principe de l'équilibre

des produits et des charges ne s'applique pas aux opérations sans contrepartie directe (voir la note 2 relative aux états financiers).

Figure IV.I

### Répartition des produits par nature (2019)



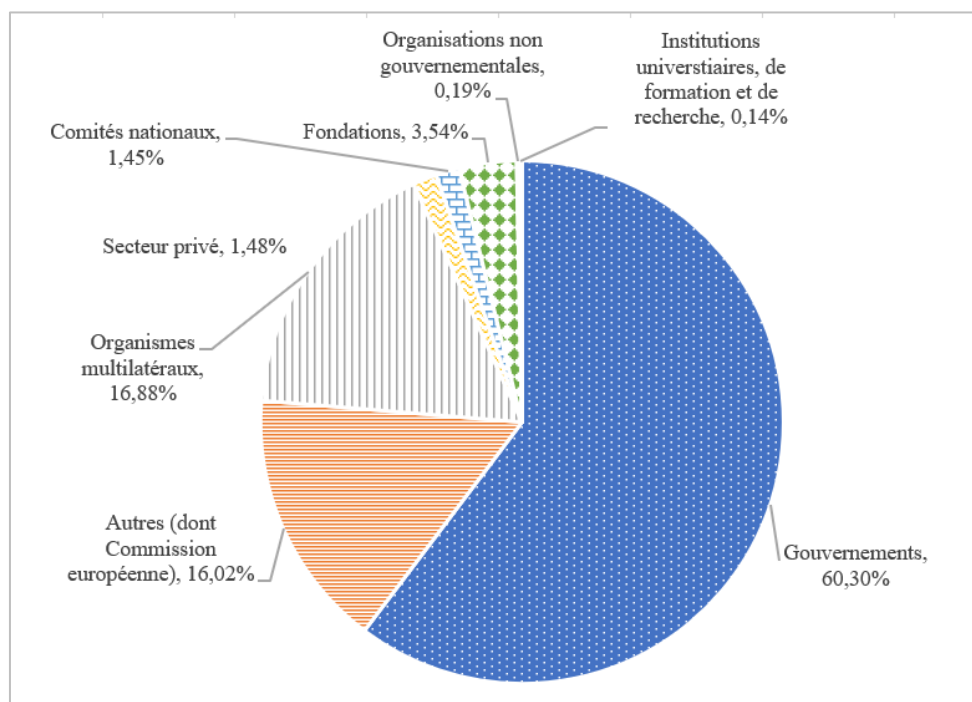
43. Les contributions, qui représentaient 510,6 millions de dollars (contre 392,2 millions en 2018) du montant total des produits (527,4 millions de dollars, contre 404,7 millions de dollars en 2018), se répartissaient comme suit :

a) des contributions volontaires versées au titre des ressources ordinaires, d'un montant de 143,0 millions de dollars, soit 27,11 % de l'ensemble des contributions (contre 149,0 millions de dollars, soit 36,82 %, en 2018) ; ces ressources ne sont pas préaffectées et servent à financer les activités opérationnelles et les projets et programmes d'ONU-Femmes ;

b) des contributions volontaires versées au titre des autres ressources, d'un montant de 357,4 millions de dollars, soit 67,77 % de l'ensemble des contributions (contre 235,3 millions de dollars, soit 58,13 %, en 2018) ; ces ressources sont préaffectées à certains programmes et projets ;

c) des ressources provenant des contributions statutaires au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, d'un montant de 10,2 millions de dollars, soit 1,93 % de l'ensemble des contributions (contre 8,0 millions de dollars, soit 1,98 %, en 2018) ; ces ressources servent à financer les travaux normatifs et les activités intergouvernementales d'ONU-Femmes.

Figure IV.II

**Répartition des contributions volontaires par type de donateur (2019)**

44. Les contributions volontaires pour 2019, dont la figure IV.II présente la répartition par type de donateur, provenaient :

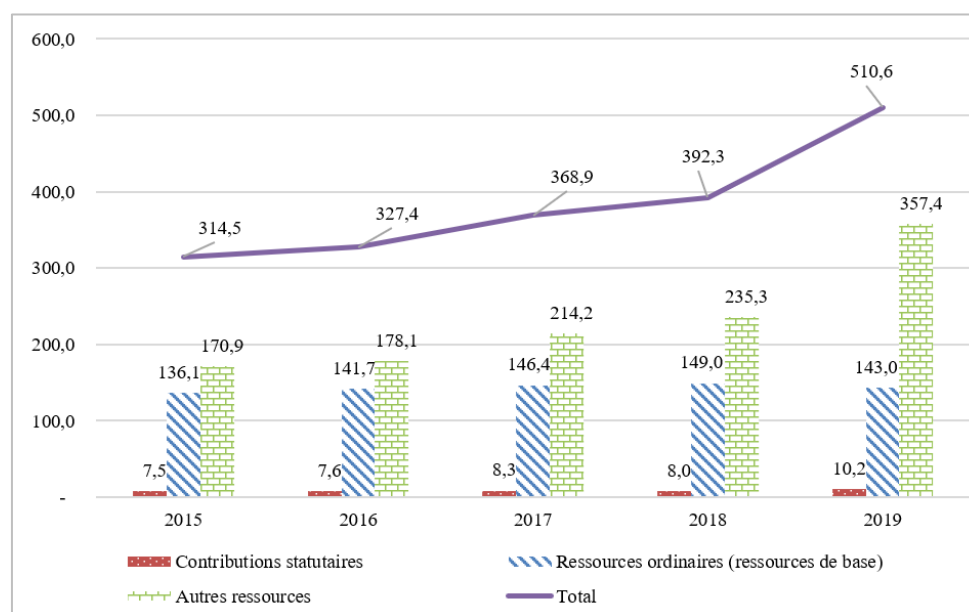
a) D'organismes gouvernementaux et intergouvernementaux (autres), qui ont versé 390,4 millions de dollars, soit 76,32 % de l'ensemble des contributions (contre 303,5 millions de dollars, soit 77,37 %, en 2018), ce qui a représenté la plus grosse part des produits d'ONU-Femmes ;

b) D'organismes multilatéraux, dont la contribution d'un montant de 72,7 millions de dollars a représenté 16,88 % de l'ensemble des contributions (contre 50,0 millions de dollars, soit 12,75 %, en 2018) ;

c) Du secteur privé, de comités nationaux, de fondations et d'autres donateurs, qui ont apporté 37,2 millions de dollars, soit 6,8 % du montant total des contributions (contre 30,8 millions de dollars, soit 7,83 %, en 2018).

Figure IV.III  
Évolution des contributions

(En millions de dollars des États-Unis)



## Charges

45. Le montant total des charges pour 2019, soit 420,9 millions de dollars (contre 380,3 millions de dollars en 2018), correspond aux sommes engagées (payées et à payer). Les charges imputées sur les ressources ordinaires (36,99 % du total des charges) s'établissent à 155,7 millions de dollars (contre 158,7 millions de dollars en 2018, soit 41,7 % du total), celles financées au moyen des autres ressources, déduction faite des éliminations (soit 60,36 % du total), s'établissent à 254 millions de dollars (contre 211 millions de dollars en 2018, soit 55,5 %), et celles financées au moyen des contributions statutaires (soit 2,65 % du total) représentent un montant de 11,1 millions de dollars (contre 10,5 millions de dollars en 2018, soit 2,8 %). Les charges imputées aux autres ressources pour 2019 comprennent celles relatives à l'exécution de programmes et de projets au cours de l'année financées au moyen des soldes inutilisés de 2018 et de montants inscrits aux budgets de 2019.

## Analyse des charges

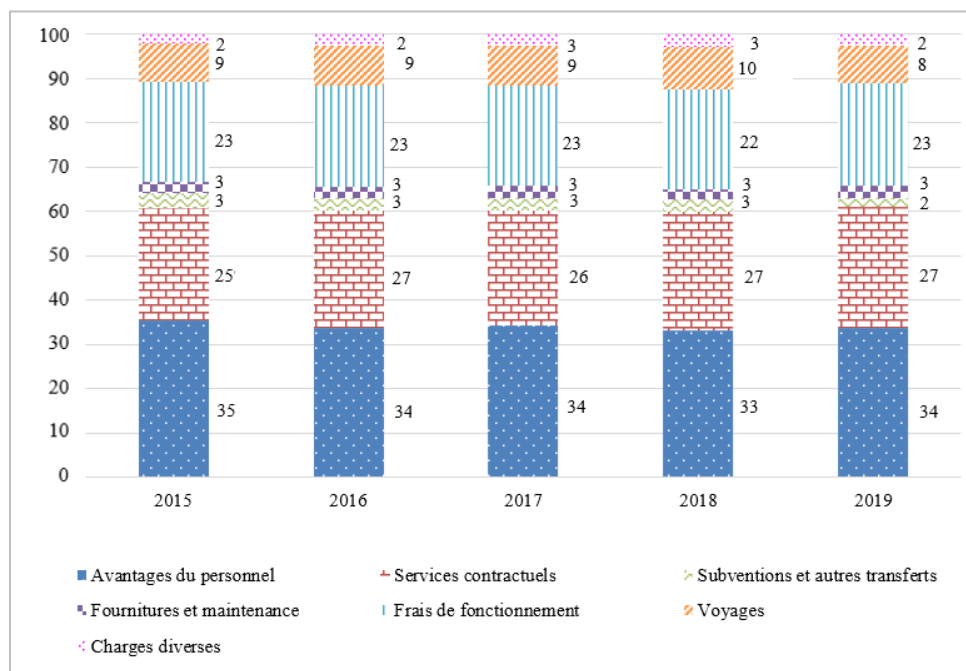
(En milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Autres ressources	Contributions statutaires	Éliminations	2019	2018
Avantages du personnel	84 594	47 472	9 767	—	141 833	126 584
Services contractuels	24 168	90 407	90	—	114 665	100 848
Subventions et autres transferts	334	8 821	—	—	9 155	10 845
Fournitures et maintenance	3 213	8 541	—	—	11 754	9 519
Frais de fonctionnement	28 281	92 765	1 099	(24 686)	97 459	84 747
Voyages	12 365	23 111	181	—	35 657	37 392
Amortissement	2 199	582	2	—	2 783	3 344
Charges financières	61	210	—	—	271	267

	Ressources ordinaires	Autres ressources	Contributions statutaires	Éliminations	2019	2018
Charges diverses	487	6 822	4	–	7 313	6 714
<b>Total</b>	<b>155 702</b>	<b>278 731</b>	<b>11 143</b>	<b>(24 686)</b>	<b>420 890</b>	<b>380 260</b>

Figure IV.IV  
**Évolution des charges par nature**

(En pourcentage du total des charges)



## Actif net et passif

### Situation financière par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Autres ressources	Contributions statutaires	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Total de l'actif	198 377	448 796	10 346	657 519	541 481
Total du passif	87 808	42 388	13 157	143 353	128 004
<b>Total de l'actif net/ de la situation nette</b>	<b>110 569</b>	<b>406 408</b>	<b>(2 811)</b>	<b>514 166</b>	<b>413 477</b>

46. Le total de l'actif net/de la situation nette par secteur (voir note 5 relative aux états financiers) comprend :

a) Des ressources ordinaires correspondant aux liquidités nécessaires pour financer les activités pendant les premiers mois de la nouvelle année financière en

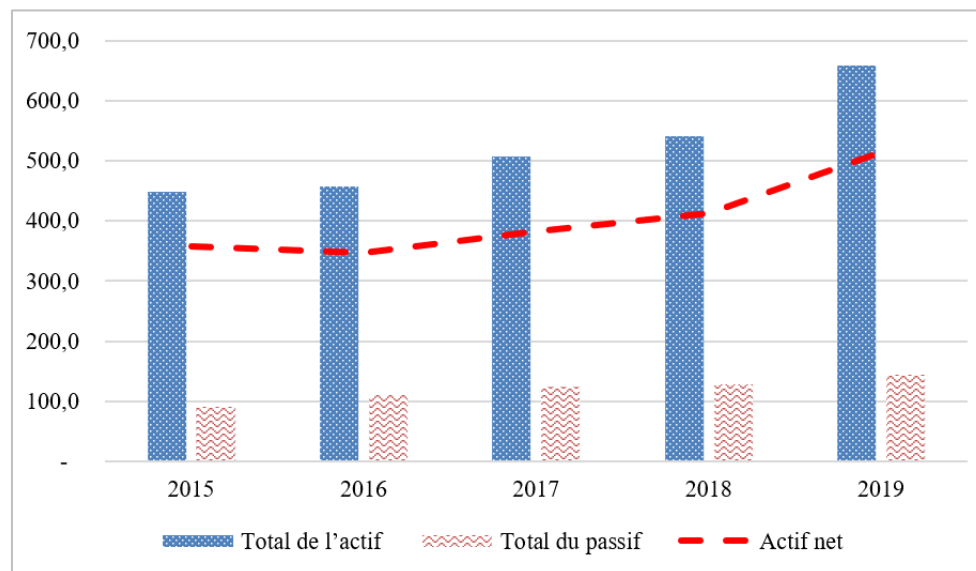
attendant qu'ONU-Femmes reçoive de nouvelles contributions volontaires des pays donateurs et des fonds destinés à financer les passifs liés aux avantages du personnel ;

b) D'autres ressources correspondant aux soldes inutilisés de contributions préaffectées à des projets et programmes qui seront dépensés lors de périodes futures conformément aux accords avec les donateurs.

Figure IV.V

**Total de l'actif, du passif et de l'actif net (2015-2019)**

(En millions de dollars des États-Unis)



47. Le total de l'actif net/de la situation nette par secteur comprend également d'autres éléments relatifs à la situation financière par secteur au 31 décembre 2019, à savoir :

a) Un montant de 468,2 millions de dollars correspondant aux actifs courants, supérieur de 420 millions de dollars à celui des passifs courants (48,2 millions de dollars), soit un très bon ratio de liquidité (9,7 en 2019 contre 6,6 en 2018), les ressources ordinaires s'établissant à 138,5 millions de dollars et les autres ressources à 319,3 millions de dollars ;

b) Un montant de 568,4 millions de dollars (contre 470,6 millions de dollars en 2018) correspondant aux placements, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, soit 390,9 millions de dollars pour la trésorerie et les placements à court terme (moins de 12 mois) et 177,5 millions de dollars pour les placements à long terme ;

c) Un montant de 28,1 millions de dollars (contre 19,5 millions de dollars en 2018) correspondant à des créances ou des contributions volontaires annoncées et non réglées, dont 48 % relèvent des ressources autres que les ressources ordinaires préaffectées à certains projets et programmes ;

d) Un montant de 109,50 millions de dollars (contre 90,0 millions de dollars en 2018) correspondant aux avantages du personnel (obligations contractuelles envers les employés, actifs ou retraités), calculé par l'actuaire. Les principaux engagements ont trait à l'assurance maladie après la cessation de service (76,7 millions de dollars contre 64 millions de dollars en 2018), qui a été financée à hauteur de 63,3 millions de dollars, soit 82 % (contre 55,1 millions de dollars, soit 86 %, en 2018). La part des

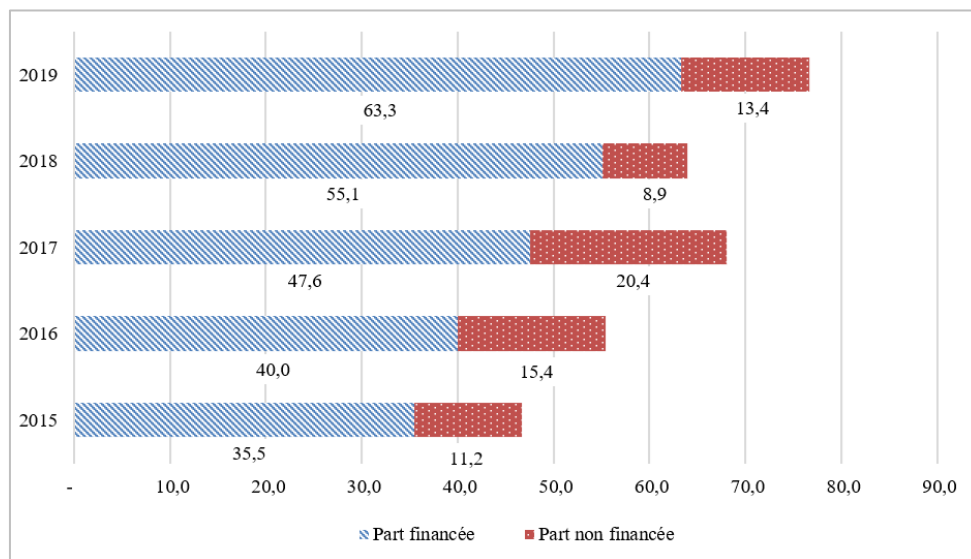
engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service qui concerne les employés en activité et qui ne remplissent pas encore pleinement les conditions requises s'établit à 54,2 millions de dollars, soit 70 % du montant cumulatif total des engagements à ce titre ;

e) Les réserves, comprenant la réserve opérationnelle (26,5 millions de dollars) et la réserve au titre des bureaux et logements hors siège (1 million de dollars), telles qu'approuvées par le Conseil d'administration dans sa décision 2012/8.

Figure IV.VI

**Assurance maladie après la cessation de service (2015-2019)**

(En millions de dollars des États-Unis)



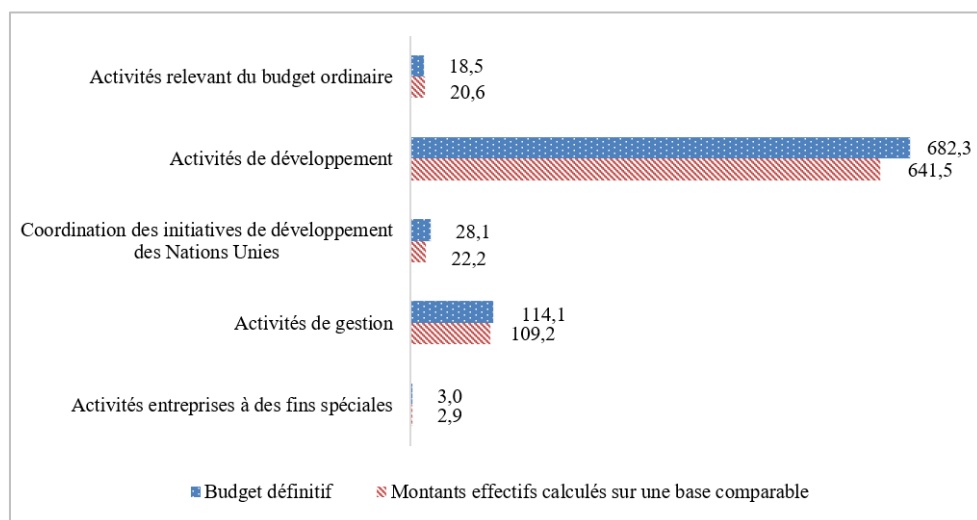
**Exécution du budget**

48. Le plan de ressources intégré et projet de budget intégré présente l'estimation des ressources financières nécessaires à l'exécution du plan stratégique et couvre à la fois les ressources ordinaires (ressources de base) et les autres ressources pour la période 2018-2019. Le budget intégré est établi et présenté pour un exercice biennal. L'année 2019 représente donc la moitié des estimations de budget intégré pour l'exercice 2018-2019.

49. Le budget d'ONU-Femmes est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et apparaît dans les états financiers en tant qu'état V (état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable, indiquant également le montant des contributions statutaires (budget ordinaire). Pour faciliter la comparaison entre le budget et les états financiers, qui sont établis selon les normes IPSAS, un rapprochement entre le budget et l'état des flux de trésorerie figure également dans la note 26 relative aux états financiers.

Figure IV.VII  
**Utilisation des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2018-2019**

(En millions de dollars des États-Unis)



### Conclusion

50. Au 31 décembre 2019, la situation financière d'ONU-Femmes était bonne, grâce à de saines pratiques de gestion financière, notamment au moyen de modalités et de contrôles conçus pour contenir les charges dans les limites des ressources financières disponibles. Malgré une augmentation notable des autres ressources, la diminution des ressources ordinaires, qui demeurent le socle sur lequel reposent les activités de l'Entité, et le manque persistant de ressources ordinaires restent préoccupants. La tendance à la baisse en pourcentage des produits générés continue de mettre fortement à l'épreuve l'aptitude d'ONU-Femmes à remplir son triple mandat.



## Chapitre V

### États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

#### I. État de la situation financière au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Complément d'information</i>	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
<b>Actif</b>				
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6		145 360	57 295
Placements	Note 7		245 530	216 936
Créances	Note 8		28 120	19 504
Avances	Note 9		43 395	34 881
Autres éléments d'actif	Note 10		5 792	5 349
Stocks	Note 11		—	13
<b>Total des actifs courants</b>			<b>468 197</b>	<b>333 978</b>
<b>Actifs non courants</b>				
Placements	Note 7		177 506	196 334
Autres éléments d'actif	Note 10		17	7
Immobilisations corporelles	Note 12		11 728	11 019
Immobilisations incorporelles	Note 13		71	143
<b>Total des actifs non courants</b>			<b>189 322</b>	<b>207 503</b>
<b>Total de l'actif</b>			<b>657 519</b>	<b>541 481</b>
<b>Passif</b>				
<b>Passifs courants</b>				
Dettes	Note 14		14 438	20 946
Avantages du personnel	Note 15		14 323	12 625
Autres éléments de passif	Note 16		19 401	17 040
<b>Total des passifs courants</b>			<b>48 162</b>	<b>50 611</b>
<b>Passifs non courants</b>				
Avantages du personnel	Note 15		95 191	77 393
<b>Total des passifs non courants</b>			<b>95 191</b>	<b>77 393</b>
<b>Total du passif</b>			<b>143 353</b>	<b>128 004</b>
<b>Actif net</b>			<b>514 166</b>	<b>413 477</b>
<b>Actif net/situation nette</b>				
Excédent/(déficit) cumulé	Note 17		481 637	386 677
Réserves	Note 18		32 529	26 800
<b>Total de l'actif net/de la situation nette</b>			<b>514 166</b>	<b>413 477</b>

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

**Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**
**II. État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
<b>Produits</b>			
Contributions volontaires	Note 19	500 393	384 295
Contributions statutaires	Note 20	10 162	8 032
Produit des placements	Note 21	12 829	9 624
Produits divers	Note 22	3 857	2 160
Produits d'opérations avec contrepartie directe	Note 23	161	607
<b>Total des produits</b>		<b>527 402</b>	<b>404 718</b>
<b>Charges</b>			
Avantages du personnel	Note 24	141 833	126 584
Services contractuels	Note 24	114 665	100 848
Subventions et autres transferts	Note 24	9 155	10 845
Fournitures et maintenance	Note 24	11 754	9 519
Frais de fonctionnement	Note 24	97 459	84 747
Voyages	Note 24	35 657	37 392
Amortissement	Note 24	2 783	3 344
Charges financières	Note 24	271	267
Charges diverses	Note 24	7 313	6 714
<b>Total des charges</b>		<b>420 890</b>	<b>380 260</b>
<b>Excédent/(déficit) pour l'année</b>		<b>106 512</b>	<b>24 458</b>

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

**Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**
**III. État des variations de l'actif net/de la situation nette pour l'année terminée le 31 décembre 2019**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
<b>Actif net/situation nette en début d'année</b>		<b>413 477</b>	<b>382 883</b>
<b>Variation sur l'année</b>			
Excédent/(déficit) cumulé de l'année considérée		106 512	24 458
Remboursements aux donateurs	Note 17	(2 356)	(2 077)
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente	Note 18	5 729	(4 733)
Gains/(pertes) actuariel(le)s	Note 17	(9 196)	12 946
<b>Actif net/situation nette en fin d'année</b>		<b>514 166</b>	<b>413 477</b>

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

## Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

## IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	2019	2018
<b>Flux de trésorerie provenant du fonctionnement</b>			
Excédent/(déficit) net pour l'année		106 512	24 458
Intérêts créditeurs		(10 552)	(8 955)
Amortissement des placements		(1 758)	(173)
Dividendes		(519)	(496)
(Gains)/pertes de change latent(e)s		1 092	3 386
Amortissement	Note 24	2 783	3 344
(Augmentation)/diminution des créances		(8 616)	22 080
(Augmentation)/diminution des autres éléments d'actif		(680)	14 817
(Augmentation)/diminution des stocks		13	21
(Augmentation)/diminution des avances		(8 514)	(3 457)
Augmentation/(diminution) des dettes		(6 508)	12 081
Augmentation/(diminution) des engagements au titre des avantages du personnel		19 495	(2 832)
Augmentation/(diminution) des autres éléments de passif		2 361	(6 054)
(Gains)/pertes découlant de la vente d'immobilisations corporelles		400	264
Remboursements à des donateurs	Note 17	(2 356)	(2 077)
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente		(21)	254
Gains/(pertes) actuariel(le)s	Note 17	(9 196)	12 946
<b>Flux nets de trésorerie provenant du fonctionnement</b>		<b>83 936</b>	<b>69 607</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>			
Achat d'immobilisations corporelles		(3 899)	(3 410)
Achat d'immobilisations incorporelles		(9)	(4)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		88	13
Achat de titres détenus jusqu'à échéance	Note 7.1	(398 696)	(271 510)
Titres arrivés à échéance	Note 7.1	396 219	188 845
Intérêts		12 527	8 578
Dividendes		528	489
Variation des placements disponibles à la vente		(1 537)	(3 103)
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>5 221</b>	<b>(80 102)</b>
<b>(Diminution)/augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>89 157</b>	<b>(10 495)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'année		57 295	71 176
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(1 092)	(3 386)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'année</b>	<b>Note 6</b>	<b>145 360</b>	<b>57 295</b>

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

# Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

## V. État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018-2019		2018			2019			2018-2019	
	Budget initial	Budget initial	Budget définitif	Montants effectifs calculés sur une base comparable	Différence entre le budget définitif et les montants effectifs	Budget initial	Budget définitif	Montants effectifs calculés sur une base comparable	Différence entre le budget définitif et les montants effectifs	Différence entre le budget définitif et les montants effectifs
Activités inscrites au budget ordinaire	16 544	8 062	8 973	10 529	(1 556)	8 482	9 513	10 033	(520)	(2 076)
Activités de développement										
Programme	671 581	342 000	299 159	273 754	25 405	329 581	337 231	329 222	8 009	33 414
Efficacité du développement	50 070	24 300	23 778	20 438	3 340	25 770	22 153	18 088	4 065	7 405
<b>Total partiel</b>	<b>721 651</b>	<b>366 300</b>	<b>322 937</b>	<b>294 192</b>	<b>28 745</b>	<b>355 351</b>	<b>359 384</b>	<b>347 310</b>	<b>12 074</b>	<b>40 819</b>
Activités de coordination des initiatives de développement du système des Nations Unies	27 219	13 200	13 767	13 038	729	14 019	14 362	9 124	5 238	5 967
Activités de gestion										
Activités récurrentes	115 343	52 800	51 489	45 626	5 863	62 543	51 753	54 145	(2 392)	3 471
Évaluation	6 770	3 300	3 144	2 654	490	3 470	2 730	2 388	342	832
Audit interne et investigations	5 973	2 900	2 502	2 170	332	3 073	2 435	2 228	207	539
<b>Total partiel</b>	<b>128 086</b>	<b>59 000</b>	<b>57 135</b>	<b>50 450</b>	<b>6 685</b>	<b>69 086</b>	<b>56 918</b>	<b>58 761</b>	<b>(1 843)</b>	<b>4 842</b>
Activités entreprises à des fins spéciales										
Mobilisation de ressources	1 000	500	429	264	165	500	571	681	(110)	55
Modernisation des systèmes informatiques et des systèmes de communication	2 000	1 000	287	147	140	1 000	1 762	1 801	(39)	101
<b>Total partiel</b>	<b>3 000</b>	<b>1 500</b>	<b>716</b>	<b>411</b>	<b>305</b>	<b>1 500</b>	<b>2 333</b>	<b>2 482</b>	<b>(149)</b>	<b>156</b>
<b>Budget total</b>	<b>896 500</b>	<b>448 062</b>	<b>403 528</b>	<b>368 620</b>	<b>34 908</b>	<b>448 438</b>	<b>442 510</b>	<b>427 710</b>	<b>14 800</b>	<b>49 708</b>
<b>Budget institutionnel total</b>	<b>208 375</b>	<b>98 000</b>	<b>95 396</b>	<b>84 337</b>	<b>11 059</b>	<b>110 375</b>	<b>95 766</b>	<b>88 456</b>	<b>7 310</b>	<b>18 369</b>

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers. Voir également la note 26.

## **Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**

### **Notes relatives aux états financiers**

#### **Note 1**

#### **Entité présentant l'information financière**

L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), créée par l'Assemblée générale dans sa résolution [64/289](#) du 2 juillet 2010, est entrée en activité en janvier 2011. Fondant son action sur le principe d'égalité consacré par la Charte des Nations Unies, ONU-Femmes a pour objectifs l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles ; l'autonomisation des femmes sur le plan économique et la réalisation de l'égalité des femmes et des hommes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, des droits de la personne, de l'action humanitaire et de la paix et de la sécurité.

ONU-Femmes a pour mandat d'aider les organes intergouvernementaux, tels que la Commission de la condition de la femme, à établir des stratégies, ainsi que des principes et des normes d'application mondiale. L'Entité mobilise la volonté politique et les moyens nécessaires pour aider les États Membres à appliquer ces normes et se tient prête à fournir un soutien technique et financier aux pays qui en font la demande et à conclure de fructueux partenariats avec la société civile. Elle est de plus chargée de veiller à ce que les organismes des Nations Unies remplissent les engagements qu'ils ont pris en faveur de l'égalité des sexes dans le cadre du programme d'action du système des Nations Unies.

Le Conseil d'administration d'ONU-Femmes, qui est son organe directeur, est composé de représentantes et représentants des États Membres. Il définit les grandes orientations et les principes de l'action d'ONU-Femmes afin que la Directrice exécutive et Secrétaire générale adjointe puisse mener à bien toutes les activités opérationnelles de l'Entité.

ONU-Femmes a son siège à New York et étend actuellement sa présence à l'échelle régionale et nationale. L'Entité est dotée de 6 bureaux régionaux, 5 bureaux multipays et 50 bureaux de pays, et parraine dans 32 autres pays des programmes en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Pour ses relations avec les donateurs et partenaires, l'Entité dispose de bureaux de liaison à Abou Dhabi, Addis-Abeba, Bruxelles, Copenhague, Genève et Tokyo.

#### **Note 2**

#### **Principales méthodes comptables**

##### **a) Référentiel comptable et autorisation de la publication des états financiers**

#### **Autorisation de la publication des états financiers**

Conformément à l'article 12.1 du règlement financier d'ONU-Femmes, la Directrice exécutive répond des états financiers de l'Entité. Le Directeur de la Division de la gestion et de l'administration a certifié qu'à sa connaissance et selon les informations dont elle disposait, toutes les opérations financières significatives avaient été dûment comptabilisées et que les états financiers et tableaux complémentaires en rendaient bien compte. Le 30 avril 2020, la Directrice exécutive a donné son accord pour que ces états financiers soient soumis pour vérification.

#### **Déclaration de conformité aux Normes comptables internationales pour le secteur public**

Les états financiers d'ONU-Femmes ont été établis sur la base de la continuité d'activité selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes

comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Entité.

### **Méthode de comptabilisation des produits et des charges**

En comptabilité d'exercice, les produits et les charges (à l'exception de ceux afférents à des opérations sans contrepartie) sont constatés dans les comptes de la période à laquelle ils se rapportent.

#### *Produits*

Les contributions volontaires au titre des ressources ordinaires sont comptabilisées comme produits dès lors qu'un accord ou une lettre d'échange ont été signés (par un responsable désigné par un gouvernement), à l'exception des annonces de contribution, ou selon la méthode de la comptabilité de caisse au moment où les fonds sont reçus. Les sommes reçues pour des années financières à venir sont comptabilisées en fin d'année comme produits constatés d'avance. Dans le cas d'un accord ou d'une lettre d'échanges reçus de la part d'un donateur, la contribution sera comptabilisée comme produit à la date de la dernière signature de l'accord (sauf mention contraire dans le texte de l'accord). Pour les contributions pluriannuelles aux ressources de base, les produits sont comptabilisés dans les états financiers relatifs à la période concernée par les fonds et reçus conformément au calendrier de paiement fixé dans l'accord. À défaut de calendrier de paiements multiples, les produits sont répartis en parts égales pour chaque année de la période sur laquelle porte l'accord.

Les autres contributions volontaires sont comptabilisées comme produits à leur juste valeur, dès réception de la confirmation écrite des donateurs pendant l'année financière, sauf s'il est stipulé que la comptabilisation doit être différée. Dans le cas d'un accord écrit reçu d'un donateur, la contribution sera comptabilisée comme produit à la date de la dernière signature de l'accord (sauf mention contraire dans le texte de l'accord). Les contributions régies par des accords pluriannuels sont comptabilisées par tranches annuelles tout au long de la durée de l'accord, à mesure que les conditions prévues sont remplies.

La part des ressources provenant des quotes-parts du financement du budget ordinaire de l'ONU qui revient à ONU-Femmes lui est attribuée sous la forme d'une allocation annuelle de crédit. Ces contributions sont réparties entre les deux années de l'exercice et sont comptabilisées mensuellement.

À l'exception des services, les contributions en nature qui sont directement utilisables pour l'exécution d'opérations et d'activités approuvées, qui ont une incidence budgétaire et qui peuvent être évaluées de façon fiable sont comptabilisées à leur juste valeur comme charges et contributions. Ces contributions comprennent la mise à disposition de locaux et l'accès à des services collectifs.

Les contributions en nature sous forme de services ne sont pas comptabilisées, mais le montant estimatif des économies qu'elles permettent de réaliser est indiqué à la note 19.

Les apports en nature sous forme de dons d'actifs corporels sont comptabilisés à leur juste valeur marchande comme immobilisations corporelles et contributions. Les contributions en nature sous forme de droits d'usage d'immobilisations corporelles sont constatées à la juste valeur de ces droits. Tout excédent de la juste valeur des droits sur le montant des paiements auxquels donne éventuellement lieu l'exercice de ces droits est comptabilisé comme produit d'un apport, avec inscription de la charge correspondante. Lorsqu'un actif est remis à ONU-Femmes à titre de contribution en nature selon un accord comportant une clause de restitution en cas d'inexécution, sa valeur est initialement portée au passif. La valeur de la contribution

est portée en produits une fois remplies les conditions stipulées par l'accord. Si l'accord prévoit des restrictions autres qu'une clause de restitution, la valeur de l'actif est portée en produits sur confirmation de sa réception.

Les produits d'opérations avec contrepartie directe sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service en découleront pour ONU-Femmes et que l'on peut évaluer ces avantages de façon fiable. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Lorsque la contrepartie est en espèces ou exprimée sous forme d'un montant, c'est ce montant qui sert de base à l'évaluation.

### *Charges*

Les charges afférentes à la fourniture de biens et à la prestation de services sont constatées à la date de livraison ou de prestation. Les charges relatives à un projet sont comptabilisées lorsqu'ONU-Femmes reçoit du partenaire concerné un rapport financier attestant que les activités prévues ont été menées à bonne fin.

Selon les normes IPSAS, le principe de l'équilibre des produits et des charges ne s'applique pas aux opérations sans contrepartie. Les normes prévoient la comptabilisation des actifs lorsque la condition de contrôle suffisant est remplie, et celle des passifs lorsqu'il est satisfait aux critères pertinents, afin de garantir la fidélité de l'état de la situation financière. En conséquence, lorsque les produits dépassent les charges, ou y sont inférieurs, l'excédent ou le déficit est ajouté à l'excédent ou au déficit cumulé. L'excédent cumulé est la partie inutilisée des contributions, qui servira à couvrir les besoins opérationnels futurs d'ONU-Femmes.

## **b) Opérations en devises**

Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation de l'information financière d'ONU-Femmes. Les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération. La valeur des actifs et passifs en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de présentation de l'information financière. Lorsqu'elle est établie selon la méthode du coût historique, la valeur des actifs et passifs non monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel en vigueur à la date de l'opération s'y rapportant. Les écarts de change, réalisés ou non, qui résultent de ces opérations sont comptabilisés en résultat.

## **c) Instruments financiers**

Les instruments financiers sont comptabilisés de la date à laquelle ONU-Femmes devient partie au contrat les régissant à la date d'expiration ou de cession des droits à des flux de trésorerie, date à laquelle l'Entité cesse pratiquement d'être exposée aux risques et de bénéficier des avantages associés à la possession de ces instruments.

### **Classement des actifs financiers**

ONU-Femmes classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : titres détenus jusqu'à leur échéance, titres disponibles à la vente, prêts et créances ; et actifs évalués à la juste valeur avec contrepartie en résultat. Déterminé lors de la comptabilisation initiale et réévalué à chaque date de clôture, ce classement est fonction de l'objectif visé au moment de l'acquisition des instruments financiers. Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. ONU-



Femmes constate initialement les prêts et créances à la date d'émission. Tous les autres actifs financiers sont initialement comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle l'Entité devient partie aux dispositions contractuelles relatives à l'instrument considéré.

Les actifs financiers qui, à la date de clôture, ont une échéance à plus de 12 mois sont classés comme actifs non courants dans les états financiers et la valeur des actifs détenus dans d'autres monnaies est convertie en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de clôture, le montant des écarts étant comptabilisé en charges ou en produits.

Toutes les catégories d'actifs financiers sont évaluées à chaque date de clôture des comptes pour déterminer s'il existe une preuve objective de dépréciation d'un actif ou d'un groupe d'actifs, par exemple une défaillance ou un retard de paiement de la contrepartie ou une réduction permanente de la valeur de l'actif. Les dépréciations sont comptabilisées en résultat (directement ou par l'intermédiaire d'un compte de correction de valeur) dans les comptes de l'année durant laquelle elles se produisent.

#### *Titres détenus jusqu'à leur échéance*

Les titres détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables et à échéance fixe que l'Entité a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. ONU-Femmes classe comme actifs détenus jusqu'à leur échéance une partie des titres de son portefeuille de placements.

#### *Actifs financiers disponibles à la vente*

Entrent dans la catégorie des titres disponibles à la vente les actifs financiers expressément désignés comme tels ou ceux qui ne relèvent d'aucune autre catégorie. Ils sont initialement constatés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis comptabilisés à la juste valeur avec variation portée directement en situation nette. Les intérêts courus sur ces actifs financiers sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsqu'un actif financier disponible à la vente est décomptabilisé, le gain ou déficit constaté en situation nette est reclassé en résultat. Les justes valeurs utilisées pour les évaluations ultérieures reposent sur les cours du marché obtenus auprès d'opérateurs financiers dignes de confiance.

#### *Prêts et créances*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les titres de placement à court terme, à haute liquidité, qui sont facilement convertibles en un montant prédéterminé d'espèces et présentent un risque négligeable de fluctuation de valeur, déduction faite des dépréciations constatées sur les montants en monnaies dont l'utilisation est soumise à des restrictions. Les instruments financiers classés comme équivalents de trésorerie comprennent les titres dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés *pro rata temporis* selon la méthode du taux d'intérêt effectif de l'actif financier considéré. Au 31 décembre 2019, ONU-Femmes n'avait contracté aucun prêt.

Les créances sont constatées à leur juste valeur, c'est-à-dire leur valeur nominale minorée, le cas échéant, d'une provision pour créances douteuses. Une provision est constituée lorsqu'il y a tout lieu de penser, après avoir analysé l'état des impayés à la date de clôture, qu'ONU-Femmes ne peut pas objectivement compter recouvrer l'intégralité des sommes qui lui sont dues selon les conditions auxquelles la dette a été contractée.

Les avances et créances diverses sont constatées à leur juste valeur, c'est-à-dire leur valeur nominale minorée, le cas échéant, d'une provision pour créances douteuses. Parmi les avances figurent les avances de trésorerie consenties aux partenaires avec lesquels l'Entité a conclu des accords aux fins de l'exécution de ses programmes. Ces avances sont comptabilisées comme des créances à leur juste valeur. Elles sont portées en charges une fois qu'ONU-Femmes a reçu de ses partenaires des rapports financiers attestant que les activités prévues ont été menées à bonne fin. Les avances comprennent également des versements effectués pour le compte d'organismes des Nations Unies ; les fonctionnaires peuvent aussi recevoir des avances qui sont comptabilisées comme des créances à leur juste valeur. Ces avances sont portées en charges lorsqu'elles sont liquidées sur justificatifs ou remboursées. Les créances diverses correspondent à des paiements anticipés effectués dans le cadre de contrats pour lesquels les biens ou services n'ont pas encore été fournis.

#### *Juste valeur avec contrepartie en résultat*

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat désignent ceux qui ont été classés comme tels lors de leur comptabilisation initiale ou sont détenus à des fins de transaction. Ils sont initialement constatés à la juste valeur, avec passation en charges de tous coûts de transaction. Leur juste valeur est mesurée à chaque date de clôture et toute variation (gain ou perte) est portée en excédent ou déficit. Les instruments dérivés servent à couvrir le risque de change et sont souscrits auprès de contreparties solvables, conformément aux directives du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) régissant les placements. ONU-Femmes classe ces instruments parmi les actifs évalués à la juste valeur avec contrepartie en résultat. La juste valeur est obtenue auprès des contreparties et comparée aux résultats d'évaluations internes menées selon des méthodes et techniques généralement acceptées dans le secteur. Les titres de cette catégorie sont classés comme des actifs courants lorsqu'il est prévu de les céder dans les 12 mois qui suivent la date de clôture. ONU-Femmes ne pratique pas la comptabilité de couverture pour les instruments dérivés.

#### **d) Stocks**

Les stocks destinés à être distribués gratuitement sont constatés soit au coût historique, soit au coût de remplacement, la plus faible des deux valeurs étant retenue. N'étant pas assorties de produits correspondants, ces charges sont comptabilisées au moment de la distribution des biens. Sont considérées comme relevant des stocks les publications techniques gratuites qui sont en rapport direct avec les programmes et fonctions normatives d'ONU-Femmes et sont placées sous son contrôle. Pour entrer dans cette catégorie, ces publications doivent également avoir une durée d'utilité assez longue, c'est-à-dire, demeurer pertinentes et valables pendant plus de 12 mois. Les publications que des partenaires produisent et conservent aux fins de la distribution ou qu'ils utilisent ne sont pas considérées comme relevant de l'Entité et ne font donc pas partie des stocks. Les publications et brochures de campagne gratuites établies par ONU-Femmes uniquement à titre d'information – à des fins publicitaires ou promotionnelle – ne relèvent pas des stocks. Ces articles sont assez rapidement périmés et doivent généralement servir dans un délai de 12 mois, car ils sont établis à une occasion particulière ou à des fins précises, si bien que la valeur de

tout reliquat de fin d'année serait fortement dépréciée. En conséquence, les frais afférents à ces publications et brochures sont comptabilisés en charges au moment où ils sont engagés.

Les stocks destinés à la vente sont constatés au coût d'acquisition ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimatif des stocks dans le cours normal de l'activité, minoré des coûts d'achèvement estimatifs et des coûts estimatifs nécessaires à la mise en vente, à l'échange ou à la distribution. Le coût, calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti, comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts qui ont été nécessaires pour que les stocks se trouvent à leur endroit et dans leur état actuels. Pour les stocks acquis dans le cadre d'opérations sans contrepartie directe (par exemple des dons de biens), le coût est celui de la juste valeur à la date d'acquisition. Au 31 décembre 2019, ONU-Femmes ne détenait pas de stocks destinés à la vente et n'avait pas non plus acquis de stocks dans le cadre d'opérations sans contrepartie directe.

#### e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et de toute dépréciation. Le seuil d'immobilisation des biens durables contrôlés par ONU-Femmes est un coût unitaire total d'au moins 1 000 dollars. L'amortissement des immobilisations corporelles est opéré sur leur durée d'utilité estimée, selon la méthode de l'amortissement linéaire, sauf dans le cas des terrains, dont la valeur n'est pas amortissable. Le coût historique comprend les dépenses directement imputables à l'acquisition de l'actif considéré. Les coûts ultérieurs ne sont intégrés à la valeur comptable de l'actif ou constatés en tant qu'actif distinct que s'il est probable qu'ONU-Femmes sera le bénéficiaire des avantages économiques futurs associés à ce bien et si le coût du bien peut être évalué de façon fiable. La durée de vie d'utilité d'un actif corporel est estimée en fonction de l'expérience acquise par ONU-Femmes pour des actifs comparables. Cette durée peut donc être inférieure à la durée de vie économique de l'actif. Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés dans les charges de l'année financière pendant laquelle ils ont été engagés.

On estime que l'Entité contrôle un actif si elle peut l'utiliser, ou en bénéficier d'une autre manière, au service de ses propres objectifs et si elle peut interdire ou limiter l'accès de tiers à cet actif. Tel est le cas, par exemple, lorsqu'ONU-Femmes exécute directement un projet. Les biens afférents aux projets qu'ONU-Femmes ne contrôle pas sont passés en charges à mesure que les dépenses correspondantes sont engagées. Les améliorations locatives sont portées à l'actif lorsque le coût total dépasse 1 000 dollars et évaluées à leur coût d'acquisition ; elles sont amorties sur leur durée d'utilité ou sur la durée du bail restant à courir, si celle-ci est inférieure. Toutes les immobilisations sont soumises au moins une fois par an à un test de dépréciation.

Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles. Conformément à la note 3, la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles a été modifiée de manière prospective à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019.

Catégorie	Prévision au 1 <sup>er</sup> mai 2019	2018
Terrains	s.o.	s.o.
Immeubles		
Permanents	50	50

<i>Catégorie</i>	<i>Prévision au 1<sup>er</sup> mai 2019</i>	<i>2018</i>
Provisoires	10	10
Mobilier et agencements	10	8
Matériel informatique et matériel de communication	6-8	5-6
Véhicules	9	7
Matériel et outillage	7	5
Matériel de sécurité	5	5

#### f) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité définie sont comptabilisées au coût historique, diminué des amortissements cumulés et de toute dépréciation. Les actifs incorporels sont portés en immobilisations s'ils ont une durée d'utilité supérieure à un an et si leur valeur est supérieure à 5 000 dollars dans le cas des actifs acquis à l'extérieur et à 100 000 dollars dans le cas des actifs produits en interne. Tous les actifs incorporels qui ont une durée d'utilité définie sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée d'utilité. Les actifs incorporels qui ont une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amortissables, mais ils sont soumis à des tests de dépréciation consistant à comparer leur valeur recouvrable à leur valeur comptable.

Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles :

<i>Catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimée (années)</i>
Actifs acquis à l'extérieur	5
Actifs produits en interne	5
Droits d'auteur et brevets	3

#### g) Contrats de location

Les contrats de location prévoyant que le bailleur continue d'assumer une part importante des risques et de bénéficier d'une bonne part des avantages liés à la propriété de l'actif loué relèvent de la catégorie des contrats de location simple. Les paiements effectués en exécution d'un contrat de location simple sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée du bail. La valeur des futurs paiements au titre de la location au cours du contrat en vigueur est indiquée dans la note 28.

Les contrats de location selon lesquels le preneur assume une partie substantielle des risques et bénéficie d'une part substantielle des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué relèvent de la catégorie des contrats de location-financement. ONU-Femmes n'est partie à aucun contrat de location-financement.

#### h) Avantages du personnel

ONU-Femmes comptabilise les catégories suivantes d'avantages du personnel :

a) Les avantages du personnel payables à court terme, c'est-à-dire dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'année financière où les services y ouvrant droit ont pris fin ;

b) Les avantages relevant d'un régime de prévoyance, qui sont payables au-delà des 12 mois qui suivent la cessation de service, et comprennent :

- i) les prestations servies après la cessation de service (voir ci-dessous, pensions et assurance maladie après la cessation de service) ;
  - ii) les autres avantages à long terme du personnel ;
- c) Les indemnités de fin de contrat de travail.

Les avantages du personnel payables à court terme sont comptabilisés à leur valeur nominale sur la base des droits acquis et des barèmes de rémunération en vigueur. Ces avantages peuvent comprendre, en fin d'année, la rémunération, le paiement des jours de congé annuel accumulés, les paiements au titre du congé dans les foyers et d'autres prestations ponctuelles.

Les avantages dus après la cessation de service comprennent les pensions, les subventions de primes d'assurance maladie, ainsi que les prestations liées au rapatriement et autres paiements dus après la cessation de service. Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sont soit à cotisations définies, soit à prestations définies.

ONU-Femmes est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes au personnel. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multi-employeurs à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. ONU-Femmes, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les cotisations versées par ONU-Femmes à la Caisse des pensions pendant l'année financière sont comptabilisées en charges.

Le régime d'assurance maladie après la cessation de service permet aux retraités et aux personnes à leur charge de bénéficier, sous certaines conditions, d'une couverture maladie subventionnée en s'affiliant à l'un des plans d'assurance maladie offerts aux fonctionnaires en activité. Le régime d'assurance maladie après la cessation de service est un régime à prestations définies.

Les autres avantages du personnel à long terme sont ceux qui ne sont pas intégralement exigibles dans les 12 mois suivant la clôture de l'année financière et comprennent les indemnités payables sur la durée en cas de décès, de blessures ou de maladie.

Les indemnités de fin de contrat de travail comprennent généralement les indemnités de départ volontaire et sont normalement payables dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice.

**i) Passifs financiers***Autres passifs financiers*

Les autres passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur minorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ceux dont la durée est inférieure à 12 mois sont constatés à leur valeur nominale.

Les dettes et charges à payer se rapportant à l'achat de biens et services sont initialement comptabilisées à la juste valeur, puis évaluées au coût amorti lorsque les biens ont été livrés ou les services fournis et qu'ONU-Femmes les a acceptés. Les passifs sont constatés au montant facturé minoré des remises consenties à la date de clôture. La valeur du passif fait l'objet d'une estimation lorsque les factures ne sont pas disponibles à la date de clôture.

Les autres passifs comprennent les produits constatés d'avance, qui sont les fonds reçus pour des périodes à venir en application d'accords pluriannuels conclus avec les donateurs prévoyant des versements par tranches annuelles jusqu'à expiration de l'accord. Ils sont comptabilisés à mesure que les conditions prévues sont remplies. Les dettes diverses comprennent la valeur des services fournis par l'ONU et les organismes des Nations Unies moyennant remboursement.

*Passifs financiers évalués à la juste valeur avec contrepartie en résultat*

Les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat désignent ceux qui ont été classés comme tels lors de leur comptabilisation initiale ou sont détenus à des fins de transaction. Ils sont initialement constatés à la juste valeur, avec passation en charges de tous coûts de transaction. Leur juste valeur est mesurée à chaque date de clôture et toute variation (gain ou perte) est portée en excédent ou déficit.

Dans son état des résultats financiers, ONU-Femmes classe les produits dérivés parmi les passifs financiers évalués à la juste valeur avec contrepartie en résultat. Les instruments dérivés servent à couvrir le risque de change et sont souscrits auprès de prestataires solvables. Entrent dans cette catégorie les produits dérivés incorporés dans des dépôts à terme qui permettent que l'instrument financier soit remboursé par des contreparties dans une autre monnaie en échange d'un rendement plus élevé. La juste valeur des instruments dérivés est obtenue des contreparties et comparée aux résultats de valorisations internes reposant sur les méthodes et techniques d'évaluation généralement acceptées dans le secteur. Les passifs de cette catégorie sont classés comme passifs courants lorsqu'il est prévu de les liquider dans les 12 mois qui suivent la date de clôture. Au 31 décembre 2019, ONU-Femmes ne détenait pas d'instruments dérivés de change en position ouverte relevant de cette catégorie, ni de produits dérivés incorporés devant être comptabilisés séparément à la juste valeur avec contrepartie en résultat dans l'état des résultats financiers. ONU-Femmes ne pratique pas la comptabilité de couverture pour les instruments dérivés.

**j) Provisions et passifs éventuels**

Des provisions pour risques et charges futures sont constituées lorsqu'ONU-Femmes a une obligation actuelle (légale ou implicite) résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'elle aura à assumer cette obligation et qu'il est possible d'estimer de façon fiable le montant correspondant.

D'autres engagements, ne répondant pas aux critères d'inscription au passif, sont présentés dans les notes relatives aux états financiers comme des passifs éventuels lorsque leur existence n'est confirmée que par la survenance ou la non-

survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains indépendants de la volonté d'ONU-Femmes, à condition que lesdites obligations se prêtent à des estimations fiables.

**k) Engagements**

Les engagements sont des charges futures que l'Entité est tenue de supporter en vertu de contrats déjà conclus à la date de clôture et auxquelles elle n'a guère la possibilité de se soustraire dans le cours normal de son activité. Ils comprennent les engagements en capital (montant des contrats d'acquisition d'immobilisations ni payé ni exigible à la date de clôture), les paiements à effectuer au titre de contrats portant sur des biens et services à fournir à ONU-Femmes dans les années à venir, les paiements minimaux à effectuer au titre de baux non résiliables et d'autres engagements au titre de contrats non résiliables. Il n'est pas fait mention de la valeur des engagements au 31 décembre 2019 dans l'état de la situation financière ; elle figure dans les notes relatives aux états financiers. Les engagements relatifs aux contrats de travail ne sont pas compris dans ce montant.

**Note 3**

**Changement de convention comptable**

ONU-Femmes a procédé à l'examen annuel de la durée d'utilité des actifs pour l'année terminée le 31 décembre 2018. Compte tenu de cet examen, il a été décidé que la durée d'utilité de quatre catégories d'actifs serait modifiée à titre prospectif à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019. La durée d'utilité estimée du matériel informatique et du matériel de communications a été révisée et est passée de 5-6 ans à 6-8 ans, celle des véhicules est passée de 7 à 9 ans, celle du mobilier de 8 à 10 ans, et celle du matériel de bureau de 5 à 7 ans. Il n'y a eu aucun changement de convention comptable découlant de l'examen annuel de la durée d'utilité des actifs pour l'année terminée le 31 décembre 2019.

**Note 4**

**Principaux éléments de l'information financière reposant sur des estimations et des hypothèses comptables**

L'établissement des états financiers selon les normes IPSAS nécessite de recourir à des estimations comptables, des hypothèses de gestion et des appréciations. Les éléments pour lesquels l'information financière présentée par ONU-Femmes repose substantiellement sur des estimations, hypothèses ou appréciations sont notamment les suivants : engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi, provisions, risque financier associé aux créances et aux avances, charges à payer, actif et passif éventuels, perte de valeur des créances, des avances et des placements ainsi que dépréciation des immobilisations corporelles. Il est possible que les résultats effectifs diffèrent de ces estimations. Les modifications apportées aux estimations sont présentées dans les états de la période durant laquelle elles ont été opérées.

**Note 5**

**Information sectorielle**

Il est indispensable de disposer d'informations sectorielles pour évaluer les résultats passés d'une entité et décider de l'emploi futur de ses ressources. L'information sectorielle fournie dans les états financiers d'ONU-Femmes porte sur les éléments suivants :

a) Les ressources ordinaires (ressources de base, non préaffectées), à savoir les fonds mis à la disposition d'ONU-Femmes par les donateurs, que la Directrice exécutive peut employer à sa discrétion pour l'exécution du mandat de l'Entité ;



b) Les autres ressources (préaffectées) constituées par les fonds affectés par les donateurs à des projets déterminés ;

c) Les ressources provenant des quotes-parts (budget ordinaire) des États Membres, qui sont allouées à ONU-Femmes par décision de l'Assemblée générale.

Les opérations entre secteurs sont exposées dans l'information financière sectorielle, mais ne figurent pas dans l'état de la situation financière.

### État de la situation financière au 31 décembre 2019, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019			Total	31 décembre 2018
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Ressources statutaires		
<b>Actif</b>					
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	54 472	90 452	436	145 360	57 295
Placements	70 645	174 885	—	245 530	216 936
Créances	5 609	13 196	9 315	28 120	19 504
Avances	3 229	40 144	22	43 395	34 881
Autres éléments d'actif	4 580	646	566	5 792	5 349
Stocks	—	—	—	—	13
<b>Actifs courants</b>	<b>138 535</b>	<b>319 323</b>	<b>10 339</b>	<b>468 197</b>	<b>333 978</b>
<b>Actifs non courants</b>					
Placements	51 651	125 855	—	177 506	196 334
Autres éléments d'actif	14	3	—	17	7
Immobilisations corporelles	8 106	3 615	7	11 728	11 019
Immobilisations incorporelles	71	—	—	71	143
<b>Actifs non courants</b>	<b>59 842</b>	<b>129 473</b>	<b>7</b>	<b>189 322</b>	<b>207 503</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>198 377</b>	<b>448 796</b>	<b>10 346</b>	<b>657 519</b>	<b>541 481</b>
<b>Passif</b>					
<b>Passifs courants</b>					
Dettes	6 796	2 397	5 245	14 438	20 946
Avantages du personnel	8 788	4 500	1 035	14 323	12 625
Autres éléments de passif	13 813	5 588	—	19 401	17 040
<b>Passifs courants</b>	<b>29 397</b>	<b>12 485</b>	<b>6 280</b>	<b>48 162</b>	<b>50 611</b>
<b>Passifs non courants</b>					
Avantages du personnel	58 411	29 903	6 877	95 191	77 393
<b>Total du passif</b>	<b>87 808</b>	<b>42 388</b>	<b>13 157</b>	<b>143 353</b>	<b>128 004</b>
<b>Actif net</b>	<b>110 569</b>	<b>406 408</b>	<b>(2 811)</b>	<b>514 166</b>	<b>413 477</b>
<b>Actif net/situation nette</b>					
Excédent/(déficit) cumulé	86 311	303 393	(2 998)	386 706	364 325



	2019			Total	31 décembre 2018
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Ressources statutaires		
Excédent/(déficit) cumulé de l'année considérée	954	105 371	187	106 512	24 458
Gains/(pertes) actuariel(le)s	(9 225)	—	—	(9 225)	(29)
Remboursements aux donateurs	—	(2 356)	—	(2 356)	(2 077)
Réserves	32 529	—	—	32 529	26 800
<b>Total de l'actif net/ de la situation nette</b>	<b>110 569</b>	<b>406 408</b>	<b>(2 811)</b>	<b>514 166</b>	<b>413 477</b>

Le montant total de l'actif net/la situation nette dans l'état de la situation financière par secteur comprend :

- a) Les ressources ordinaires : les liquidités nécessaires pour financer les activités pendant les premiers mois de la nouvelle année financière en attendant qu'ONU-Femmes reçoive de nouvelles contributions volontaires des pays donateurs ;
- b) D'autres ressources correspondant aux soldes inutilisés de contributions préaffectées à des projets et programmes qui seront dépensés lors de périodes futures conformément aux accords avec les donateurs.

Le tableau ci-dessous récapitule les dépenses engagées par ONU-Femmes pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles au moyen de ressources ordinaires et d'autres ressources.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019			2018
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total	
Immobilisations corporelles	1 609	2 290	3 899	3 408
Immobilisations incorporelles	9	—	9	4
<b>Total</b>	<b>1 618</b>	<b>2 290</b>	<b>3 908</b>	<b>3 412</b>

### État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019				Total	2018
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Ressources statutaires	Éliminations		
<b>Produits</b>						
Contributions	142 963	357 430	10 162	—	510 555	392 327
Produits des placements	12 285	544	—	—	12 829	9 624
Produits divers	1 408	25 967	1 168	(24 686)	3 857	2 160
Produits d'opérations avec contrepartie directe	—	161	—	—	161	607
<b>Total des produits</b>	<b>156 656</b>	<b>384 102</b>	<b>11 330</b>	<b>(24 686)</b>	<b>527 402</b>	<b>404 718</b>

	2019					2018
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Ressources statutaires	Éliminations	Total	
<b>Charges</b>						
Avantages du personnel	84 594	47 472	9 767	—	141 833	126 584
Services contractuels	24 168	90 407	90	—	114 665	100 848
Subventions et autres transferts	334	8 821	—	—	9 155	10 845
Fournitures et maintenance	3 213	8 541	—	—	11 754	9 519
Frais de fonctionnement	28 281	92 765	1 099	(24 686)	97 459	84 747
Voyages	12 365	23 111	181	—	35 657	37 392
Amortissement et dépréciation	2 199	582	2	—	2 783	3 344
Charges financières	61	210	—	—	271	267
Charges diverses	487	6 822	4	—	7 313	6 714
<b>Total des charges</b>	<b>155 702</b>	<b>278 731</b>	<b>11 143</b>	<b>(24 686)</b>	<b>420 890</b>	<b>380 260</b>
<b>Excédent/(déficit) pour l'année</b>	<b>954</b>	<b>105 371</b>	<b>187</b>	<b>—</b>	<b>106 512</b>	<b>24 458</b>

La rubrique Éliminations figurant dans le tableau ci-dessus représente les coûts indirects de la gestion des autres ressources facturés par ONU-Femmes par application du taux de recouvrement de 8 %, approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision 2013/2 du 8 février 2013, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (contre 7 % pour les années antérieures). Ces charges indirectes apparaissent dans les états de l'année financière comme une augmentation du montant des produits servant à couvrir les dépenses d'appui ; les chiffres de fin d'année tiennent compte des éliminations.

## Note 6

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Fonds en banque	5 327	4 544
Petite caisse	27	30
Marché monétaire	82 894	36 562
Dépôts à terme	2 224	1 159
Effets de commerce	54 888	15 000
<b>Total</b>	<b>145 360</b>	<b>57 295</b>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes détenus par les bureaux extérieurs, les effets du marché monétaire, les titres de dépôt à terme et les effets de commerce à échéance inférieure à trois mois. La trésorerie disponible pour décaissement immédiat comprend les espèces en caisse et les fonds en banque. Les titres du marché monétaire et les titres de dépôt sont négociables à court terme. La trésorerie et les équivalents de trésorerie proviennent aussi bien des ressources ordinaires que des autres ressources.

**Note 7**  
**Placements**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Solde de clôture</i> <i>31 décembre 2019</i>	<i>Solde de clôture</i> <i>31 décembre 2018</i>
<b>Placements à court terme</b>		
Placements détenus jusqu'à leur échéance	244 951	216 786
Placements disponibles à la vente	579	150
<b>Total des placements à court terme</b>	<b>245 530</b>	<b>216 936</b>
<b>Placements à long terme</b>		
Placements détenus jusqu'à leur échéance	128 576	154 264
Placements disponibles à la vente	48 930	42 070
<b>Total des placements à long terme</b>	<b>177 506</b>	<b>196 334</b>
<b>Total des placements</b>	<b>423 036</b>	<b>413 270</b>

Les placements comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont gérés par le PNUD ainsi que les actifs disponibles à la vente qui sont détenus et administrés par des gestionnaires de portefeuilles extérieurs.

Aucun des placements d'ONU-Femmes ne s'est déprécié pendant l'année considérée. Les risques de crédit, de marché et de change auxquels ONU-Femmes est exposée sont indiqués dans la note 25, comme le sont les activités de gestion des risques qu'elle mène quant à ses actifs financiers, y compris ses placements.

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements de l'Entité comprennent une somme de 73,5 millions de dollars destinée, comme il est indiqué dans la note 15, à la couverture de charges futures afférentes au régime d'assurance maladie après la cessation de service, aux prestations liées au rapatriement et aux indemnisations en cas de décès, ainsi qu'une somme de 26,5 millions de dollars pour la réserve opérationnelle et de 1 million de dollars pour la réserve au titre des bureaux et logements hors siège comme indiqué dans la note 18. Les fonds placés proviennent aussi bien des ressources ordinaires que des autres ressources.

**7.1**

**Placements : titres détenus jusqu'à leur échéance**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Solde</i> <i>de clôture</i> <i>31 décembre</i> <i>2018</i>	<i>Achats</i>	<i>Échéances</i> <i>atteintes</i>	<i>Amortissement</i>	<i>Plus-values/</i> <i>(moins-values)</i> <i>latentes</i>	<i>Reclassement</i> <i>de long terme</i> <i>à court terme</i>	<i>Solde</i> <i>de clôture</i> <i>31 décembre</i> <i>2019</i>	<i>Juste valeur</i>
<b>Placements à court terme</b>								
Instruments du marché monétaire	65 000	214 142	(170 000)	579	–	–	109 721	109 726
Obligations et bons	151 786	80 789	(187 533)	243	–	89 945	135 230	135 324
<b>Total partiel</b>	<b>216 786</b>	<b>294 931</b>	<b>(357 533)</b>	<b>822</b>	<b>–</b>	<b>89 945</b>	<b>244 951</b>	<b>245 050</b>

	<i>Solde de clôture 31 décembre 2018</i>	<i>Achats</i>	<i>Échéances atteintes</i>	<i>Amortissement</i>	<i>Plus-values/ (moins-values) latentes</i>	<i>Reclassement de long terme à court terme</i>	<i>Solde de clôture 31 décembre 2019</i>	<i>Juste valeur</i>
<b>Placements à long terme</b>								
Obligations et bons	154 264	103 765	(40 000)	492	–	(89 945)	128 576	129 769
<b>Total partiel</b>	<b>154 264</b>	<b>103 765</b>	<b>(40 000)</b>	<b>492</b>	<b>–</b>	<b>(89 945)</b>	<b>128 576</b>	<b>129 769</b>
<b>Total des placements détenus jusqu'à leur échéance</b>	<b>371 050</b>	<b>398 696</b>	<b>(397 533)</b>	<b>1 314</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>373 527</b>	<b>374 819</b>

Les titres détenus jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Au 31 décembre 2019, la juste valeur de ces titres était supérieure de 1,3 million de dollars à leur valeur comptable. La juste valeur est calculée en fonction des cotations d'opérateurs financiers de bonne réputation. En 2019, le rendement moyen s'est établi à 2,3 % (contre 1,94 % en 2018).

## 7.2

### Placements : actifs financiers disponibles à la vente

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Solde de clôture 31 décembre 2019</i>	<i>Solde de clôture 31 décembre 2018</i>
<b>Placements à court terme</b>		
Obligations	579	150
<b>Total des placements à court terme</b>	<b>579</b>	<b>150</b>
<b>Placements à long terme</b>		
Actions	26 896	25 806
Actions : ajustements de la juste valeur	4 590	(291)
Obligations	17 116	17 096
Obligations : ajustements de la juste valeur	328	(541)
<b>Total des placements à long terme</b>	<b>48 930</b>	<b>42 070</b>
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>49 509</b>	<b>42 220</b>

Le tableau ci-dessous indique la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente détenus par l'Entité au 31 décembre 2019, par niveau.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Niveau 1</i>	<i>Niveau 2</i>	<i>Niveau 3</i>	<i>Total</i>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>				
Actions	31 486	–	–	31 486
Obligations	18 023	–	–	18 023
<b>Total</b>	<b>49 509</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>49 509</b>

En fonction de la nature des données utilisées aux fins de l'évaluation, les normes IPSAS définissent les trois niveaux de juste valeur suivants :

- a) Niveau 1 : cours sur les marchés actifs, non corrigés, d'actifs ou de passifs identiques ;
- b) Niveau 2 : éléments d'évaluation autres que les cours de marché relevant du niveau 1, qui sont obtenus soit directement (cours), soit indirectement (dérivés de cours) pour l'actif ou le passif considéré ;
- c) Niveau 3 : éléments d'évaluation de l'actif ou du passif considéré ne reposant pas sur des données de marché observables (éléments non attestés).

Les actifs financiers disponibles à la vente correspondent à des placements gérés par des gestionnaires de portefeuille externes aux fins de l'assurance maladie après la cessation de service (voir notes 7 et 25).

## Note 8 Créances

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Contributions à recevoir	30 720	19 504
À déduire : provision pour créances douteuses	(2 600)	—
<b>Total des créances</b>	<b>28 120</b>	<b>19 504</b>

Les contributions à recevoir sont les contributions annoncées mais non encore versées à ONU-Femmes par les donateurs. La provision pour créances douteuses est calculée d'après une analyse de l'ancienneté des arriérés et d'après les perspectives de recouvrement du solde impayé.

## Note 9 Avances

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Avances à des organismes des Nations Unies	6 311	6 558
Avances à d'autres partenaires	34 739	26 537
<i>Répartition selon l'origine des fonds :</i>		
Ressources ordinaires	714	1 148
Autres ressources		
Participation aux coûts	26 357	16 582
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes	7 262	7 592
Fonds pour l'égalité des sexes	406	1 215
À déduire : provision pour créances douteuses (risque de non-recouvrement de sommes avancées à des partenaires)	(24)	(67)
<b>Total partiel</b>	<b>41 026</b>	<b>33 028</b>

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Avances versées aux fonctionnaires	2 369	1 853
<b>Total des avances</b>	<b>43 395</b>	<b>34 881</b>

Les avances sont des transferts de fonds au profit d'organismes des Nations Unies et d'autres partenaires pour les besoins de l'exécution des programmes, ou au profit de fonctionnaires. Ces avances sont portées à l'actif selon la méthode du coût historique diminué des provisions pour créances douteuses.

Sont déduits des avances accordées à des partenaires d'ONU-Femmes les montants qui sont portés en charges à mesure de la réception d'états certifiés des dépenses effectuées par les partenaires. Au 31 décembre 2019, environ 99,8 % de la totalité des avances accordées à des partenaires qui n'étaient pas encore remboursées avaient été concédées moins de 12 mois auparavant et avaient trait à des activités programmatiques.

Les sommes avancées à des fonctionnaires comprennent des avances de traitement et de subvention de loyer et le paiement anticipé de l'indemnité pour frais d'études ; ces avances s'éteignent généralement dans un délai maximum de 12 mois.

#### Note 10

##### Autres éléments d'actif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Actifs courants</b>		
Intérêts et dividendes à recevoir	2 021	2 248
Créances diverses	3 771	3 101
<b>Total partiel</b>	<b>5 792</b>	<b>5 349</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Dépôt de garantie	17	7
<b>Total partiel</b>	<b>17</b>	<b>7</b>
<b>Total des autres éléments d'actif</b>	<b>5 809</b>	<b>5 356</b>

Les créances diverses comprennent les taxes sur la valeur ajoutée, les taxes sur les ventes, les loyers et les impôts dus par les organismes des Nations Unies, diverses créances accessoires et les dépenses à recouvrer.

#### Note 11

##### Stocks

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Publications techniques gratuites	—	13
<b>Total des stocks</b>	<b>—</b>	<b>13</b>

Note 12

**Immobilisations corporelles**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Immeubles	Matériel informatique et matériel de communication	Mobilier et agencements	Véhicules	Matériel et outillage	Matériel de sécurité	Améliorations locatives	Constructions d'actifs immobilisés	Total
<b>Au 31 décembre 2018</b>									
Coût	2 247	10 028	1 135	9 238	1 193	845	2 768	–	27 454
Cumul des amortissements	(660)	(6 149)	(742)	(5 863)	(901)	(580)	(1 540)	–	(16 435)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>1 587</b>	<b>3 879</b>	<b>393</b>	<b>3 375</b>	<b>292</b>	<b>265</b>	<b>1 228</b>		<b>11 019</b>
<b>Variations enregistrées pendant l'année terminée le 31 décembre 2019</b>									
Entrées	259	1 695	118	1 072	117	49	944	23	4 277
Dettes fournisseurs factures non parvenues	–	11	–	–	–	–	–	–	11
Ajustements apportés au coût	(119)	(22)	(1)	3	–	–	(250)		(389)
Mises hors service	–	(1 077)	(40)	(424)	(50)	(38)	(328)	–	(1 957)
Reclassement d'actifs	–	–	(3)	–	–	–	3	–	–
Mises hors service – amortissements cumulés	–	984	24	367	46	32	14	–	1 467
Amortissement	(181)	(1 078)	(88)	(684)	(97)	(101)	(471)	–	(2 700)
<b>Valeur nette comptable de clôture au 31 décembre 2019</b>	<b>1 546</b>	<b>4 392</b>	<b>403</b>	<b>3 709</b>	<b>308</b>	<b>207</b>	<b>1 140</b>	<b>23</b>	<b>11 728</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>									
Coût	2 387	10 635	1 209	9 889	1 260	856	3 137	23	29 396
Cumul des amortissements	(841)	(6 243)	(806)	(6 180)	(952)	(649)	(1 997)	–	(17 668)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>1 546</b>	<b>4 392</b>	<b>403</b>	<b>3 709</b>	<b>308</b>	<b>207</b>	<b>1 140</b>	<b>23</b>	<b>11 728</b>

Ces actifs font l'objet chaque année de tests de dépréciation et, au 31 décembre 2019, ONU-Femmes n'avait constaté aucune dépréciation de ses immobilisations corporelles. À cette même date, la valeur au coût d'acquisition des immobilisations corporelles intégralement amorties mais encore en service se chiffrait à 5,4 millions de dollars.

## Note 13

**Immobilisations incorporelles**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Logiciels acquis à l'extérieur</i>	<i>Total</i>
<b>Au 31 décembre 2018</b>		
Coût	403	403
Cumul des amortissements	(260)	(260)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>143</b>	<b>143</b>
<b>Variations enregistrées pendant l'année terminée le 31 décembre 2019</b>		
Entrées	30	30
Ajustements de charges	(21)	(21)
Amortissement	(81)	(81)
<b>Valeur nette comptable de clôture au 31 décembre 2019</b>	<b>71</b>	<b>71</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>		
Coût	412	412
Cumul des amortissements	(341)	(341)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>71</b>	<b>71</b>

## Note 14

**Dettes**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2019</i>	<i>31 décembre 2018</i>
Sommes dues à des tiers	8 593	4 865
Sommes à payer à des organismes des Nations Unies		
Programme des Nations Unies pour le développement	3 699	13 955
Fonds d'équipement des Nations Unies	9	6
Fonds des Nations Unies pour la population	87	249
Charges à payer	2 050	1 871
<b>Total des dettes</b>	<b>14 438</b>	<b>20 946</b>

Les sommes à payer à des tiers correspondent aux montants dus au titre de biens et de services pour lesquels des factures ont été reçues. Les sommes à payer à des organismes des Nations Unies concernent les dépenses effectuées par ces organismes pour le compte d'ONU-Femmes, qui leur sont remboursées au cours de l'année suivante.

Les charges à payer sont le montant estimatif, lorsqu'il peut être établi de façon fiable, des sommes dues par ONU-Femmes pour des biens déjà livrés et des services rendus qui n'ont pas encore été facturés.



## Note 15

### Avantages du personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Passifs courants liés aux avantages du personnel</b>		
Congés annuels accumulés	10 918	9 617
Congés dans les foyers accumulés	1 327	1 453
Assurance maladie après la cessation de service	335	607
Prestations liées au rapatriement	1 717	931
Capital-décès	26	17
<b>Total partiel</b>	<b>14 323</b>	<b>12 625</b>
<b>Passifs non courants liés aux avantages du personnel</b>		
Assurance maladie après la cessation de service	76 743	63 631
Prestations liées au rapatriement	18 103	13 612
Capital-décès	345	150
<b>Total partiel</b>	<b>95 191</b>	<b>77 393</b>
<b>Total</b>	<b>109 514</b>	<b>90 018</b>

#### a) Passifs courants liés aux avantages du personnel

La part courante des passifs liés aux avantages du personnel payables à court terme comprend les paiements au titre des jours de congé annuel accumulés et du congé dans les foyers, calculés conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU. Les passifs courants comprennent également la part payable pendant l'année financière des subventions du régime d'assurance maladie après la cessation de service et des prestations liées au rapatriement ainsi qu'au capital-décès, montant qui est établi d'après les résultats d'une évaluation actuarielle.

#### b) Passifs non courants liés aux avantages du personnel

Les passifs non courants liés aux avantages du personnel payables à long terme comprennent les subventions du régime d'assurance maladie après la cessation de service et les prestations liées au rapatriement ainsi qu'au capital-décès qui ne sont pas payables pendant l'année financière ; leur montant est déterminé d'après une évaluation actuarielle.

### Évaluations actuarielles

Les avantages postérieurs à l'emploi sont constitués conformément au Règlement et au Statut du personnel de l'ONU, et les montants des engagements correspondants sont calculés par des actuaires indépendants.

Comme l'exige la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), une évaluation actuarielle a été réalisée pour les besoins de la présentation de l'information financière et de l'établissement des états financiers au 31 décembre 2019 concernant le passif au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et des prestations liées au rapatriement et au capital-décès.

### **Assurance maladie après la cessation de service**

ONU-Femmes verse aux anciens fonctionnaires qui remplissent les conditions voulues et aux personnes à leur charge des subventions correspondant à la participation de l'Entité au régime d'assurance maladie et d'assurance accidents. Peuvent y prétendre ceux qui, âgés d'au moins 55 ans, ont cotisé au régime au minimum pendant cinq années (s'ils ont été engagés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2007) ou pendant 10 années (s'ils ont été engagés postérieurement à cette date).

La part non courante du passif afférent à l'assurance maladie après la cessation de service s'élève à 76,7 millions de dollars et comprend un montant de 54,2 millions de dollars pour les fonctionnaires en activité qui, à la date de l'évaluation actuarielle, ne remplissaient pas encore les conditions requises pour bénéficier de cet avantage ; l'effectif de ces derniers est déterminé en prenant pour hypothèse qu'un certain nombre d'entre eux quitteront le service d'ONU-Femmes avant d'avoir rempli les conditions d'âge et de durée de service.

Au 31 décembre 2019, le régime était financé à hauteur de 63,3 millions de dollars. Un plan de financement prévoyant l'affectation annuelle d'un montant égal à 8 % de la masse salariale est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. La majorité des actifs détenus et auxquels est adossé le régime sont placés dans un portefeuille spécifique géré par des gestionnaires externes (voir notes 7 et 25).

La valeur actuelle des engagements au titre de ce régime à prestations définies est déterminée selon la méthode des unités de crédit projetées, avec actualisation du montant estimatif des décaissements futurs.

### **Prestations liées au rapatriement**

Lors de leur cessation de service, les fonctionnaires d'ONU-Femmes peuvent sous certaines conditions prétendre à une prestation liée au rapatriement (prime de rapatriement et prise en charge des frais de voyage et des frais d'expédition des effets personnels) tenant compte des personnes qui sont à leur charge. Cette prestation est versée aux fonctionnaires recrutés sur le plan international qui cessent leurs fonctions après au moins une année de service y ouvrant droit, à condition que leur dernier lieu d'affectation et de résidence ne soit pas situé dans le pays dont ils ont la nationalité et qu'ils n'aient été ni relevés de leurs fonctions ni licenciés pour abandon de poste.

La part non courante du passif afférent aux frais de rapatriement, qui s'élève à 18,1 millions de dollars, comprend des engagements d'un montant de 18,9 millions de dollars représentant les droits acquis par les fonctionnaires en activité qui, à la date de l'évaluation actuarielle, ne remplissaient pas encore les conditions requises pour bénéficier de cet avantage ; l'effectif de ces derniers est déterminé en prenant pour hypothèse qu'un certain nombre d'entre eux quitteront le service d'ONU-Femmes avant d'avoir rempli les conditions d'âge et de durée de service.

Au 31 décembre 2019, le régime était financé à hauteur de 9,9 millions de dollars. Un plan de financement prévoyant l'affectation annuelle d'un montant égal à 3,75 % de la masse salariale est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les actifs auxquels est adossé le régime sont compris dans le portefeuille de placements d'ONU-Femmes (voir note 7).

### **Capital-décès**

Le capital-décès est un avantage qui s'inscrit dans le cadre d'un régime à prestations définies. L'engagement est constitué à partir du moment où le fonctionnaire remplissant les conditions requises entre au service de l'Entité. Les versements sont exigibles au décès de la personne lorsque celle-ci, laissant un

conjoint ou une conjointe survivant(e) ou un enfant à charge, a travaillé à temps complet en service continu et était titulaire d'un engagement à durée déterminée, ou continu ou permanent. Ne peuvent prétendre à cette prestation les fonctionnaires non mariés ou sans enfants à charge. Au 31 décembre 2019, le régime était intégralement financé, ce qui représente un montant de 0,3 million de dollars, et les actifs auxquels est adossé le régime sont compris dans le portefeuille de placements d'ONU-Femmes (voir note 7).

Le tableau ci-après, établi en fonction des résultats de l'évaluation actuarielle, illustre la variation de la valeur actualisée de l'engagement au titre des régimes à prestations définies.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Capital-décès</i>
<b>Montant net des engagements en début d'année</b>	<b>64 238</b>	<b>14 543</b>	<b>167</b>
<b>Facteurs d'augmentation des engagements</b>			
Coûts des services rendus	5 629	1 354	24
Coût financier	3 017	603	11
Perte/(gain) actuariel(le)	4 825	4 284	87
Modification des hypothèses démographiques	—	—	112
<b>Facteurs de diminution des engagements</b>			
Versement des prestations	(631)	(964)	(30)
<b>Montant net des engagements en fin d'année</b>	<b>77 078</b>	<b>19 820</b>	<b>371</b>

Les versements de prestations figurant dans le tableau ci-dessus sont des estimations établies à partir des résultats des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'année 2019. Au 31 décembre 2019, les prestations versées par ONU-Femmes au titre de l'assurance maladie après la cessation de service s'élevaient à 0,3 million de dollars et les prestations liées au rapatriement à 0,4 million de dollars. En 2019, un versement de 0,01 million de dollars a été fait au titre du capital-décès.

Les charges annuelles figurant dans l'état des résultats financiers pour 2019 se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>
Coûts des services rendus	5 629	1 354
Coût financier	3 017	603
<b>Total des charges comptabilisées</b>	<b>8 646</b>	<b>1 957</b>

### Hypothèses actuarielles

Les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ont été calculés par application des courbes des taux fournies par Aon Hewitt au 31 décembre 2019 pour assurer la cohérence de toutes les hypothèses actuarielles de l'ensemble du

système des Nations Unies. Une évaluation actuarielle a été réalisée par application de la courbe d'actualisation complète, dont les résultats ont été exploités pour déterminer le taux unique équivalent pour chaque régime.

Les taux uniques équivalents déterminés pour les trois régimes sont les suivants :

<i>Taux unique équivalent</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
Assurance maladie après la cessation de service	3,68 %	4,72 %
Prestations liées au rapatriement	3,16 %	4,29 %
Capital-décès	2,44 %	4,21 %

Après avoir étudié diverses sources, l'actuaire a retenu un taux d'inflation à long terme de 2,20 %. Les hypothèses suivantes ont également été retenues :

Taux tendanciel des frais médicaux (en fonction du régime)	2,85-3,85 %
Taux d'augmentation des traitements (en fonction de l'âge et de la catégorie des fonctionnaires)	3,5-9,3 %
Coût des prestations par personne (en fonction de l'âge)	932-13 819 dollars É.-U.

Les prestations versées au titre du régime d'assurance maladie après la cessation de service sont calculées par application de la méthode linéaire au prorata des années de service accomplies entre la date de recrutement et la date d'accumulation de l'intégralité des droits à prestations. Par le passé, les prestations liées au rapatriement et au capital-décès étaient calculées par application de la méthode linéaire. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, elles sont déterminées par application de la méthode de calcul des prestations, conformément à l'usage d'autres organismes des Nations Unies et en application du paragraphe 72 de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). L'incidence de ce changement de méthode est prise en compte dans le total des prestations définies portées en charge.

Les hypothèses relatives à la mortalité pour 2019 reposent sur les hypothèses relatives aux taux de mortalité, de départ à la retraite et de liquidation des droits utilisées pour les évaluations les plus récentes du régime de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui, les années précédentes, étaient fondées sur les tables et statistiques publiées. De la sorte, les modélisations se rapprocheront davantage de celles faites pour le régime de la Caisse. Les taux de mortalité retenus pour calculer le montant des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et des prestations liées au rapatriement sont actuellement les suivants :

<i>Taux de décès avant le départ à la retraite</i>	<i>À l'âge de 20 ans</i>	<i>À l'âge de 69 ans</i>
Hommes	0,00056	0,00718
Femmes	0,00037	0,00522

<i>Taux de décès après le départ à la retraite</i>	<i>À l'âge de 20 ans</i>	<i>À l'âge de 70 ans</i>
Hommes	0,00062	0,00913
Femmes	0,00035	0,00561

<i>Taux de départ à la retraite : administrateurs comptant au moins 30 années d'ancienneté</i>	<i>À l'âge de 55 ans</i>	<i>À l'âge de 70 ans</i>
Hommes	0,16	1,00
Femmes	0,20	1,00

### Analyse de sensibilité

Selon le rapport de l'actuaire, toute modification des hypothèses exposées ci-dessus aurait les incidences présentées dans le tableau ci-dessous sur les estimations des engagements au titre des régimes à prestations définies, du coût des services rendus au cours de la période et du coût financier.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Variation</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Capital-décès</i>
<b>Incidence d'une modification des hypothèses</b>		<b>77 078</b>	<b>19 820</b>	<b>371</b>
Incidence du taux d'actualisation sur le montant des engagements en fin d'année				
Hausse du taux d'actualisation	0,5 %	(9 200)	(875)	(15)
En pourcentage des engagements en fin d'année		-12 %	-4 %	-4 %
Diminution du taux d'actualisation	(0,5 %)	10 841	947	16
En pourcentage des engagements en fin d'année		14 %	5 %	4 %
<b>Incidence d'une variation du taux tendanciel des frais médicaux</b>				
Incidence sur les engagements cumulés au titre des avantages postérieurs à l'emploi, en fin d'année				
Hausse du taux tendanciel des frais médicaux	0,5 %	10 510	Sans objet	Sans objet
Diminution du taux tendanciel des frais médicaux	(0,5 %)	(9 026)	Sans objet	Sans objet
<b>Incidence cumulée sur le coût des services rendus et le coût financier</b>				
Hausse du taux tendanciel des frais médicaux	0,5 %	1 641	Sans objet	Sans objet
Diminution du taux tendanciel des frais médicaux	(0,5 %)	(1 386)	Sans objet	Sans objet

ONU-Femmes estime qu'au cours des 12 prochains mois, le montant des cotisations versées au titre de l'assurance maladie après la cessation de service s'élèvera à 0,3 million de dollars, et celui versé au titre des prestations liées au rapatriement à 1,8 million de dollars.

### Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

ONU-Femmes est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeurs à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts, règlements et système d'ajustement des pensions de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. ONU-Femmes, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les cotisations versées par ONU-Femmes à la Caisse des pensions pendant l'année financière sont comptabilisées en charges.

Les Statuts de la Caisse stipulent que le Comité mixte fait procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Dans les faits, le Comité mixte fait procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans selon la méthode des groupes avec entrants. L'évaluation a essentiellement pour but de déterminer si les avoirs de la Caisse à la date de l'évaluation et le montant estimatif de ses avoirs futurs lui permettront de faire face à ses engagements.

ONU-Femmes a envers la Caisse l'obligation financière de lui verser les cotisations statutaires fixées par l'Assemblée générale (qui sont actuellement égales à 7,9 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension pour les fonctionnaires et à 15,8 % pour les organisations affiliées) ainsi que la part qui lui correspond pour combler un éventuel déficit actuariel, comme l'exige l'article 26 des Statuts de la Caisse. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chacune des organisations affiliées contribue à le combler au prorata du montant total des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation. En 2017, la Caisse a constaté des anomalies dans les données démographiques utilisées aux fins de l'évaluation actuarielle arrêtée le 31 décembre 2015. Aussi, contrairement à la règle qui prévoit un cycle de deux ans, elle a considéré, aux fins de l'établissement des états financiers de 2016, que les données sur la participation arrêtées au 31 décembre 2013 s'appliquaient au 31 décembre 2016.

L'évaluation actuarielle du Fonds la plus récente a été achevée le 31 décembre 2017, et l'évaluation au 31 décembre 2019 est en cours. Aux fins de l'établissement des états financiers de 2018, il a été considéré que les données sur la participation arrêtées au 31 décembre 2017 s'appliquaient au 31 décembre 2018.

L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2017 a donné un taux de couverture des engagements, compte non tenu des ajustements futurs des pensions, de 139,2 %. Une fois le système actuel d'ajustement des pensions pris en considération, le taux de couverture était de 102,7 %.

Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2017, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des avoirs était supérieure à celle de la totalité des obligations du régime. En outre, la valeur de marché des actifs était elle aussi supérieure à la valeur actuarielle de la totalité du passif à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel constaté, soit lors de l'évaluation en cours, soit en raison de la cessation des activités de la Caisse, chaque organisation affiliée contribuerait à le combler au prorata des cotisations

qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Le montant total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédentes (2016, 2017 et 2018) s'élevait à 7 131,56 millions de dollars des États-Unis ; 0,6 % de ce montant avait été cotisé par ONU-Femmes.

Les cotisations versées en 2019 par ONU-Femmes à la Caisse se sont élevées à 18,2 millions de dollars, contre 15,2 millions en 2018. En 2020, elles devraient atteindre environ 22 millions de dollars.

Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

Le Comité des commissaires aux comptes audite chaque année les comptes de la Caisse et en rend compte au Comité mixte et à l'Assemblée générale. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses placements, qui peuvent être consultés sur son site Web ([www.unjspf.org/fr/](http://www.unjspf.org/fr/)).

## Note 16

### Autres éléments de passif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Produits constatés d'avance	381	1 307
Fonds reçus d'avance	3 504	2 908
Placements	13	27
Autres charges à payer	15 101	11 677
Dettes diverses	402	1 121
<b>Autres passifs courants</b>	<b>19 401</b>	<b>17 040</b>

Les produits constatés d'avance sont les fonds reçus pour des périodes à venir en application d'accords pluriannuels conclus avec les donateurs prévoyant des versements par tranches annuelles jusqu'à expiration de l'accord. Ils sont comptabilisés à mesure que les conditions prévues sont remplies. Les fonds reçus à l'avance représentent des fonds détenus en attendant la signature d'accords avec les donateurs ou leur versement.

La rubrique Placements correspond à une opération de change qui s'est achevée en janvier 2020 (2018 : janvier 2019). La rubrique Autres charges à payer représente les fonds cumulés pour les paiements relatifs à la sécurité, à la formation, à l'informatique et aux communications, aux audits et aux remboursements imputables aux activités des Nations Unies bénéficiant d'un financement conjoint. La rubrique Dettes diverses représente les fonds en attente de restitution aux donateurs et d'autres éléments de passif.

**Note 17****Excédent ou déficit cumulé**

Le tableau ci-après illustre les variations de l'excédent ou du déficit cumulé au cours de l'année.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Excédent/(déficit) cumulé en début d'année</b>	<b>386 677</b>	<b>352 970</b>
Excédent/(déficit) cumulé de l'année considérée	106 512	24 458
Transfert à la réserve opérationnelle	–	(1 620)
Remboursements aux donateurs	(2 356)	(2 077)
Gain/(perte) actuariel(le)	(9 196)	12 946
<b>Excédent/(déficit) cumulé en fin d'année</b>	<b>481 637</b>	<b>386 677</b>

**a) Réserve IPSAS**

L'excédent cumulé comprend un solde de 12,8 millions de dollars relatif aux réserves instituées en application des normes IPSAS. Aucun ajustement n'y a été apporté durant l'année.

**b) Remboursements aux donateurs**

Il s'agit des sommes à restituer aux donateurs, conformément aux accords conclus avec eux, une fois les projets et programmes menés à bonne fin.

**c) Gains ou pertes actuariels**

Les pertes actuarielles relatives aux engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et aux prestations liées au rapatriement et au capital-décès, qui s'élèvent à 9,2 millions de dollars, ont été comptabilisées selon la méthode de capitalisation de la valeur des réserves ; elles figurent à l'actif dans l'état de la situation financière et dans l'état des variations de l'actif net pour l'année financière où elles surviennent (voir la note 15).

**Note 18****Réserves**

La variation des réserves au cours de l'année s'est établie comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	Variation	31 décembre 2018
Réserve opérationnelle	26 520	–	26 520
Réserve au titre des bureaux et logements hors siège	1 000	–	1 000
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente	5 009	5 729	(720)
<b>Total</b>	<b>32 529</b>	<b>5 729</b>	<b>26 800</b>



**a) Réserve opérationnelle**

Conformément à l'article 19.2 du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Entité et à la décision 2012/8 du Conseil d'administration en date du 30 novembre 2012, ONU-Femmes maintient une réserve opérationnelle de 26,5 millions de dollars qui a pour objet de garantir la viabilité et l'intégrité financières de l'Entité. Le montant de la réserve opérationnelle n'a pas augmenté en 2019. Intégralement provisionnée, la réserve opérationnelle est constituée d'actifs liquides rapidement convertibles qui font partie du portefeuille des placements irrévocables d'ONU-Femmes. Elle est exclusivement destinée à couvrir les fluctuations à la baisse ou l'insuffisance des ressources concernant les éléments suivants : flux de trésorerie, écart entre les coûts effectifs et les estimations prévisionnelles ou fluctuations tenant à l'exécution des programmes, et autres imprévus engendrant une diminution des ressources affectées à des programmes.

**b) Réserve au titre des bureaux et logements hors siège**

Une réserve de 1 million de dollars a été constituée au titre des bureaux et logements hors siège conformément à la décision 2012/8 du Conseil d'administration. Étant en train de se doter de bureaux régionaux, et par conséquent appelée à utiliser davantage les locaux partagés par les organismes des Nations Unies, ONU-Femmes s'attend à voir augmenter sa participation à leur financement. Il lui sera possible d'opérer à cet effet des prélèvements sur cette réserve, qui sera reconstituée chaque année par virement de fonds provenant de l'excédent accumulé.

**Note 19**

**Contributions volontaires**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019	2018
Contributions	498 696	382 924
Contributions en nature	1 697	1 371
<b>Total</b>	<b>500 393</b>	<b>384 295</b>

Les contributions en nature, qui correspondent aux biens mis à disposition par les pays et par les organismes des Nations Unies, se sont élevées à 1,7 million de dollars. En 2019, ONU-Femmes a également reçu des contributions en nature sous forme de services, d'une valeur de 5,1 millions de dollars (contre 7,2 millions de dollars en 2018), qui, conformément aux méthodes comptables en vigueur, n'ont pas été comptabilisées.

**Note 20**

**Contributions statutaires**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019	2018
Contributions statutaires	10 162	8 032
<b>Total</b>	<b>10 162</b>	<b>8 032</b>

La part des contributions statutaires qui revient à ONU-Femmes lui est versée sous la forme d'une allocation annuelle de crédit imputée au budget ordinaire de l'ONU.

**Note 21****Produits des placements**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019	2018
Intérêts créditeurs	10 552	8 955
Amortissement des placements	1 758	173
Dividendes	519	496
<b>Total</b>	<b>12 829</b>	<b>9 624</b>

L'amortissement des placements est le résultat net de l'amortissement des primes (débit) et des escomptes (crédit) compris dans le prix d'acquisition des obligations. Conformément aux principes de la comptabilité d'exercice, ces primes et escomptes sont amortis sur la durée de l'emprunt. Le crédit enregistré s'explique par le fait que la stratégie d'investissement globale du portefeuille continue de privilégier les obligations à escompte.

**Note 22****Produits divers**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019	2018
Gain de change	1 521	756
Produits accessoires	1 862	1 350
Commissions et services d'appui	25 160	17 229
À déduire : éliminations	(24 686)	(17 175)
<b>Total</b>	<b>3 857</b>	<b>2 160</b>

Les produits accessoires représentent le remboursement des loyers par le Secrétariat, le remboursement pour les services fournis par d'autres entités des Nations Unies et d'autres produits. Les coûts indirects de la gestion des autres ressources facturés par ONU-Femmes sont calculés par application du taux de recouvrement approuvé par le Conseil d'administration ; ils apparaissent dans les états de l'année financière comme une augmentation du montant des commissions et services d'appui ; les chiffres de fin d'année tiennent compte des éliminations (voir note 5).

**Note 23**

**Produits d'opérations avec contrepartie directe**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019	2018
Produits d'opérations avec contrepartie directe	161	607
<b>Total</b>	<b>161</b>	<b>607</b>

Les produits d'opérations avec contrepartie directe sont tirés des formations sur l'égalité des genres dispensées à d'autres entités des Nations Unies, à des gouvernements, à des organisations de la société civile et au public, ainsi que des supports de formation et de l'appui technique fournis dans ce cadre.

**Note 24**

**Charges**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019	2018
<b>Avantages du personnel</b>		
Coûts salariaux	96 610	84 915
Prestations de retraite	18 188	15 245
Avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail	11 649	11 320
Prestations liées aux congés	2 422	2 550
Autres avantages du personnel	12 964	12 554
Charges institutionnelles connexes	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>141 833</b>	<b>126 584</b>
<b>Services contractuels</b>		
Services de vacataires	82 621	69 750
Services rendus par des sociétés	28 226	28 434
Charges afférentes aux Volontaires des Nations Unies	3 818	2 664
<b>Total partiel</b>	<b>114 665</b>	<b>100 848</b>
<b>Subventions et autres transferts</b>	<b>9 155</b>	<b>10 845</b>
<b>Fournitures et maintenance</b>		
Maintenance et biens durables non immobilisés	7 301	5 681
Maintenance et matériel informatique et matériel de communication non immobilisés	1 768	1 518
Maintenance et logiciels et licences non immobilisés	1 660	1 333
Consommables	1 025	987
<b>Total partiel</b>	<b>11 754</b>	<b>9 519</b>

	2019	2018
<b>Frais de fonctionnement</b>		
Communications	15 174	15 193
Formation et recrutement	42 510	32 038
Services d'appui fournis moyennant remboursement par des organismes des Nations Unies	5 954	7 910
Assurances/garanties	159	169
Loyers, contrats de location, services collectifs de distribution	21 137	19 423
Services spécialisés	2 453	1 553
Fret	216	149
Autres frais de fonctionnement	6 897	6 124
Coût des services généraux de gestion	2 959	2 188
<b>Total partiel</b>	<b>97 459</b>	<b>84 747</b>
<b>Voyages</b>		
Billets d'avion	14 689	14 992
Indemnité journalière de subsistance	17 531	19 259
Autres	3 437	3 141
<b>Total partiel</b>	<b>35 657</b>	<b>37 392</b>
<b>Amortissement</b>	<b>2 783</b>	<b>3 344</b>
<b>Charges financières</b>		
Frais bancaires	271	267
<b>Total partiel</b>	<b>271</b>	<b>267</b>
<b>Charges diverses</b>		
Frais de papeterie et frais divers afférents aux projets	3 869	2 629
Pertes de change	434	4 142
Pertes sur cession d'immobilisations corporelles	400	264
Dépréciation et sorties de bilan : périodes antérieures et période considérée	2 610	(321)
<b>Total partiel</b>	<b>7 313</b>	<b>6 714</b>
<b>Total des charges</b>	<b>420 890</b>	<b>380 260</b>

**Note 25****Risques financiers**

Le PNUD administre les activités de placement d'ONU-Femmes dans le cadre d'un accord de prestations de services, en vertu duquel il applique ses directives pour la gestion des placements et son cadre de gouvernance dans l'intérêt de l'Entité. Les placements sont enregistrés au nom d'ONU-Femmes, et les titres négociables sont détenus par un dépositaire nommé par le PNUD.

Les principaux objectifs des directives pour la gestion des placements consistent, par ordre d'importance, à assurer :

a) La sécurité – c'est-à-dire préserver le capital, en investissant dans des titres à revenu fixe provenant d'émetteurs dont la qualité de crédit est très satisfaisante ;

b) Des liquidités – c'est-à-dire donner la latitude nécessaire pour faire face aux besoins de trésorerie, en investissant dans des titres à revenu fixe facilement négociables et en échelonnant comme il convient les échéances des placements ;

c) Des produits – c'est-à-dire optimiser le produit des placements en assurant la sécurité et les liquidités susvisées.

Composé de membres de l'équipe dirigeante, le Comité des placements du PNUD se réunit tous les trimestres pour examiner la performance du portefeuille et s'assurer que les décisions relatives aux placements ont été prises conformément aux directives établies. Le PNUD présente à ONU-Femmes des rapports mensuels et trimestriels détaillés sur le rendement des placements, faisant état de la composition et de la performance du portefeuille. Le Directeur ou la Directrice de la Division de la gestion et de l'administration, le Directeur adjoint ou la Directrice adjointe du service de la gestion financière et le ou la responsable du budget se réunissent tous les trimestres avec la Trésorerie du PNUD pour examiner le rendement du portefeuille de l'Entité et actualiser les prévisions relatives aux flux de trésorerie.

En 2016, ONU-Femmes a confié à des gérants de portefeuille externes la gestion d'une partie des fonds consacrés à l'assurance maladie après la cessation de service afin d'obtenir un taux de rendement suffisant compte tenu de l'horizon à long terme des engagements. Le portefeuille peut être composé d'éléments de trésorerie, d'équivalents de trésorerie, d'actions et de titres à revenu fixe. Au 31 décembre 2019, il était constitué de titres disponibles à la vente.

Les activités des gérants de portefeuille externes obéissent aux directives relatives aux placements afférents à l'assurance maladie après la cessation de service. Ces directives prévoient que tous les investissements doivent s'effectuer dans des conditions optimales de sécurité et respecter les principes de responsabilité effective et de responsabilité sociale tout en étant entièrement conformes aux normes les plus rigoureuses de qualité, d'efficacité, de compétence et d'intégrité. Elles sont périodiquement révisées et approuvées par le comité des placements afférents à l'assurance maladie après la cessation de service, dont ONU-Femmes est membre. Le comité des placements se réunit régulièrement et les gérants de portefeuille externes lui présentent des rapports mensuels.

ONU-Femmes est exposée à toute une série de risques financiers associés aux instruments financiers dont elle dispose, dont :

a) Le risque de crédit : la possibilité que des tiers ne puissent régler les montants devenus exigibles ;

b) Le risque de liquidité : la probabilité qu'ONU-Femmes ne puisse dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles ;

c) Le risque de marché : la possibilité qu'ONU-Femmes subisse des pertes financières importantes en raison de variations défavorables des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours des valeurs.

On trouvera dans le tableau ci-dessous la valeur des actifs financiers en fin d'année, selon le classement IPSAS, adopté par ONU-Femmes.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Titres détenus jusqu'à leur échéance</i>	<i>Titres disponibles à la vente</i>	<i>Créances</i>	<i>Actifs évalués à la juste valeur avec contrepartie en résultat</i>	<i>31 décembre 2019</i>	<i>31 décembre 2018</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	–	145 360	–	145 360	57 295
Placements	373 527	49 509	–	–	423 036	413 270
Créances	–	–	28 120	–	28 120	19 504
Avances	–	–	43 395	–	43 395	34 881
Autres éléments d'actif	–	–	5 809	–	5 809	5 356
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>373 527</b>	<b>49 509</b>	<b>222 684</b>	<b>–</b>	<b>645 720</b>	<b>530 306</b>

Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti ; au 31 décembre 2019, la valeur marchande de ces actifs dépassait leur valeur comptable de 1,3 million de dollars. La valeur comptable des prêts et créances est une approximation raisonnable de leur juste valeur. Au 31 décembre 2019, les actifs disponibles à la vente étaient comptabilisés à leur juste valeur marchande, correspondant aux cours obtenus auprès de tierces parties au fait de ces questions. ONU-Femmes n'avait pas d'actifs comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat.

On trouvera dans le tableau ci-dessous la valeur des passifs financiers en fin d'année, selon le classement IPSAS, adopté par ONU-Femmes.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Autres passifs financiers</i>	<i>Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat</i>	<i>31 décembre 2019</i>	<i>31 décembre 2018</i>
Dettes	14 438	–	14 438	20 946
Autres éléments de passif	19 401	–	19 401	17 040
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>33 839</b>	<b>–</b>	<b>33 839</b>	<b>37 986</b>

Au 31 décembre 2019, ONU-Femmes n'avait pas de passifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat. La valeur comptable des autres passifs financiers est une approximation raisonnable de leur juste valeur.

### Risque de crédit

ONU-Femmes est exposée à un risque de crédit sur ses actifs financiers, principalement la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements, les contributions à recevoir, les avances et les autres créances.

Elle administre des comptes bancaires dans cinq monnaies et dans quatre pays (États-Unis, Norvège, Royaume-Uni et Suède). Pour les autres monnaies, elle utilise les comptes bancaires du PNUD et s'en remet à lui pour la gestion des risques. Elle est exposée au risque de défaillance des institutions financières dans lesquelles elle détient des comptes.

En ce qui concerne les instruments financiers, les directives du PNUD pour la gestion des placements limitent le risque de crédit associé à une même contrepartie et prévoient des exigences minimales de solvabilité. Les stratégies d'atténuation du risque de crédit proposées énoncent des critères prudents de solvabilité minimale pour tous les émetteurs en fixant des limites relatives aux échéances et aux contreparties en fonction de la qualité du crédit. Les directives pour la gestion des placements prescrivent de suivre en permanence la notation des émetteurs et contreparties. Seuls sont autorisés les placements dans des instruments à revenu fixe d'entités souveraines, supranationales, gouvernementales ou fédérales et de banques. Les activités de placement sont administrées par le PNUD ; les bureaux d'ONU-Femmes ne sont pas autorisés à exécuter de telles activités.

L'évaluation du risque de crédit des instruments financiers repose sur les notes de crédit attribuées par les trois principales agences de notation (Moody's, S&P Global Ratings et Fitch). Au 31 décembre 2019, les placements d'ONU-Femmes étaient constitués d'instruments de qualité, comme indiqué dans le tableau ci-après (présenté selon le système de notation de S&P Global Ratings).

### Notes de crédit des placements administrés par le Programme des Nations Unies pour le développement

(En milliers de dollars des États-Unis)

31 décembre 2019	AAA	AA+	AA-	AA	A+	A	A-	Total
Dépôts à terme	—	—	25 000	—	—	—	25 000	50 000
Instruments du marché monétaire	29 721	—	20 000	—	—	10 000	—	59 721
Obligations et bons	128 527	39 662	28 978	41 382	10 257	15 000	—	263 806
<b>Total</b>	<b>158 248</b>	<b>39 662</b>	<b>73 978</b>	<b>41 382</b>	<b>10 257</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>373 527</b>

31 décembre 2018	AAA	AA+	AA-	AA	A+	A	Total
Instruments du marché monétaire	—	—	—	—	30 000	35 000	65 000
Obligations et bons	163 491	59 428	41 816	36 316	4 999	—	306 050
<b>Total</b>	<b>163 491</b>	<b>59 428</b>	<b>41 816</b>	<b>36 316</b>	<b>34 999</b>	<b>35 000</b>	<b>371 050</b>

### Notes de crédit des placements administrés par les gérants de portefeuille externes

(En milliers de dollars des États-Unis)

31 décembre 2019	AAA	AA+	AA-	A+	A	A-	BBB+	BBB	Bons du Trésor des États-Unis	Autres	Total
Obligations et bons	1 694	84	441	448	51	235	165	420	2 245	12 240	18 023
<b>Total</b>	<b>1 694</b>	<b>84</b>	<b>441</b>	<b>448</b>	<b>51</b>	<b>235</b>	<b>165</b>	<b>420</b>	<b>2 245</b>	<b>12 240</b>	<b>18 023</b>

31 décembre 2018	AAA	AA+	AA-	A+	A	A-	BBB+	BBB	Bons du Trésor des États-Unis	Autres	Total
Obligations et bons	181	159	150	496	167	167	366	410	1 282	13 327	16 705
<b>Total</b>	<b>181</b>	<b>159</b>	<b>150</b>	<b>496</b>	<b>167</b>	<b>167</b>	<b>366</b>	<b>410</b>	<b>1 282</b>	<b>13 327</b>	<b>16 705</b>

Les placements administrés par les gérants de portefeuille externes sont régis par les directives relatives aux placements afférents à l'assurance maladie après la cessation de service. Les autres obligations notées comprennent des placements à revenu fixe dans des fonds indiciels cotés d'un montant de 10,6 millions de dollars (contre 9,8 millions en 2018), notés entre AAA et BAA, le solde étant constitué d'obligations d'État et d'obligations de sociétés.

Pour les autres ressources, le règlement financier et les règles de gestion financière d'ONU-Femmes imposent que les dépenses ne soient engagées qu'après réception des fonds promis par les donateurs, ce qui réduit considérablement le risque financier lié aux contributions à recevoir.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque qu'ONU-Femmes ait du mal à honorer ses engagements liés aux dettes, aux autres éléments de passif et aux transferts de trésorerie prévus pour l'exécution des programmes. L'Entité n'est exposée qu'à un risque de liquidité minime, du fait que ses opérations et ses placements sont gérés selon le cadre budgétaire et compte dûment tenu des besoins de trésorerie liés à son fonctionnement.

Il est procédé aux placements en prenant dûment en considération les besoins de trésorerie liés au fonctionnement, qui reposent sur les prévisions relatives aux flux de trésorerie. La stratégie de placement prévoit d'échelonner les échéances en tenant compte du calendrier des futurs besoins de financement de l'Entité. Celle-ci prend une partie de ses positions dans des éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie (26 %) et des placements à court terme (43 %) suffisants pour couvrir ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles, comme il ressort du tableau ci-après et des notes 6 et 7.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	Pourcentage	31 décembre 2018	Pourcentage
Soldes de trésorerie	5 354	1	4 574	1
Équivalents de trésorerie	140 006	25	52 721	11
<b>Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (montant net)</b>	<b>145 360</b>	<b>26</b>	<b>57 295</b>	<b>12</b>
<b>Placements</b>				
Placements à court terme	245 530	43	216 936	46
Placements à long terme	177 506	31	196 334	42
<b>Total des placements à court et à long terme</b>	<b>423 036</b>	<b>74</b>	<b>413 270</b>	<b>88</b>
<b>Total des placements, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>568 396</b>	<b>100</b>	<b>470 565</b>	<b>100</b>



## Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque qu'ONU-Femmes subisse des pertes financières en raison de variations défavorables de la valeur marchande de ses instruments financiers, notamment de fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et des cours des valeurs.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est associé aux effets des fluctuations des taux d'intérêt du marché sur :

- a) la juste valeur des actifs et passifs financiers ;
- b) les flux de trésorerie futurs.

Une partie (11,70 %) des titres détenus par ONU-Femmes est classée comme instruments disponibles à la vente et comptabilisée à la juste valeur avec variation constatée dans la situation nette, ce qui expose l'Entité au risque de taux d'intérêt. Toutefois, les titres sont pour la plupart (88,3 %) classés comme actifs détenus jusqu'à échéance et ne sont pas évalués au cours du marché. Les fluctuations des taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur la valeur comptable de ces actifs et n'influent donc pas non plus sensiblement sur le montant net des éléments d'actif ni sur l'excédent ou le déficit constaté.

ONU-Femmes investit dans des instruments à taux variable libellés en dollars des États-Unis, ce qui l'expose à des variations de ses flux de trésorerie. En cas de baisse des taux d'intérêt, les intérêts créditeurs diminuent et, en cas de hausse des taux d'intérêt, ils augmentent. Au 31 décembre 2019, l'Entité n'avait pas de titres à revenu fixe et à taux variable.

### Risque lié au cours des actions

En 2019, ONU-Femmes détenait des actions dans son portefeuille de fonds affectés à l'assurance maladie après la cessation de service géré en externe. Le tableau ci-dessous fait apparaître la sensibilité des titres à une variation de 5 % du cours des actions. Il s'agit d'actions disponibles à la vente, qui sont évaluées au cours du marché avec variation constatée dans la situation nette ; les variations de leur cours n'ont donc pas d'incidence sur l'excédent ou le déficit d'ONU-Femmes.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Valeur marchande au 31 décembre 2019	Variation	Incidence sur les états financiers	
		Actif net	Excédent ou déficit
18 023	Hausse de 5 %	901	—
18 023	Baisse de 5 %	(901)	—

### Risque de change

ONU-Femmes est exposée à des risques de change, car elle détient des actifs financiers libellés dans des monnaies autres que le dollar et des passifs financiers devant être réglés en devises.

Les contributions versées à ONU-Femmes sont pour la plupart libellées en dollars des États-Unis, mais aussi dans un certain nombre de grandes monnaies, notamment en livres sterling, en euros, en couronnes suédoises et en couronnes norvégiennes. L'Entité évalue régulièrement, lors des réunions trimestrielles avec la

Trésorerie du PNUD, la nécessité de conserver des disponibilités et d'autres actifs dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis pour faire face à ses engagements dans ces monnaies. Elle s'est dotée d'une stratégie de couverture à partir de mars 2015.

Au 31 décembre 2019, tous les placements d'ONU-Femmes étaient libellés en dollars des États-Unis. Toutefois, 73,9 % des soldes de trésorerie étaient détenus dans plusieurs monnaies autres que le dollar des États-Unis.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dollar des États-Unis</i>	<i>Euro</i>	<i>Livre sterling</i>	<i>Couronne norvégienne</i>	<i>Couronne suédoise</i>	<i>Autres</i>	<i>Total au 31 décembre 2019</i>
Fonds en banque	1 393	482	3 223	12	217	–	5 327
Petite caisse	4	–	–	–	–	23	27
<b>Total des soldes de trésorerie</b>	<b>1 397</b>	<b>482</b>	<b>3 223</b>	<b>12</b>	<b>217</b>	<b>23</b>	<b>5 354</b>

La Trésorerie du PNUD utilise des instruments dérivés, tels que les contrats de change à terme, les options classiques et les options structurées sur devises, pour gérer le risque de change auquel est exposée ONU-Femmes. Ces dérivés sont évalués à la valeur du marché, les gains et les pertes étant comptabilisés en charges ou en produits. Au 31 décembre 2019, ONU-Femmes n'avait pas de positions ouvertes sur des instruments dérivés.

#### *Autres risques de prix*

ONU-Femmes est exposée à des risques de prix résultant de fluctuations du cours des instruments financiers liées à des facteurs autres que la variation des taux d'intérêt ou des taux de change. Les directives du PNUD pour la gestion des placements étant relativement prudentes, l'exposition potentielle aux autres risques de prix est limitée.

#### **Note 26**

##### **Rapprochement de l'information budgétaire et de l'information financière**

L'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget (état V) est présenté de la même façon que le budget intégré de 2018-2019, mis à part le fait qu'il indique également le montant des contributions statutaires (activités inscrites au budget ordinaire). Étant donné que les états financiers sont établis conformément aux normes IPSAS et que le budget l'est selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, les résultats financiers constatés (effectifs) sont ajustés aux fins de l'établissement de l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget. Les principaux écarts entre les résultats financiers établis selon les normes IPSAS et ceux calculés selon la méthode comptable appliquée au budget tiennent à la différence de traitement du coût des actifs, des prestations accumulées par le personnel et des avances de trésorerie accordées aux partenaires et aux fonctionnaires.

Le budget intégré est établi et présenté pour un exercice biennal. L'année 2019 représente donc la moitié des estimations de budget intégré pour l'exercice 2018-2019.

**a) Activités inscrites au budget ordinaire – contributions statutaires 2019**

L'écart total pour l'année 2019 correspond à un dépassement de crédits de 0,5 million de dollars. Ce dépassement s'explique par : i) les versements qu'ONU-Femmes est tenue de faire à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service conformément à son plan de financement des prestations dues à la cessation de service, alors que le budget statutaire ne prévoit qu'une comptabilisation au décaissement ; ii) les impôts et loyers du personnel, dont le remboursement est inscrit au budget ordinaire et qui a été constaté au titre des créances en 2019.

**b) Activités de développement – contributions volontaires 2019**

**i) Programme**

Les budgets initiaux ont été établis à partir des estimations initiales utilisées pour le budget intégré de l'exercice biennal 2018-2019, lesquelles avaient été calculées sur la base de contributions volontaires estimées à 880 millions de dollars au total pour l'exercice. Le montant total des contributions volontaires initialement prévues au budget pour 2019 s'élevait à 440 millions de dollars.

Pour l'ensemble des activités de programme, l'écart se chiffre à 8 millions de dollars, répartis comme suit entre ressources ordinaires et autres ressources :

a) Les dépenses afférentes au programme financées au moyen des ressources ordinaires ont été inférieures de 0,7 million de dollars au montant total inscrit au budget. L'écart entre le montant inscrit au budget et les dépenses effectives s'explique essentiellement par les vacances de poste. Le taux effectif moyen d'exécution des activités inscrites au programme s'est établi à 96,6 % et le taux d'utilisation du budget, à 99 % ;

b) Les dépenses afférentes au programme financées au moyen d'autres ressources ont été inférieures de 7,3 millions de dollars au montant total inscrit au budget. L'écart peut être dû au fait que les projets financés par les contributions des donateurs sont essentiellement exécutés sur plusieurs années et les produits à livrer sont susceptibles d'évoluer sur la période d'exécution ; toute ressource non utilisée est donc reportée sur l'année suivante. Le taux moyen d'exécution s'est établi à 84,4 % et le taux d'utilisation du budget, à 97,3 %.

**ii) Budget institutionnel (efficacité du développement, activités de coordination des initiatives du système des Nations Unies, activités de gestion et activités entreprises à des fins spéciales)**

La composante Budget institutionnel du budget intégré comprend les catégories de coût suivantes : efficacité du développement, activités de coordination des initiatives de développement du système des Nations Unies ; activités de gestion, notamment évaluation et audit interne et investigations ; activités entreprises à des fins spéciales. L'écart de 7,3 millions de dollars entre le budget définitif et les dépenses effectives s'explique principalement par les vacances de poste. Le taux d'exécution et le taux d'utilisation du budget institutionnel se sont établis à 92,4 %. Les crédits disponibles au titre du budget institutionnel ne peuvent être utilisés que pendant l'exercice pour lequel ils ont été alloués. Conformément à la règle 18.3 du règlement financier, les soldes non utilisés sont reversés sur le compte d'ONU-Femmes et s'ajoutent à l'excédent de ressources ordinaires.

*Ajustements en fonction des différences de conventions comptables*

Le budget d'ONU-Femmes est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, alors que les états financiers le sont selon la méthode de la

comptabilité d'exercice, conformément aux normes IPSAS. Aux fins du rapprochement des montants budgétaires et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie, il a été nécessaire de retirer les postes hors trésorerie pour remédier à l'incompatibilité des méthodes. Les principaux ajustements opérés pour les besoins du rapprochement sont les suivants :

- Les dépenses d'équipement sont portées en immobilisations et sont amorties sur la durée d'utilité des actifs selon la méthode de la comptabilité d'exercice (ces dépenses sont généralement inscrites au budget comme dépenses de l'année considérée) ;
- En comptabilité d'exercice, les passifs liés aux avantages du personnel figurent dans l'état de la situation financière, et les variations de ces passifs sont répercutées sur les chiffres présentés dans l'état des résultats financiers ;
- Les engagements non réglés figurent dans les rapports sur l'exécution du budget, mais la méthode de la comptabilité d'exercice n'en prévoit pas la constatation.

#### *Écarts de dates*

Les écarts de dates ont trait à des commandes en cours.

#### *Différences de présentation*

Les différences de présentation s'expliquent par le fait que la structure et le système de classement retenus pour établir l'état des flux de trésorerie diffèrent de ceux employés dans l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget. Ces différences de présentation concernent les produits.

#### **Rapprochement : montants budgétaires et flux nets de trésorerie**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonctionnement</i>	<i>Activités de placement</i>	<i>Total</i>
Montant effectif présenté dans l'état comparatif (après ajustements pour différence de méthodes)	(427 710)	–	(427 710)
Différences liées à la méthode de calcul	(19 844)	5 221	(14 623)
Écarts de dates	4 088	–	4 088
Différences de présentation	527 402	–	527 402
<b>Montant effectif porté dans l'état des flux de trésorerie</b>	<b>83 936</b>	<b>5 221</b>	<b>89 157</b>

#### **Note 27**

##### **Opérations entre des parties liées**

##### **Organes directeurs**

ONU-Femmes a pour organe directeur un conseil d'administration créé en application du paragraphe 57 b) de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale, qui dispose que cette dernière, le Conseil économique et social et le Conseil d'administration de l'Entité constitueront la structure de gouvernance intergouvernementale à plusieurs niveaux de l'Entité pour les activités opérationnelles et orienteront son action. Le Conseil d'administration est composé de

41 membres (élus parmi les candidats proposés par cinq groupes régionaux et un groupe de contributeurs), qui ne sont pas rémunérés par ONU-Femmes.

Le Conseil d'administration d'ONU-Femmes collabore avec les organes directeurs des autres entités opérationnelles des Nations Unies en vue de l'harmonisation des pratiques d'exécution. Cette collaboration permet également d'échanger des données d'expérience et de coordonner les programmes de travail pour la promotion de l'égalité des genres et la prise en compte systématique des questions de genre à l'échelle du système des Nations Unies. Les travaux du Conseil d'administration sont régis par son règlement intérieur.

### Principaux dirigeants

Les fonctionnaires qui composent l'équipe de direction d'ONU-Femmes remplissent les fonctions suivantes : Directeur(trice) exécutif(ve) ; Sous-Secrétaire général(e) (2 postes) ; Directeur(trice) (8 postes). Ils sont habilités à planifier, diriger et contrôler les activités de l'Entité et d'en exécuter le mandat.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Traitement et indemnité de poste</i>	<i>Prestations diverses</i>	<i>Pension de retraite et assurance maladie</i>	<i>Rémunération totale en 2019</i>	<i>Encours des avances</i>
Principaux dirigeants	11	2 002	158	828	2 988	74
Proches	1	140	–	41	181	–
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>2 142</b>	<b>158</b>	<b>869</b>	<b>3 169</b>	<b>74</b>

Le montant total de la rémunération versée aux principaux dirigeants et à leurs proches (conjoint) englobe le montant net des traitements, l'indemnité de poste, diverses primes et indemnités ainsi que la cotisation de l'employeur au régime de pensions et au régime d'assurance maladie. Les avances sur les prestations sont accordées conformément aux dispositions du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies. Au 31 décembre 2019, la part imputable aux principaux dirigeants du total des engagements au titre des avantages du personnel (régime d'assurance maladie après la cessation de service et prestations liées au rapatriement et au capital-décès), calculée sur la base d'une évaluation actuarielle, était de 2,5 millions de dollars.

### Note 28

#### Engagements et passifs et actifs éventuels

##### a) Engagements en cours

Au 31 décembre 2019, les engagements d'ONU-Femmes relatifs à l'acquisition de biens et services divers pour lesquels un marché avait été passé mais qui n'avaient pas été reçus s'élevaient à 23,7 millions de dollars (contre 30 millions en 2018).

##### b) Obligations locatives

Au 31 décembre 2019, les engagements futurs d'ONU-Femmes concernant les paiements minimaux au titre de contrats de location s'établissaient comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Obligations locatives immobilières</b>		
Moins de 12 mois	9 357	8 963
1 à 5 ans	13 814	16 838
Plus de 5 ans	5 186	3 862
<b>Total des obligations locatives immobilières</b>	<b>28 357</b>	<b>29 663</b>

La plupart des contrats de location d'ONU-Femmes ont été conclus pour une durée de 1 à 10 ans, mais certains contrats sont résiliables moyennant un préavis de 30, 60 ou 90 jours. Les contrats de location comportent souvent des clauses permettant des renouvellements multiples pour des loyers très inférieurs à ceux actuellement pratiqués sur le marché. Le total des écarts entre les loyers prévus par les contrats et les loyers du marché est comptabilisé comme contribution en nature.

### c) Passifs éventuels liés à des risques juridiques

Au 31 décembre 2019, ONU-Femmes n'avait qu'un nombre limité de passifs éventuels, d'un montant non significatif, qui correspondaient à des contentieux juridiques ou administratifs en cours.

L'issue de ces litiges, et par conséquent l'obligation de procéder à ces décaissements, ainsi que la date à laquelle ils pourraient être dus, étant incertaines, aucun élément de passif ou provision n'avait été constaté à ce titre à la date de clôture des comptes. En outre, l'Entité estime, sur la base des informations dont elle dispose, que le montant ou la fourchette des pertes que l'on peut raisonnablement envisager n'aura, ni individuellement ni collectivement, aucun effet préjudiciable sur ses activités, sa situation financière, ses résultats financiers ou ses flux de trésorerie. Cependant, l'issue de tels litiges étant par nature imprévisible et incertaine, les passifs éventuels pourraient se transformer en passifs réels sous l'effet d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui échappent en partie au contrôle d'ONU-Femmes.

### Note 29

#### Événements postérieurs à la date de clôture

La date de clôture des comptes d'ONU-Femmes est fixée au 31 décembre. La date de certification et de transmission des états financiers est fixée au 30 avril de l'année qui suit l'année financière sur laquelle portent les états. À la date de la signature des états financiers, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) était considérée comme un événement majeur en cours depuis le 31 décembre 2019 et dont les potentielles incidences financières ne pouvaient être mesurées ou évaluées de manière fiable. Il ne s'est produit entre la date de clôture et celle à laquelle la publication des états financiers a été autorisée aucun autre événement, favorable ou défavorable, susceptible d'avoir une incidence sur ces états.

